

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE N° 13109 - 6 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine DIMANCHE 22-LUNDI 23 MARS 1987

L'Europe des armements

La France et l'Allemagne fédérale ont relancé leur projet commun d'un hélicoptère de combat qui marquait le pas depuis trois ans. Les deux ministres de la défense concernés, MM. André Girard et Manfred Wörner, ont en effet approuvé, le vendredi 20 mars à Bonn, la proposition conjointe de leurs directions nationales de l'armement et de leurs états-majors de préparer, avant juillet prochain, la décision technique, industrielle et financière de mettre en chantier un nouvel hélicoptère antichar.

Nous sommes dans la dernière ligne droite avant de conclure la négociation, dit-on à Paris, où l'on ne cache pas que, pour en arriver là, des compromis ont été consentis des deux côtés. La France a accepté, par exemple, que l'hélicoptère en question soit propulsé par deux turbines (au lieu d'une seule) et que l'équipage soit disposé en tandem (au lieu du côté-à-côté traditionnel). L'Allemagne fédérale est, aujourd'hui, prête à installer sur le toit de cet hélicoptère (et non dans son nez) des équipements de navigation et de tir tout temps, de jour comme de nuit, qui soient construits en Europe (et non aux États-Unis).

Ces compromis ne portent pas sur des détails techniques, comme on pourrait le croire. En réalité, voilà une dizaine d'années que les deux pays avaient eu l'idée de produire un hélicoptère en commun. Un premier accord technique avait même été signé en mai 1984. Mais, quelques mois après, les divergences renouées de part et d'autre du Rhin : trop d'ambiguïtés avaient été maintenues sur les caractéristiques et les performances de l'engin retenu pour que le projet fût viable financièrement.

Aujourd'hui, le produit est défini. L'objectif est fixé et les conditions de la réalisation sont déterminées. Une équipe conjointe de négociateurs a été désignée pour établir avant juillet, avec l'aide des industriels impliqués, le calendrier de l'opération et l'enveloppe financière et pour lancer la phase de développement.

Les deux ministres de la défense se sont félicités, à Bonn, des progrès réalisés et ont exalté l'esprit de la coopération franco-allemande. Si le projet est remis sur ses rails, on le doit sans doute à l'air du temps, c'est-à-dire à cet esprit nouveau qui semble souffler en Europe occidentale sur des gouvernements effrayés par les initiatives de M. Gorbatchev. Coup sur coup, par exemple, le ministre français de la défense a rencontré M. Youger, son homologue britannique, et M. Serra, son interlocuteur espagnol, avant de voir M. Wörner. Est-ce seulement le hasard de calendrier des réunions internationales ou ne doit-on pas y déceler plutôt l'amorce d'un changement ?

Avec les Britanniques, la France n'hésite plus à parler de la possibilité d'échanger des informations stratégiques, y compris sur l'organisation des patrouilles de leurs sous-marins nucléaires. Avec les Espagnols, Paris s'emploie à définir une coopération industrielle dans le domaine des armements terrestres, notamment des blindés. Avec les Allemands, le dialogue vient d'être relancé sur l'hélicoptère de combat.

Ce sont autant de signes d'une nouvelle prise de conscience : face à un éventuel grand marchandage américano-soviétique, les Européens comprennent enfin que leur sécurité collective se fonde d'abord sur une communauté d'armement, ce qui implique, pour venir à bout des particularismes des états-majors et des industriels, une très ferme volonté politique.

Le débat sur la censure au gouvernement

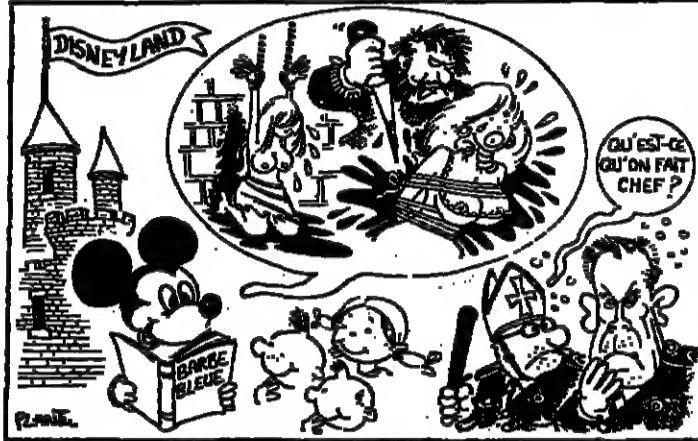
M. Chalandon et M. Léotard se démarquent de M. Pasqua

Les mesures d'interdiction qui frappent ou menacent une douzaine de magazines (près de 1 200 000 exemplaires au total) divisent le gouvernement. M. Charles Pasqua réaffirme que c'est au pouvoir administratif de veiller sur la moralité de l'édition. M. François Léotard, appuyé par les ministres libéraux, estime au contraire que ce soin doit être confié au pouvoir judiciaire. Une position qui vient de recevoir le soutien du garde des sceaux.

Interrogé samedi matin sur la chaîne de télévision M 6, M. Alain Chalandon, ministre de la justice, a déclaré qu'à son sens il serait préférable de laisser la justice décider de ces interdictions, plutôt que l'administration, en l'espèce le ministère de l'intérieur.

Le garde des sceaux prône le recours au référé judiciaire qui permet aux tribunaux de prendre des décisions rapides.

(Lire page 7 nos informations et l'article de JEAN-FRANÇOIS LACAN.)



La signature du contrat de Marne-la-Vallée

12 milliards de francs seront consacrés à Disneyland

Le premier ministre, M. Chirac, et le président du conseil régional d'Ile-de-France, M. Girard, vont signer, le mardi 24 mars, seize mois après la lettre d'intention, avec le président de Walt Disney Production, M. Eisner, le contrat pour l'implantation à Marne-la-Vallée, en 1992, du plus grand centre de loisir européen, Eurodisneyland. Une opération de 12 milliards de francs largement dérogatoire du droit commun.

La société « pivot » chargée de la construction aura un capital de 3 milliards de francs. 60 % de ces capitaux seront européens (en majorité français) et 40 % américains, dont 16,64 % pour Walt Disney (500 millions de francs). Cette société devrait obtenir un prêt de 4 milliards de francs de la Caisse des dépôts et lever plusieurs milliards de francs de prêts bancaires. Quant aux pouvoirs publics et à la région, leurs engagements financiers seraient de l'ordre de 2 milliards de francs pour la construction de la branche du RER et de routes...

(Lire page 16.)

Survivre dans les ruines de Chatila et de Bourj-Barajneh

Les camps palestiniens au régime du goutte-à-goutte

BEYROUTH de notre envoyé spécial

Le silence est oppressant, de mort : les ruines de Chatila ressemblent à un village labouré par les obus. Plus un mur intact, un amoncellement de pierres grises, hérissées de ferrailles au milieu de ruelles boueuses. Rien n'est plus reconnaissable à partir de ce salon d'un appartement abandonné transformé en bunker - les miliciens chiites d'Amal y ont installé des postes de tir - qui domine les ruines du camp.

Comment imaginer que vivent sous ces pierres près de quatre mille personnes, combattants certes, mais aussi femmes et enfants ? A 200 mètres à peine, les vendeurs à la criée ramènent des femmes au flichi noué sur la tête qui font leurs courses comme si de rien n'était. Le long des avenues qui bordent le camp, la circulation est normale, et les barages mixtes syro-libanais la contrôlent sans attention particulière. Sur la terrasse d'une maison, à quelques enjambées du camp, dans le quartier de Sabra habité principalement jusqu'à la première guerre des camps en 1985 par des Palestiniens, et

aujourd'hui investi - pour ce qu'il en reste - par des chiites, trois miliciens servent le café.

Il n'y a plus qu'à aux abords de Chatila que subsistent encore à Beyrouth-Ouest des miliciens en armes toujours aussi vigilants. Deux appartements à Amal, le troisième au Hezbollah. Pour les deux premiers, pas de doute, les Palestiniens doivent partir. N'importe où, qu'importe : Algérie, Arabie saoudite, Égypte... Mais qu'ils ne restent plus au Liban.

Le troisième, plus circonspéct, proteste : « Ils peuvent rester, pour combattre Israël ». Discours mille fois entendu et clivage plus flou qu'il n'y paraît. Mais Chatila vit toujours, résiste, malgré près de quatre mois de siège. Depuis l'entrée des troupes syriennes dans la partie à majorité musulmane de la capitale libanaise, le 22 février, le blocus demeure, et seuls trois convois de ravitaillement d'importance inégale ont pu pénétrer dans le camp, chaque fois au prix de morts et de blessés du côté palestinien. La nuit le plus souvent, des obus tombent encore sur le camp et le jour les francs-tireurs guettent le moindre mouvement.

Enclave dans la banlieue sud de Beyrouth, Bourj-Barajneh, où survivent vingt mille personnes, connaît une situation quelque peu différente puisque depuis le 18 février les femmes ont l'autorisation de se ravitailler en dehors du camp chaque jour, théoriquement de 8 heures à 13 heures. Ce matin, alors qu'une petite pluie fine ajoute au sinistre d'un décor d'une banlieue surprise où les services publics élémentaires ont depuis longtemps disparu, elles sont une quinzaine, assises à même le sol détrempé ou sur un petit muret de pierre. A leurs pieds, des sacs de jute remplis de pommes de terre, des cartons où s'entassent sésame, oranges, pommes, pain. Avec elles, de jeunes enfants pour qui cette « promenade de la mort » constitue sans doute la seule distraction.

Vingt femmes, en effet, ont été tuées et soixante-deux autres blessées par les tirs sur le chemin qui mène au camp. Amina, que nous avions rencontrée la veille à l'entrée sud-ouest du camp, à distance visible de sa maison, sur la route de l'aéroport contrôlée par la 6^e brigade (à majorité chiite) de l'armée libanaise, n'a pu fléchir les soldats. Avec ses paquets, elle a dû rebrousser chemin et

parcourir les quelques kilomètres qui la séparent de l'autre entrée située dans la banlieue sud, la seule autorisée, et tenue par de jeunes miliciens d'Amal. Elle a passé la nuit « quelque part » et attend avec ses compagnes d'infortune le bon vouloir du chef du détachement, Rachid, qui, seul, peut donner le feu vert.

Ce dernier passe au poste vingt minutes un jour, une demi-heure l'autre, pas du tout, question de chance. Mais après cinq mois d'isolement absolu, ces femmes ont dépassé le stade de la colère. Elles ne répondent qu'avec parcimonie aux miliciens accourus. Pas de fausse fraternité, ni plaintes ni supplices. Leur sort, et même leur vie parfois, dépend d'eux, certes, mais pas leur dignité.

Deux sœurs attendent leur retour au camp depuis trois jours. Dans l'intervalle, elles sont venues à Beyrouth-Ouest rendre visite à de la famille. Depuis l'entrée des troupes syriennes, il est plus facile aux Palestiniens de circuler, et une grande partie d'entre eux, chassés par Amal, sont revenus dans la ville.

FRANÇOISE CHEFAUX.
(Lire la suite page 3.)

Terrorisme à Rome

L'assassinat du général Giorgieri a été revendiqué par l'Union des communistes combattants.

PAGE 3

La condamnation d'un coopérant en Afrique du Sud

Paris a exprimé sa « vive déception ».

PAGE 4

Revers libyen au Tchad

Deux colonnes détruites au sud de Ouadi-Daoum.

PAGE 16

Le Monde RÉGIONS

■ Les budgets régionaux pour 1987 : l'explosion fiscale. ■ Télématique et aménagement du territoire. ■ Un tour de France avec nos correspondants.

PAGE 12

M. Barre et les droits de l'homme

« L'unique valeur à sauvegarder ».

PAGE 6

L'espionnage d'Ariane

La police recherche un septième suspect.

PAGE 16

Le sommaire complet se trouve page 16

Edouard Masquel
L'année 1986 dans Le Monde
Préface d'André Fontaine

Campagne présidentielle sans programmes

Une élection charismatique

par Alain Duhamel

L'élection du président de la République par suffrage universel direct est par nature une élection personnelle, la plus personnelle des élections. Elle le sera cette fois-ci plus encore que d'habitude. Tout se conjugue en effet déjà pour que dans un an la comparaison entre les candidats éclipse la lutte idéologique, la confrontation entre les hommes, la compétition parisienne. Le scrutin de 1988 s'annonce charismatique et presque unidimensionnel.

Même si elle ne s'avoue pas - seul Michel Rocard parle vrai sur ce point - la campagne présidentielle a commencé. Pour la plupart de ses protagonistes, elle se présente comme une course

d'attente. François Mitterrand cultive le mystère, Jacques Chirac feint de ne s'intéresser qu'à l'horizon 1992 (année du marché unique européen), Raymond Barre fait mine de n'être pas entré en lice, Jean-Marie Le Pen guette l'occasion la plus spectaculaire pour se déclarer officiellement, André Lajoie joue les Candides. En fait, chacun met en œuvre une stratégie implicite dominée par la rencontre inédite de trois facteurs qui s'imposent à tous les prétendants : la persistance de la crise, l'expérience de l'alternance, la découverte de la cohabitation. Autant d'éléments qui bousculent brutalement les olivages classiques et personnalisent le scrutin.

Au bout de quinze années, la crise économique a eu raison des idéologies originelles. La foi en la croissance, le progrès, la justice, l'Etat-providence ou la vitalité des forces du marché fait plus que vaciller. La France a expérimenté tour à tour le colbertisme giscardien, le socialisme mitterrandien, le pragmatisme fabiusien, le néolibéralisme chiracien. Il en naît un scepticisme contagieux vis-à-vis des doctrines et des mythologies, des totos et des tabous. L'alternance, elle, a tué net la crédibilité résiduelle à l'égard des programmes. A partir du moment où chaque citoyen a pu constater qu'aucune plate-forme ne résistait à l'épreuve des faits, la part du rêve s'est évanouie.

(Lire la suite page 6.)

Dates

Il y a trente ans, les traités de Rome

Au Capitole, dans la salle des Horaces et des Curiaces...

RENDEZ-VOUS

Dimanche 22 mars. — **Moroni** : élections législatives aux Comores.

Lundi 23 mars. — **Bénouville** (Normandie) : visite de M^{me} Thatcher ; **Bruxelles** : conseil « coopération politique » de la CEE ; **Tunis** : conseil de la Ligue arabe ; **Rome** : réunion du Comité d'action pour l'Europe (30^e anniversaire).

Mardi 24 mars. — **Paris** : visite du roi Fahd d'Arabie saoudite.

Mercredi 25 mars. — **Paris** : 30^e anniversaire de la signature du traité de Rome.

Vendredi 27 mars. — **Madrid** : grève générale à l'appel des Commissions ouvrières.

Samedi 28 mars. — **Paris** : visite officielle du chancelier Kohl ; **Moscou** : visite officielle de M^{me} Thatcher (jusqu'au 1^{er} avril).

Dimanche 29 mars. — **New-York** : visite officielle de Jacques Chirac (jusqu'au 3 avril) ; **Haiti** : référendum sur la nouvelle Constitution.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-66-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Bresson-Méry (1944-1969) ; Jacques Favre (1969-1982) ; André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Robert Bresson-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Verneil.
Correspondant en chef : Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmoyne, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 35-15 - Tél. MONDE

ABONNEMENTS

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 357 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

309 F 1 083 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : un abonné non invité à

formuler son adresse deux semaines

avant son départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

Le Monde USPS 705-910 is published daily,

except Sundays for \$ 4.00 per year by Le

Monde c/o Speedpost, 45-46 35 th

Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class

postage paid at New-York, N.Y.

postmaster : send address changes to Le

Monde c/o Speedpost, U.S.A., P.M.C.,

45-46 35 th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

VINGT-CINQ MARS 1957. Il pleuvait ce jour-là sur Rome. De quoi décourager les habitants de l'Urbs ? Non. Ils savaient qu'une fois de plus dans la Ville éternelle un événement historique allait se dérouler au Capitole. Dès le début de l'après-midi, les parapluies commencent à pousser au pied de la statue équestre de l'empereur Marc Aurèle. Ceux qui avaient eu le plus de courage, et avaient amorcé tôt leur pèlerinage vers ces hauts lieux, se pressaient le plus près possible de l'entrée du palais des Conservateurs, où devait commencer, à 18 heures, la cérémonie de la signature des deux traités instituant la Communauté économique européenne (le « Marché commun ») et la Communauté européenne de l'énergie atomique (baptisée Euratom par Louis Armand).

A partir de 17 heures, sortant de leurs voitures ruisselantes, les « grands » de la petite Europe (1) s'engouffraient tour à tour dans le palais. Plantés tout le long des marches et du vaste hall fleuri d'azalées, de primevères et de drageons des Six nations, des hallebardiers aux couleurs vives montaient une garde pittoresque jusqu'au lieu du suprême rendez-vous. On avait choisi pour l'acte de signature la galerie dite des Horaces et des Curiaces, sans doute la plus vaste de l'édifice. Sage précaution : les Six — qui en fait étaient douze, chaque nation s'étant offert finalement deux signataires — prirent place devant la table d'apparat, recouverte de damas rouge, sur laquelle avaient été disposés les documents. La salle était transformée en studio de cinéma par les batteries de projecteurs installés pour les besoins de l'Eurovision. On comptait quelque quatre cents « figurants » : journalistes et experts venus là pour ne pas perdre une miette d'un spectacle qui ne devait pas être manqué par un seul des membres des gouvernements réunis dans la nef pour jeter un dernier coup d'œil sur les « partitions » en quatre langues qui devaient servir à ce nouveau concert des six nations.

« Six peuples, une seule famille »

On avait donc le temps de balayer du regard les vastes fresques un peu délavées qui racontaient tout à l'entour les premiers temps de l'histoire romaine, et de repérer, chacun à une extrémité, un Urbain VIII de marbre et un Innocent X de bronze, romantiquement drapés par le Bernin et par l'Algarde. Ils avaient l'air de bénir l'assistance. Les mauvais esprits évoquaient, bien sûr, l'Europe vaticane. Les moins malicieux se rappelaient que la célèbre Louve de bronze avec ses bambins était là tout près et, s'ils avaient un peu repensé leur histoire romaine, retrouvaient le pouvoir fédérateur de cette acropole, et le premier « marché commun » réalisé jadis par les Sabins, les Etrusques, les Ombres et les Samnites.

Les cloches de Rome sonnaient à toute volée à 18 heures, comme pour signifier aux acteurs qu'il était temps de commencer. C'est le chancelier Adenauer qui prit le premier la parole. Après avoir remercié ceux qui participaient à la rédaction des traités et particulièrement M. Spaak, il déclara : « Il y a peu de temps encore, nombreux étaient ceux qui jugeaient irréalisable l'accord que nous consacrons officiellement aujourd'hui. La volonté d'unification de l'Europe s'était, à les en croire, endormie pour longtemps. Mais ce sont les optimistes et non les pessimistes qui ont raison... Il va de soi que tous les détails de cette vaste réglementation, sur laquelle six États ont dû se mettre d'accord, n'ont pu partout recevoir un accueil sans réserve. Mais il ne faut pas que les arbres nous empêchent de voir la forêt. Il ne faut pas que les détails nous empêchent d'entrevoir toute l'ampleur du progrès accompli ».

« Un jour comme celui-ci, poursuivait le chancelier, ne manque pas de nous rappeler douloureusement qu'il nous est encore refusé de prendre part à l'Europe unie en tant qu'Allemagne unie. Néanmoins nous n'avons rien perdu de nos espoirs. Les dix-sept millions d'Allemands qui sont séparés de nous par la contrainte appartiennent eux aussi à notre Europe de par

leur origine, leur éducation et leur volonté. Nous avons confiance que la voix de la justice et de la liberté et son écho auprès des peuples libres ne sauront que gagner en force au sein de l'Europe unie ».

Paul-Henri Spaak appuya de son côté sur « l'immense portée de ce que l'on peut bien considérer la plus grande transformation volontaire et dirigée de l'histoire de l'Europe, reposant non plus sur le recours à la force, mais sur l'appel à l'intelligence ».

Christian Finescu insista ensuite sur la volonté de ne pas construire une Europe isolée, mais de tracer l'échancrure de la Grande Europe, qui constitue l'objectif



final. « Nous aurons l'occasion, au cours des prochaines semaines, a-t-il notamment déclaré, de procéder à l'étude de deux importants projets. Le premier concerne la zone de libre-échange que nous espérons réaliser dans le cadre de l'OEEC. Il nous faudra résoudre des difficultés réelles... Mais les contacts que nous avons pu avoir les uns et les autres avec nos amis britanniques nous laissent espérer que les discussions s'engageront avec le désir très net de part et d'autre de les voir aboutir rapidement. Le deuxième projet, lui aussi d'origine britannique, consiste à inclure les Assemblées spécialisées existant en Europe. C'est d'ailleurs cette initiative britannique qui nous a amenés dans une large mesure à essayer de réduire et non d'accroître le nombre des Assemblées qui pourraient être incorporées dans cet ensemble. Deux difficultés sont à surmonter : il sera nécessaire de modifier certains traités existants, et nous aurons à tenir compte de la position de neutralité à laquelle sont tenus ou tiennent certains pays dans notre Europe occidentale ».

Curieusement, la France se faisait alors, on le voit, la porte-parole d'initiatives britanniques qu'elle s'employa ensuite à combattre. La cérémonie des signatures pouvait alors commencer. Les ministres en apparence trois sur les textes qui leur furent présentés : une pour la CEE, une pour l'Euratom, et une pour les annexes. Dans l'ordre, MM. Paul-Henri Spaak et Sany d'Oppuers signèrent pour la Belgique, Konrad Adenauer et Walter Hallstein pour la République fédérale d'Allemagne, Christian Finescu et Maurice Faure pour la France, Antonio Segni et Gastone Martino pour l'Italie, Joseph Bech et J. Linthorst Homan pour le Luxembourg, Joseph Luns et Homan Lint pour les Pays-Bas.

Dans la ville, où les enfants des écoles avaient congé, la foule s'écoula dans la nuit entre les murs où fleurissaient les affiches à l'effigie de l'Europe naissante : silhouettes féminines habillées aux couleurs nationales et se donnant la main devant une carte du jeune « Marché commun », sous une bannière où l'on lisait :

« Six peuples, une seule famille, pour le bien de tous ».

Ainsi, vingt-deux mois après la conférence de Messine (juin 1955), où les ministres des affaires étrangères des six pays de la CECA avaient décidé de relancer la construction de l'Europe, telle qu'elle avait été mise à mal par l'échec de la Communauté européenne de défense (CED), le 30 août 1954, les deux traités de Rome voyaient le jour. L'inspiration de l'un et celle de l'autre étaient très différentes.

Euratom était marqué par la « technique » de Jean Monnet : rassembler l'Europe par secteurs, à l'image du pool charbon-acier. L'énergie nucléaire paraissait un domaine de choix pour l'opération, car il était neuf et donc peu touché par les enchevêtrements d'intérêts qui avaient, malgré le souffle des « pères de l'Europe », rendu difficile la gestation de la CECA. En outre, dans un memorandum préliminaire, trois experts, MM. Armand, Etzel et Giordano, avaient laissé pressentir une crise de l'énergie qui rendait d'autant plus urgent le lancement d'Euratom.

Paul-Henri Spaak reprend le flambeau

Le Marché commun était parti d'une tout autre conception, celle d'une intégration générale et non sectorielle. Elle avait été pour la première fois évoquée par J.-W. Beyens, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas en 1953. Il en avait même fait insérer le principe dans le projet avorté de communauté politique européenne.

C'est Paul-Henri Spaak, ministre des affaires étrangères de Belgique, qui reprit le flambeau et, après s'être concerté avec Jean Monnet, se mit d'accord avec ses collègues des Pays-Bas et du Luxembourg, MM. Beyens et Bech, pour rédiger un memorandum proposant à la fois des actions sectorielles (pour les transports et l'énergie, notamment nucléaire) et un Marché commun général.

C'est un memorandum du Benelux qui servit de base aux travaux de la conférence de Messine (1^{er} au 3 juin 1955), d'où sortit le comité Spaak chargé par les Six de débroussailler le terrain, ce qui fut accompli lors des réunions du château de Val-Duchesse (près de Bruxelles). La synthèse fut opérée par un Français, Pierre Uri, qui avait déjà joué un rôle

important dans la rédaction du traité de Paris (CECA).

Le rapport Spaak fut approuvé sans difficulté par les ministres des affaires étrangères des Six à la conférence de Venise des 29 et 30 mai 1956. Un second comité intergouvernemental toujours présidé par Paul-Henri Spaak fut chargé de rédiger, à partir des principes énoncés par le rapport, deux traités distincts, l'un établissant le Marché commun, l'autre la Communauté européenne de l'énergie nucléaire (2).

Ne pas troubler les paysages nationaux

Les rédacteurs des textes qui furent présentés à la signature des Six à Rome, le 25 mars 1957, avaient choisi la philosophie de l'empirisme. Échaudés par la manière dont la France avait foudroyé la CED, les gouvernements s'étaient efforcés de trouver le plan qui troublerait le moins les paysages nationaux. La lecture des textes donnait évidemment moins de satisfaction que celle du code civil. Par exemple, le chapitre VI du traité « instituant une communauté économique européenne », intitulé *Dispositions générales*, se présentait comme une macédoine assez extraordinaire où s'affrontaient les règles et leurs multiples exceptions, les principes valables pour la période transitoire et les autres, etc. La bonne ordonnance et même la portée du traité s'en trouvaient nécessairement affectées. Du moins, les prévisions prises avaient réussi à bâtir un jeu où les gagnants n'étaient pas forcément d'un côté et les perdants de l'autre.

En outre, et la France y veillait jalousement, les auteurs des traités s'étaient ingéniés à renoncer, partout où cela était possible, aux rouages supranationaux pour faire fonctionner la machine. Le vrai pouvoir était détenu, en l'occurrence, par le conseil des ministres des Six, ce qui a conduit à un partage complexe d'attributions entre cette instance et la Commission européenne. Du moins, les nations avaient-elles la garantie de ne perdre que le minimum de souveraineté exigée pour la bonne exécution des traités.

L'histoire dira si cette prudence a finalement servi ou gêné la cause de l'Europe.

PIERRE DROUIN.

(1) Allemagne fédérale, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas.

(2) Pour plus de détails, lire *La Construction de l'Europe*, de Pierre Gerbet, Imprimerie nationale, Paris, 1983.

CORRESPONDANCE

A propos des traités de paix de Paris

A la suite de la publication d'un article de Thomas Schreiber « Il y a quarante ans : la signature des traités de paix de Paris » (*Le Monde* daté 9-9 février), nous avons reçu un texte du professeur Stefan Stefanescu, membre correspondant de l'Académie de la République socialiste de Roumanie, directeur de l'Institut d'histoire « Nicolae Iorga », dont voici quelques extraits :

(...) « Le traité signé au sein de l'Onay achevait un chapitre de souffrances et de pertes humaines et matérielles. Pour la Roumanie, le traité signifiait en premier lieu l'annulation de l'odieux diktat fasciste de Vienne, imposé le 30 août 1940 et par lequel Hitler et Mussolini ont rendu à la Hongrie et à la Roumanie la partie nord-ouest de la Roumanie, avec une superficie de 43 492 km² et 2 667 000 habitants, en majorité roumains. Dans les conditions dramatiques provoquées par le déclenchement de la seconde guerre mondiale, la Roumanie a été obligée de supporter cette douloureuse amputation territoriale qui arrachait de son corps une partie de la province, pour l'union de laquelle avec le pays des générations de Roumains ont tenté et consacré de lourds sacrifices : la Transylvanie ».

(...) L'Etat roumain a ainsi réintégré à l'intérieur de ses frontières un territoire qui

constituait une partie de l'ancien foyer de formation et d'habitation permanente du peuple roumain. Si la conférence de paix de Paris a rendu justice à la Roumanie par l'annulation du diktat fasciste de Vienne, en échange la Roumanie a été frustrée du statut de cobelligérant, pleinement justifié par l'ampleur de son effort militaire et économique déployé au sein de la coalition des Nations unies ».

(...) Par son action courageuse du 23 août 1944 de retourner les armes contre le Reich hitlerien, la Roumanie a déterminé le raccourcissement de six mois de la guerre, en se situant, par les effectifs engagés, à la quatrième place dans la coalition antihitlerienne après l'URSS, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ».

(...) Alors que les protestations se multipliaient à Bucarest contre le sort réservé à la forte minorité hongroise de Roumanie, la lecture du professeur Stefanescu de plusieurs articles des journaux roumains (notamment *Schimbarea* et *Lumiina* ou *Paginea* *Agrement*) au même sujet donnait une version évidemment différente des événements du passé et du présent. Cela pour justifier la politique actuelle du président Comăneci, mais sans apporter de nouveaux éléments au débat douloureux qui oppose les deux pays voisins... T. S.]

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

BERNARD BOSSON

MINISTRE DÉLÉGUÉ CHARGÉ DES AFFAIRES EUROPÉENNES

dimanche 18h15

animé par Olivier MAZEROLLE

en direct sur

RTL

avec André PASSERON et Bernard BRIGOUTEIX (Le Monde) Gilles LECLERC et Jacques ESNOUS (RTL)

إلى كل العرب

ITALIE

L'assassinat du général Giorgieri a été revendiqué par l'« Union des communistes combattants »

ROME
de notre correspondant

Deux terroristes ont assassiné, le vendredi 20 mars, à Rome, un chef de la police, le directeur des armées aéronautiques et spatiales italiennes. Le général Licio Giorgieri, soixante ans, occupait depuis quatre ans ce poste très important qui lui donnait l'accès à tous les secrets de l'armée.

Il faut remonter à plus de trois ans pour retrouver dans la chronique italienne une victime militaire de si haut rang — un officier américain, le général Leamon Hunt, directeur de la Force multinationale du Sinai, dont l'assassinat, le 2 février 1984, à Rome, avait été revendiqué de façon conjointe par les Brigades rouges et

par les Forces armées révolutionnaires libanaises.

L'attentat du 20 mars a été commis en fin de journée dans le quartier Aurelio, situé dans l'ouest de la capitale et où habitait la victime. Deux jeunes gens, sur une moto de forte cylindrée, se sont rapprochés de la voiture de l'officier prise dans un embouteillage. Celui-ci était derrière une vitre teintée, mais deux coups de feu ont été tirés. Les deux hommes ont pu s'enfuir, non reconnaissables en raison de leur casque. L'officier est mort quasiment sur le coup. Son chauffeur, en revanche, n'a pas été touché. Un coup de téléphone anonyme à la rédaction militaire du quotidien *la Repubblica* a presque aussitôt revendiqué ce crime au nom de l'« Union des communistes combattants », une fraction des nouvelles Brigades rouges.

Tout attentat frappe fortement les esprits en Italie, où le souvenir des « années de plomb » est encore très vivace. Celui du 20 mars est d'une particulière gravité, puisqu'il démontre que le vieux projet brigadiste de « frapper au cœur de l'Etat » prend forme. Comme dans le cas de l'ancien maire républicain de Florence, assassiné le 10 février 1986, c'est une personnalité liée au monde de l'armement qui a été touchée (Lando Conti était, lui, actionnaire dans une entreprise travaillant pour les forces armées).

Absence d'escorte

L'attentat contre l'officier a été facilité par l'absence d'escorte; il n'en démontre pas moins une connaissance de certains rouages militaires, ainsi que la faiblesse de la

protection assurée à une personnalité normalement plus en alerte que le citoyen ordinaire.

L'attentat du 20 mars survient cinq semaines exactement après une autre action particulièrement spectaculaire, également à Rome, au cours de laquelle un commando fort d'une dizaine de membres se réclamant du « Parti communiste combattant » (l'autre aile des nouvelles Brigades) avait tué deux policiers de la voiture d'escorte d'un fourgon postal duquel il avait soustrait l'équivalent de 5 millions de francs.

Ces deux « succès » des terroristes viennent infirmer l'impression laissée par deux précédents échecs qui avaient fait penser que les brigadistes de la seconde moitié des années 80 étaient moins aguerris que ceux de la précédente génération. L'Italie commence à admettre que le terrorisme ne peut pas si facilement être proclamé vaincu. Le pays, certes, trouve réconfort dans le fait que les brigadistes nouvelle formule ne sont pas comme des poissons dans l'eau et que la condamnation de leurs actes est au contraire sans nuance dans tous les secteurs de la société. Mais, à l'occasion du dernier attentat contre le fourgon postal, un magistrat de renom avait fait observer que la réprobation unanime ne s'accompagnait pas d'une collaboration « civique » avec la justice en vue de prévenir les crimes ou d'en retrouver les auteurs. La possibilité d'instaurer des primes pour les personnes contribuant, par leur dénonciation, à faire arrêter les terroristes, avait même été évoquée alors.

L'attentat contre le général Giorgieri est survenu au terme d'une nouvelle journée de la crise gouvernementale — la seizième et la moins riche en développements. Ce vide à la tête du pays est particulièrement ressenti lorsque ne produisent des événements d'une telle gravité.

JEAN-PIERRE CLERC.

Le noyau dur de l'euroterrorisme

Jean-Marc Rouillon, chef du groupe terroriste français Action directe, avait prévu au cours de ses premiers interrogatoires après son arrestation le 21 février, il avait annoncé que le prochain pays touché serait l'Italie. Une nouvelle génération de « brigadistes » est devenue « opérationnelle », à l'instar de ses homologues allemands et français.

Si aucun document officiel ne scelle l'alliance de l'Union des communistes combattants italiens avec la Fraction armée rouge ouest-allemande et Action directe, le choix des cibles, le mode d'action et de revendication rappellent les attentats qui ont coûté la vie au général René

Audran et à Gerald von Braunmühl à Bonn.

L'objectif affiché à Paris, à Bonn et à Rome est de frapper au cœur du complexe militaro-industriel au nom d'une idéologie qui cache son nihilisme fondamental sous un déluge verbal puisé dans le magasin stalinien des concepts révolutionnaires.

Les assassinats du général Giorgieri sont-ils italiens ? On n'en est pas sûr mais que de la nationalité des tueurs de Bonn ou de Paris.

Les « échanges de services » entre groupes terroristes sont devenus maintenant la règle. Finie l'époque où les « révolutionnaires » entendaient par leur témoignage violent révéler une

société abusée par le capitalisme. Ce constat donne également la mesure de la difficulté de la lutte contre ce noyau dur de l'euroterrorisme, qui, semblable à ces bacilles en évolution constante, s'est multiplié contre les mesures de défense des sociétés qu'il attaque.

La politique des « représailles », qui avait réussi à mettre fin aux activités des Brigades rouges italiennes, et que le gouvernement de la RFA est désireux de mettre en œuvre contre la Fraction armée rouge, risque de se révéler inadéquate à éradiquer un terrorisme pratiqué par des hommes et des femmes qui font de l'écoulement et du repli schizoïdique sur soi-même une règle de vie et d'action.

L. R.

Proche-Orient

Survivre dans les ruines de Chatila et de Bourj-Barajneh

(Suite de la première page.)

« Certains sont harcelés, expliquent l'un d'eux, sous prétexte d'être favorables à Yasser Arafat. Mais les Syriens ont des listes, et c'est à partir d'elles qu'ils font leurs recherches. Ce n'est pas toujours très précis. » Sur les quatre cents prisonniers, Palestiniens pour la plupart, détenus par Amal dans la prison tur Murr, cent quatre-vingt ont été relâchés.

Enfin, Rachid arrive. Les femmes ont compris, et avec sur la tête les plus lourdes coiffes, les bras chargés de sacs, elles s'ébranlent doucement. La dernière position d'Amal, sur laquelle flotte le drapeau de la République islamique d'Iran, les miliciens font tout remettre à terre pour la fouille. Aujourd'hui, devant témoins, elle sera rapide et correcte. La semaine dernière, raconte une femme à la débrouille, ils ont volé tous les achats de ma voisine. Une autre s'est vu mélanger en une bouillie indescriptible toutes ses provisions. « Elle a tout refusé », raconte Amina, « préférait porter le tout comme ça plutôt que de le leur laisser. » On ne compte plus les humiliations que subissent ces femmes pour obtenir le simple droit de nourrir leur famille. « Seuls les commerçants, explique l'une d'elles, sont corrects. Ils multiplient les prix par deux ou trois, mais les affaires d'abord, et nous sommes de bonnes clientes. »

L'embarras de groupes inféodés à Damas

Un no man's land d'une certaine de mètres, dans un terrain vague, sépare la dernière position d'Amal de l'entrée du camp.

Une femme âgée pliant sous le poids de ses sacs s'engage, suivie de près par deux autres. Le temps semble suspendu quand deux coups de feu éclatent. « Voyez et écrivez », nous dit un milicien, « comment ils tirent sur leur peuple. » Il n'a pas vu, lui, qu'un de ses camarades, Nabil, ordonne par talio-walkie aux autres miliciens de cesser le feu. Quand les premières femmes ont disparu derrière un pan de mur criblé de balles, d'autres surgissent pour sortir à leur tour, timidement. Puis s'avance un homme sans âge, kaffieh blanc, imperméable noir, s'appuyant sur une canne. Moment de flottement. De ses

yeux bleus d'aveugle, il paraît fixer un milicien. Il dit tout bas : « Je vais chercher du pain pour les enfants », et passe son chemin sans que quelqu'un réagisse. Des balles continuent à claquer à intervalles irréguliers. De son balcon, une habitante du quartier contemple la scène. Amal est sa maison, mais, confie-t-elle : « Pourquoi battent-ils ces femmes ? »

Pour ce matin, le ravitaillement est fini. Rachid s'impatiente et s'en va. Le vieux homme devra attendre pour revenir au camp. Combien d'heures ont de jours ? Nul ne le sait d'avance. Depuis cinq jours, plus personne n'est rentré à Bourj-Barajneh ou n'en est sorti.

Depuis l'entrée des troupes syriennes à Beyrouth-Ouest, les

bombardements ou les incidents lors d'opérations de ravitaillement ont fait vingt-sept morts et deux cents blessés à Chatila et à Bourj-Barajneh. Les responsables syriens à Beyrouth ont accepté de recevoir les représentants locaux du Front de salut national palestinien (FSNP), coalition pro-syrienne hostile au chef de POLP, Yasser Arafat, mais sans grand résultat, pour les habitants des camps. Une partie d'un des convois de ravitaillement a pu pénétrer à Chatila à la condition d'être distribuée uniquement aux trois organisations les plus inféodées à Damas, le FPLP, le commandement général d'Ahmed Jibril, la Saïfa et les dissidents du Fatah. Vaine tentative de division à l'intérieur du camp, qui partage depuis le 26 novembre les mêmes

souffrances. « L'unité interne dans les camps, malgré nos dissensions politiques, est une ligne rouge », affirme ainsi un porte-parole du FSNP. La guerre des camps a provoqué un profond malaise, pour ne pas parler de casure au sein du FSNP. L'intérieur duquel le Front populaire de Georges Habache, le Front de lutte de Samir Ghoché et le Front de libération de Talat Yacoub, ont adopté des positions très voisines du Fatah ou du Front démocratique de Nayef Hawatmeh. « Que Georges Habache lâche le FSNP et celui-ci est fini », explique un responsable.

Celui-ci a d'ailleurs de plus en plus de mal à justifier sa position. Pourquoi les Syriens, qui ont ramené le calme à Beyrouth-Ouest, ne le font-ils pas dans les camps, disent certains de ses militants.

Comment pouvons-nous jouer un rôle de rassembleur à l'intérieur des camps, expliquent à leurs alliés syriens les responsables locaux du FSNP, alors que rien n'a changé. « Les Syriens ont sans doute ambulé pour longtemps la possibilité de retour de Yasser Arafat à Beyrouth, confie un bon observateur, mais celui-ci a gagné sur le plan interne palestinien car Damas aura de plus en plus de difficultés à garder une carte palestinienne crédible. » La tenue annoncée d'un Conseil national palestinien (CNP, Parlement en exil), à Alger, le 20 avril, la médiation du colonel Kadhafi devenu très critique vis-à-vis de la Syrie sur la question palestinienne, sont autant, pour une part, de conséquences de cette guerre.

En attendant, chacun en convient ici, la situation ne peut plus durer. « Notre intérêt, affirme aujourd'hui un responsable palestinien à Beyrouth, est de faire lever ce blocus et de mettre fin à la détresse physique de la population des camps. Que les Syriens rentrent s'ils le veulent, l'important pour nous est de préserver nos camps. » Un accord sur ce point n'est pas encore en vue, mais une chose est sûre : cette situation risque de devenir de plus en plus dure à assumer par Damas, confrontée déjà à de multiples problèmes.

FRANÇOISE CHEPAUX.

RFA : une jeune femme grecque porte-parole du SPD

Un caprice du patriarche

BONN
de notre correspondant

M. Willy Brandt (soixante-trois ans), qui préside depuis 1984 le Parti social-démocrate (SPD ouest-allemand), n'a pas hésité à provoquer la foudre de ses militants en imposant au poste de porte-parole du parti une brillante « amie de la famille », M^{me} Margarita Mathiopoulos (trente ans).

La jeune et jolie femme cumule en effet les « qualités négatives » qui la rendent difficilement admissible à l'ensemble du parti. D'abord, elle n'est « pas allemande », et, quoi qu'on s'en défende, ça passe mal.

Ensuite Margarita Mathiopoulos n'est « même pas » membre du parti, et, la plus personne ne comprend, sauf à reconnaître le privilège régulier du président du SPD de désigner le porte-parole de son choix. C'est ce qu'ont fait, forcés par le caprice intraitable de M. Brandt, les vice-présidents du parti, MM. Hans-Jochen Vogel et Johannes Rau.

Le rumeur de Bonn veut aussi que Margarita Mathiopoulos ait été membre du Parti conservateur grec. Elle l'a démenti. On sait en revanche qu'elle a posé sa candidature pour travailler au ministère de la recherche, dirigé par M. Heinz Riesenhuber, une des figures de premier plan du Parti chrétien-démocrate. De plus elle est fiancée avec M. Friedbert Pfleger, porte-parole, également chrétien-démocrate, du président de la

République. M. Richard von Weizsäcker. Cela ne va pas de soi pour quelqu'un qui sera amené à participer aux réunions les plus secrètes du SPD.

Margarita, que le président de l'Internationale socialiste connaît depuis quinze ans, est la fille d'un journaliste grec, M. Basil Mathiopoulos. Fuyant le régime des colonels, ce dernier a longtemps travaillé comme correspondant en RFA, où il s'est lié d'amitié avec M. Brandt. Il est aujourd'hui directeur politique au ministère des affaires étrangères à Athènes.

M. Brandt a imposé, mardi 17 mars, son choix au préidium du parti, alors même qu'un son sein une majorité de six voix — contre cinq — s'était prononcée contre sa candidature. Il n'admet aucune objection contre sa décision. Peu importe selon lui que Margarita, « social-démocrate indépendante », ne soit pas membre du parti, elle ne définit pas la politique du SPD mais doit seulement l'exposer à la presse.

Pour cela, elle est plus que qualifiée, ayant accompli des études supérieures de journalisme et de sciences politiques et possédant parfaitement cinq langues.

L'affaire va dominer la prochaine réunion du comité directeur du parti, lundi à Bonn. Plusieurs membres du comité sont décidés à faire revenir M. Willy Brandt sur sa décision, mais le patriarche a fait savoir qu'il n'en était pas question, mettant sa démission dans la balance. — (Inatim.)

DANEMARK : la controverse sur la base de Thulé

Des élections anticipées auront lieu en mai au Groenland

COPENHAGUE
de notre correspondant

Des élections anticipées auront lieu au Groenland le 26 mai prochain. Ainsi en ont décidé à l'unanimité les vingt-cinq membres de l'assemblée locale du territoire, le Landsstad, qui, normalement, aurait dû rester en place jusqu'au printemps 1988. C'est la question de la modernisation du radar géant de la base américaine de Thulé (le Monde du 10 février 1987) qui a provoqué ce « sabotage ».

Depuis 1984, l'exécutif groenlandais, le Landsstad, dirigeait les affaires internes de l'île sous la présidence du pasteur Jonathan Motzfeldt, chef du parti Siumut (de tendance gauchiste, mais très attaché à l'union avec la métropole), grâce à une entente conclue avec le petit mouvement marxiste indépendantiste très minoritaire, Inuit Ataqutigi (IA).

Au début de l'affaire, une polémique, née en fait à Copenhague, s'éle-

vait à Nuuk (la capitale) autour de la modernisation du radar de Thulé aujourd'hui en voie d'achèvement. Opération qui, selon les thèses socialistes, constitue une violation flagrante du traité ABM signé en 1972 entre Washington et Moscou.


Le principal animateur du mouvement IA, M. Agqaluk Lynge, réclamait alors bruyamment la formation d'une commission « purement groenlandaise » chargée de contrôler de plus près les activités de la base de Thulé, l'un des chaînons essentiels du système d'alerte de l'OTAN.

Le pasteur Motzfeldt repoussait ces exigences en affirmant que les informations sérieuses qu'il avait reçues en ce domaine et de la Maison Blanche et du gouvernement danois lui paraissaient pleinement suffisantes et rassurantes. Ce dialogue de sourds tournait peu à peu à l'aigre et aucune coopération n'était plus possible entre les alliés d'hier.

CAMILLE OLSEN.

Jersey,
Week-end de 2 jours : 2060 F*

A Jersey, bonnes vacances
ça se dit
République Tours.



REPUBLIQUE TOURS

* 2 nuits en demi-pension en guest house Avril-mai-octobre. Départ de Paris vendredi dimanche.

1, av. de la République
75011 Paris
Tél. : 43 55 39 30
Téléc. : 210 956

Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Paris exprime sa « vive déception » après la condamnation d'un coopérant français à quatre ans de prison

Le gouvernement français « a pris connaissance avec une vive déception » de la condamnation à quatre ans de prison de Pierre-André Albertini, mais « entend poursuivre ses efforts » afin que le jeune coopérant « puisse revenir en France rapidement », indique vendredi 20 mars un communiqué du ministère des affaires étrangères.

Le cas de M. Albertini, accusé d'avoir transporté des armes et des fonds pour le Congrès national africain, alors qu'il était professeur au titre de la coopération, embarrassait aussi bien Paris que Pretoria.

Le compromis consistait à abandonner les poursuites malgré de solides présomptions, en échange d'un témoignage à charge, semblait convenir à tout le monde dans un premier temps. Les tractations vont sans doute se poursuivre quand le procès de ses amis sera terminé.

En France, les partis socialistes et communistes protestent vivement contre cette sentence. La mère du condamné est conseillère municipale communiste et la parti avait mobilisé ses troupes dès le début de l'affaire. M. Marchais a déclaré, vendredi,

que par sa présence « l'ambassadeur de Pretoria ne doit pas souiller au jour de plus le territoire de notre pays ».

A l'appel des jeunes communistes, quelques trois cent cinquante personnes ont escaladé, vendredi soir, une palissade entourant l'ambassade d'Afrique du Sud et ont manifesté deux heures à l'intérieur des jardins. Elles ont peint sur la palissade des slogans tels : « Boles assassins : Chirac, Mitterrand complices ». La police n'est pas intervenue. Un communiqué de l'ambassade fait état « de dégâts importants » au rez-de-chaussée de l'immeuble.

Le refus d'être témoin à charge

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Pierre-André Albertini a accueilli la sentence avec une grimace. Manifestement, il trouve l'addition un peu lourde. Il ne reste plus à ce militant de la cause noire, qui a refusé de témoigner contre ses camarades devant la Cour suprême de Bisho, capitale du Transvaal du Ciskei, qu'à espérer une expulsion.

En attendant, il a retrouvé sa cellule de la prison de Médunane, où il est incarcéré depuis le 23 octobre dernier. Visiblement ému, il a expliqué au juge sud-africain M. Pickard, qu'il lui était « moralement impossible » de jouer le rôle de témoin à charge que l'accusation voulait le voir exercer. Il a donc persisté dans son refus de prêter serment, cela, a-t-il expliqué, non pas dans une attitude de défi à l'égard de la justice, mais parce que, s'il le faisait, « il ne pourrait plus regarder les gens en

face ». « Retenue en France, a-t-il ajouté, j'aurais l'impression d'être frappé d'ostracisme ».

Pierre-André Albertini, même s'il ne l'a pas expressément formulé, veut rester en paix avec sa conscience et ne pas collaborer avec la justice du Ciskei, qui juge actuellement cinq de ses amis, dont quatre inculpés pour terrorisme. Manifestement troublé, il n'a jamais essayé d'expliquer son attitude par des considérations politiques. Il a simplement fait remarquer qu'il avait en quelque sorte une dette envers ceux qui l'avaient soutenu depuis son incarcération : tous ceux qui avaient fait campagne en France pour sa libération.

Décontenancé par l'insistance du président à le faire revenir sur son refus, il lui a fait valoir que « le gouvernement français ne souhaitait pas qu'il témoigne puisqu'il avait survécu pour sa libération ». La semaine dernière, M. Jean-François Deniau, député du Cher, s'était

rendu à Pretoria pour tenter de négocier avec les autorités sud-africaines sa remise en liberté. Pour Pierre-André Albertini, il ne fait pas de doute que son cas est « politique ».

Un terrain sur lequel le président ne l'a pas suivi, en évoquant les armes qu'il avait transportées du Botswana jusqu'au Ciskei, alors qu'il était coopérant.

Ce fut le seul moment où le fond de l'affaire a été évoqué. Le juge Pickard considérait qu'en matière de sécurité, il fallait « décourager » ses ennemis, il lui a donc infligé « une période d'emprisonnement appropriée » pour entraver au bon fonctionnement de la justice et... pour l'exemple. Le maximum de la peine est de cinq ans. Cette condamnation peut toujours être révoquée si Pierre-André Albertini accepte de témoigner. Le procès continue et celui qui sera avocat a qualifié « d'homme de convictions » à quinté la salle d'audience sans un mot.

MICHEL SOLE-RICHARD.



Océanie

L'Australie renforce son dispositif de contrôle du Pacifique sud

Le gouvernement australien a rendu public, jeudi 19 mars, un plan de défense général dont les options stratégiques devraient rassurer en particulier les Etats-Unis, inquiets de l'affaiblissement de leur dispositif militaire dans le Pacifique, résultant de la querelle qui les oppose à la Nouvelle-Zélande. Un Livre blanc présenté par le ministre de la défense, M. Kim Beazley, réaffirme l'engagement de la défense australienne dans l'ensemble stratégique occidental et critique la décision néo-zélandaise d'interdire aux navires nucléaires américains l'accès à ses ports, qui a provoqué dans les faits un éclatement de l'alliance ANZUS liant Wellington à Washington et Canberra. Le programme gouverne-

mental australien tient compte, en particulier, de la présence militaire croissante de l'Union soviétique dans la région. Il note qu'aucune puissance régionale n'est en mesure d'effectuer une attaque massive contre l'Australie, mais que celle-ci doit se doter d'une stratégie lui permettant de faire face en permanence à des menaces éventuelles, menaces de « faible importance ».

A cet effet, le ministre a annoncé un redéploiement des divers dispositifs stratégiques du pays et un renforcement de son réseau de radars dans le Nord. Une nouvelle station d'écoute, chargée de capter les signaux des satellites soviétiques dans la zone s'étendant de l'océan

Indien à l'ouest du Pacifique, sera également construite près de Geraldton, en Australie-Occidentale. Cette base, totalement australienne, et qui devrait être opérationnelle vers le milieu de la prochaine décennie, pourrait être aussi importante que celle opérée conjointement par les services de renseignements américains et australiens à Pine-Gap, au centre du pays.

Le gouvernement australien s'est offert de calmer son opposition en soulignant que les 13,7 milliards de dollars de crédits affectés à ce programme n'entraîneraient pas une augmentation du budget militaire en croissance réelle. Au cours d'une conférence, M. Beazley n'en a pas moins renouvelé les critiques de

l'Australie à l'égard de la France pour ses essais nucléaires dans le Pacifique sud et son refus de signer le traité de Rarotonga prévoyant la faiblesse de la zone. La Grande-Bretagne, de son côté, confirmant, vendredi, qu'elle ne signerait pas ce traité, alignant sa position sur celle de Washington et de Paris. Jusqu'ici, parmi les grandes puissances nucléaires, seules l'Union soviétique et la Chine ont fait savoir qu'elles signeraient le traité mis au point par les Etats membres du Forum du Pacifique sud. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont déjà fait savoir qu'elles regrettaient la décision de Londres.

F. D.

NIGÉRIA : les affrontements religieux

Flambée de violences à la suite d'un incident entre chrétiens et musulmans

Kafanchan. — Les affrontements entre chrétiens et musulmans, qui ont fait au moins quinze morts dans le nord du pays il y a quelques jours (le Monde du 14 mars), ont également provoqué de sérieuses destructions. De nombreuses églises et mosquées, des hôtels, des commerces et des habitations sont aujourd'hui en ruine dans ce bourg de Kafanchan, carrefour ferroviaire.

Tout a commencé le 6 mars, au cours d'une réunion religieuse dans une école, lorsqu'un des orateurs, un musulman converti au christianisme, compara le Coran à la Bible. L'assistance musulmane se sentit offensée, et une bagarre éclata. Des musulmans bloquèrent l'accès à l'école, brûlant des tapis et des exemplaires du Coran.

Deux jours plus tard, un dimanche matin, une foule de musulmans attaqua une église et tua une femme enceinte. En représailles, des chrétiens incendièrent une mosquée et un foyer pour les enseignants coraniques itinérants (malams), tuant huit d'entre eux, a indiqué le chef coutumier de Kafanchan, l'émir de Jama'a.

Le président du Nigéria a déclaré cette semaine, à la télévision, que « si les bagarres à Kafanchan peuvent avoir eu des causes religieuses », au départ, la vague de violences antichrétiennes, a été « soigneusement organisée par des hommes poussés par de fausses intentions » et qui « ont vu dans l'incident de Kafanchan une occasion de renverser le gouvernement fédéral ».

Qu'il y ait eu ou non conspiration, des faits demeurent : le 11 mars, des églises ont été attaquées et incendiées par des foules de musulmans à Kaduna et dans plusieurs autres localités de l'Etat de Kaduna comme Zaria, Katsina et Funtua. Dans le même temps, de graves incidents avaient lieu à l'université Ahmadu-Bello, à Zaria, la plus importante du pays, où des étudiants musulmans ont incendié la chapelle. Les émeutes ont très vite entraîné, dans l'Etat de Kaduna, l'instauration d'un couvre-feu de cinq jours, la fermeture de toutes les écoles et l'interdiction de toute activité religieuse en public, ainsi que des appels au calme émanant de dirigeants militaires, religieux, coutumiers ou politiques. — (AFP).

ALGÉRIE

Des avocats veulent créer une section locale d'Amnesty International

ALGÉRIE
de notre correspondant

Des avocats algériens, dont plusieurs confrères sont emprisonnés ou assignés à résidence dans le sud du pays, ont décidé de créer une section locale d'Amnesty International. La réunion constitutive s'est tenue le 19 mars. L'accord d'Amnesty à Londres est déjà sollicité, et les statuts devaient être déposés samedi au ministère de l'Intérieur pour être agréés, comme le prévoit la loi algérienne. Les noms des membres de l'association ne sont pas connus.

De sources proches du barreau algérien, on indique qu'aucune action ni prise de position n'intervient avant la reconnaissance de la section par les autorités. Les avocats algériens ont en plusieurs fois maille à partir avec le pouvoir, principalement sous le régime du président Boumedienne. Ils avaient demandé, dès novembre 1982, la reconnaissance par l'Algérie de la Charte des droits de l'homme et des peuples adoptée par l'OUA à Nairobi en 1981. L'Assemblée populaire nationale a retifié récemment cette convention. Le décret de ratification vient d'être publié au Journal officiel.

Il existe déjà deux ligues algériennes des droits de l'homme, l'une présidée par M. Omar Menouar, dont les statuts ont été déposés le 8 juin 1985 et qui n'a toujours pas été agréée, l'autre, présidée par M. Abdennour Ali-Yahia, non reconnue par les autorités algériennes, mais affiliée à la Fédération internationale des droits de l'homme. La plupart des membres

fondateurs de cette ligue ont été condamnés en décembre 1985 à des peines allant jusqu'à trois ans de prison ferme. Le président et le vice-président, M. Ali-Yahia et Ali-Larbi, ont été libérés en juin 1985, après avoir purgé intégralement leur peine de onze mois d'emprisonnement. Ils ont de nouveau été arrêtés le 15 décembre dernier et sont actuellement assignés à résidence dans le Grand Sud algérien.

La création de ces deux associations de défense des droits de l'homme a plongé le pouvoir dans l'embarras et a suscité un débat interne opposant de manière schématisée la présidence à l'appareil du parti. En Algérie, la quasi-totalité des associations sont contrôlées par le FLN. Les dérogations sont rares et les autorités ne peuvent pas indéfiniment refuser d'agréer des associations pour la défense des droits de l'homme dont l'indépendance est le seul garant de leur crédibilité, a fortiori lorsqu'elles ont été un préalable reconnus par des associations internationales.

La création d'une section d'Amnesty permettra au pouvoir de redorer son blason sur le délicat sujet des droits de l'homme et de faire passer au second plan les ligues déjà créées mais non autorisées. Le premier travail d'Amnesty Algérie sera de faire lever les décisions administratives illégales, qui assignent à résidence dans le Sud au moins vingt-deux personnes, dont M. Ulla Nekkeche, épouse d'un ancien ministre de M. Ben Bella et citoyenne suédoise.

FREDERIC FRITSCHER.

Asie

PHILIPPINES : l'attentat à l'Académie militaire

Les explosifs utilisés provenaient d'un arsenal de l'armée

Des explosifs antichars utilisés dans l'attentat meurtrier de l'Académie militaire (le Monde du 19 mars) provenaient d'une cargaison communiste interceptée en son temps par l'armée, a déclaré le général Jems de La Cruz. L'insurrection communiste a rejeté toute responsabilité dans l'attentat qui a fait quatre morts et une quarantaine de blessés.

Le général de La Cruz, qui commande la région militaire de Baguio et fait partie de la commission d'enquête, a déclaré qu'une bombe antichar B-40 utilisée dans l'attentat faisait partie d'une cargaison saignée en 1972 à la guérilla par la Chine et saisie par l'armée à bord d'un cargo. Les bombes et les armes saisies en 1972 étaient censées être entreposées dans des arsenaux, mais certains militaires en avaient emmenés chez eux. « J'ai moi-même deux de ces bombes dans ma propre maison », a-t-il dit.

L'hypothèse d'un nouveau complot de droite est examinée par les enquêteurs, a déclaré de son côté, ce vendredi, le chef d'état-major des armées, le général Fidel Ramos, tout en précisant qu'« à ce stade de l'enquête, il n'y avait pas encore de conclusion préliminaire ».

D'autre part, la présidente Aquino a fait savoir, ce vendredi, qu'elle avait été « irritée » par les récentes déclarations du secrétaire d'Etat adjoint américain à la défense, M. Richard Armitage, qui a reproché au gouvernement de Manille de ne pas avoir de plan d'ensemble de lutte contre la rébellion communiste. M. Armitage « n'avait pas à parler comme il l'a fait », a déclaré le porte-parole du président, M. Teodoro Benigno. Le jugement de M. Armitage a été, depuis, sensiblement contredit par le département d'Etat, qui a fait savoir que le gouvernement philippin traitait le problème de la rébellion communiste « de manière réaliste et efficace ». — (AFP, Reuter.)

A TRAVERS LE MONDE

Pologne

Solidarité menacée par une étrange organisation

Des tracts distribués, vendredi 20 mars, dans les rues de Gdansk par des inconnus, revendiquent, au nom d'une organisation dénommée *Alkija Biepostrednia* (traduction du français Action directe), un attentat à l'explosif commis le 28 février devant le siège du comité du parti de Gdynia (port voisin de Gdansk).

Le texte contient essentiellement des menaces à l'égard des dirigeants de Solidarité accusés de « mener la belle vie avec l'argent venu de l'étranger » au lieu de « combattre le régime ».

Dans les milieux de l'opposition, on estime que le style et le contenu de ces tracts montrent qu'il s'agit d'une « provocation » des services spéciaux. L'« organisation » — qui reprend le nom d'une organisation terroriste française bien connue — menace de s'en prendre physiquement à des dirigeants de l'opposition qui « roulent dans des voitures achetées avec les deniers de la société et se moquent de ce que les Polonais n'ont pas de quoi manger, rien à se mettre sur le dos », etc. — (AFP.)

Thaïlande

Le HCR proteste contre le rapatriement de réfugiés laotiens

Le haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a exprimé, vendredi 20 mars, aux autorités thaïlandaises son inquiétude quant au sort de cent trente-cinq réfugiés laotiens contraints, en début de semaine, de rentrer dans leur pays. M. Jean-Pierre Hocke, le haut-commissaire, a adressé une note diplomatique au ministère thaïlandais des affaires étrangères, dans laquelle il précise que les Laotiens rapatriés avaient des raisons légitimes de craindre des persécutions à leur retour. M. Hocke a demandé au gouvernement thaïlandais de respecter les principes humanitaires et de consulter le HCR « avant d'entreprendre des actions unilatérales de cette nature », a précisé un porte-parole du HCR à Genève.

Deux fournées de réfugiés installées dans un camp en Thaïlande, trente-huit, dimanche, et quatre-vingt-dix-sept, mardi, ont été rapatriées au Laos. Les Etats-Unis ont fait part de leur « grave préoccupation » à la Thaïlande à propos de cette mesure, qu'ils ont qualifiée de grave

violation des droits des réfugiés. Les autorités thaïlandaises ont affirmé, pour leur part, qu'elles avaient offert à ces réfugiés « qui avaient peu de chances d'être accueillis par des pays tiers — le choix entre le rapatriement et la prison pour « erreur illégale » en Thaïlande. — (Reuters, UPI.)

Yougoslavie

Blocage partiel des prix pour enrayer la vague de grèves

Confronté à un vaste mouvement de grèves provoqué par sa politique de gel des salaires, le gouvernement yougoslave a décidé, vendredi 20 mars, un blocage partiel des prix qui sera en vigueur pendant trois mois. Les prix de toute une série de produits qui bénéficiaient d'un régime de liberté et étaient montés en flèche pendant les deux premiers mois de l'année, devront, aux termes du décret, être ramenés à leur niveau du 31 décembre, augmentés de la hausse moyenne de tous les prix pendant cette période, soit 20,3 %. D'après les chiffres officiels, plus de onze mille travailleurs ont participé depuis l'annonce du gel des salaires, le 28 février, à quelque quatre-vingts mouvements de grève sauvages. — (AFP.)

EN BREF

● **CORÉE DU SUD** : la police disperse un rassemblement d'étudiants. — La police anti-émeute a dispersé, vendredi 20 mars, un rassemblement à l'université de Séoul, le premier depuis la reprise des cours il y a un mois. Environ un millier de policiers ont fait usage de gaz lacrymogènes pour faire évacuer un nombre égal d'étudiants réunis dans l'enceinte de l'université. Les étudiants ont riposté en jetant des briques et des cocktails Molotov. Quelque 180 étudiants, qui avaient tenté d'entrer dans l'université pour assister à la réunion ont été appréhendés. — (AFP.)

● **Un journaliste canadien accompagné des « contras »** aurait été tué au Nicaragua. — Le journaliste canadien indépendant Peter Bortie aurait été tué le jeudi 19 mars alors qu'il accompagnait un reportage des « contras » dans une zone de combats au Nicaragua, a déclaré vendredi M. Saca, porte-parole de l'Opposition nicaraguayenne unifiée à Miami. M. Saca a déclaré tenir cette information « qu'elle a qualifiée de « fragmentaire » — de sources basées au Nicaragua. Un porte-parole du ministère nicaraguayen de la défense cité par une agence de presse américaine s'est dit vendredi soir qu'il ne possédait aucune information à ce sujet. — (AFP.)

كلذا من الأصل

... Le Monde • Dimanche 22-Lundi 23 mars 1987 5

Milan Istanbul Atlanta Beverley Hills Boston Chicago Costa Mesa Dallas Houston Los Angeles Manhasset Miami New Orleans
New York
Palm Beach
Pittsburgh
San Francisco
Short Hills
Washington
Buenos Aires
Mexico
Porto Alegre
Al Khobar
Jeddah
Riyadh
Abu Dhabi
Dubai (Deira)
Kowait
Doha
Fukuoka
London
Jakarta Hong-Kong Yokohama Tokyo Sapporo Osaka Nagoya Taipei Surabaya Singapore Séoul Kuala Lumpur Kochi Kobe


CHARLES JOURDAN

21 mars 87

LE SACRE DU PRINTEMPS EN CHARLES JOURDAN

*Pas de deux en escarpins, chassé-croisé en ballerines,
arabesque en sandales ou entrechat en mocassins, venez découvrir
la Collection Printemps/Été 1987. Un Ballet de chaussures, une Symphonie
pour Hommes et Femmes.*

Paris 1^{er}
5, boulevard
de la Madeleine
Forum des Halles

Paris 6^e
60-62, rue de Rennes

Paris 8^e
86, Champs-Élysées
C.J. Monsieur
Galerie du Claridge
74, Champs-Élysées
12, rue du Faubourg
Saint-Honoré

Paris 9^e
Galeries Lafayette
40, boulevard
Haussmann

Printemps
64, boulevard
Haussmann

Paris 17^e
Palais des Congrès

La Défense
Les Quatre-Temps

Parly 2

**Dépositaires
exclusifs**
Belle-Epine
Créteil
Galaxie (Paris 13^e)

Aix-en-Provence
5, rue Marius-Reynaud

Annecy
17, rue Royale

Cannes
47, rue d'Antibes

Dijon
Centre Commercial
Dauphine

Le Havre
20, place
de l'Hôtel-de-Ville

Lille
26, rue Nationale

Lyon
89, rue Président
Herriot

Marseille
66, rue Saint-Ferréol

Nice
15, rue Masséna

Reims
16, rue du Cadran
Saint-Pierre

Rouen
31, rue du
Général Leclerc

**Saint-Laurent
du-Var**
CAP 3000

Strasbourg
10, rue des
Grandes-Arcades

Thonon-les-Bains
3, place
Aristide Briand

Toulon
5, boulevard
de Strasbourg

Toulouse
9, rue de la Pomme

Tours
31, rue Nationale

Fort-de-France
9, rue Antoine Siger

Monte Carlo
Principauté de Monaco
18, boulevard
des Moulins

Liste des dépositaires agréés sur demande. Tél. (1) 47.23.54.43

Politique

Les droits de l'homme dans la précampagne présidentielle

M. Barre : « l'unique et ultime valeur à sauvegarder »

Les jeunes de REEL (Réalisme, efficacité, espérance, liberté), organisation barriste qu'anime M. Charles Millon, député de l'Ain, ont donné l'occasion à M. Raymond Barre d'évoquer les droits de l'homme en l'invitant comme « grand témoin » à la clôture du colloque qu'ils avaient organisé vendredi 20 mars à Toulouse. Pour cette première manifestation publique, ce n'était pas la grande foule qui était attendue. D'ailleurs, elle n'est pas venue. En revanche, les organisateurs avaient réussi à réunir la quasi-totalité des associations humanitaires et à faire venir nombre de « dissidents » soviétiques et de représentants de

TOULOUSE
de notre envoyée spéciale

En préambule, M. Raymond Barre confie qu'il n'a accepté d'évoquer la question des droits de l'homme que parce que l'invitation venait d'une jeunesse dont il connaît l'idéalisme, la générosité, le dynamisme. « Je ne considère pas sans méfiance, ajoute-t-il, une certaine exploitation de cette grande question à des fins de politique intérieure ou internationale. »

Dans une première partie intitulée « Les droits de l'homme, enjeu des décennies à venir », l'ancien premier ministre explique que, contrairement à ce que pouvaient laisser pressager « la période triomphale du stalinisme » et « l'époque où le rideau de fer tombait », plus que partout ailleurs, le cœur de l'Europe bat là où le système soviétique a tenté de submerger les valeurs de vieilles nations européennes : à Varsovie, à Prague, à Budapest. Chacune de ces nations de l'Est européen, dans des conditions très difficiles, saisi toutes les possibilités qui s'offrent à elle pour exprimer son refus de ce qui lui est imposé.

M. Barre constate ensuite que, dans les sociétés démocratiques développées, « l'attitude vis-à-vis des droits de l'homme a également changé ». La pédagogie d'un ordre terrible (...) a progressivement dépouillé les Européens de toute illusion et les a pour ainsi dire contraints à évaluer leur vision des valeurs et à dire ce qu'ils veulent. « Après Auschwitz, le Goulag, après le Cambodge et l'Éthiopie, les droits de l'homme sont apparus comme l'unique et ultime valeur à sauvegarder — et la valeur sur laquelle aucune compromission n'est possible. » Quant au tiers-monde, M. Barre insiste sur le fait que le respect des droits de l'homme y est « une condition du développement ».

Sur ces points, il conclut : « Le débat traditionnel entre idéalisme et réalisme est aujourd'hui dépassé : une politique qui se veut réaliste ne peut faire l'impasse sur les droits de l'homme. De même, il avoue que l'attachement aux droits économiques et sociaux ne saurait justifier le mépris des droits civils et politiques. Enfin, il estime que « tous les moyens sont bons »

Consensus

M. Raymond Barre complète sa pensée de candidat à la magistrature suprême. Pour tenir ce rôle, il lui faut un texte — et non un programme ou un catalogue — que, de mois en mois, il étoffe de discours de référence. Après ses interventions, la semaine dernière aux Antilles, sur l'outre-mer, après celles sur la communication et la culture, la participation et les conditions modernes de l'indépendance nationale, avant la sécurité européenne qu'il doit traiter prochainement à Londres, l'ancien premier ministre a ajouté, à Toulouse, le chapitre des droits de l'homme.

Soufflé, voire accusé, de « soviétophilie », M. Barre s'est montré sévère avec l'URSS en insistant sur la nécessité de maintenir une pression morale sur ce pays. Il n'est pas pour autant tombé dans une « soviétophobie » à tout crin, en s'écartant par l'hypothèse d'une évolution à l'Est vers plus de liberté et de dignité de la personne humaine, conditions qu'il met au « règlement véritable de la question européenne ». Ne désespérant pas d'une évolution dans les pays de l'Est, M. Barre a manifesté un intérêt tout particulier pour le processus d'« Helsinki », allié — clin d'œil aux gauchistes — jusqu'à lui faire comme objectif une sorte de constitution politique pour une Europe « de l'Atlantique à l'Oural ».

Les relations d'Etat à Etat, pour respectables qu'elles soient, sont comparables avec d'autres formes d'action en faveur des droits de l'homme, estime le député du Rhône. La mobilisation des opinions et

mouvements de résistance, afghans, cambodgiens...

« Toute atteinte aux droits de l'homme est insupportable » : cette affirmation forte de M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, à qui M. Raymond Barre a rendu hommage, a servi de point de départ à une réflexion collective sur la frontière entre dictature et démocratie et sur les possibilités de solidarités concrètes à engager en faveur des droits de l'homme. Sur ce dernier point, M. Jean-François Deniau, député du Cher et ancien ministre, a été net : il ne faut pas se réfugier dans le principe de non-ingérence, car « l'ingérence est un devoir. »

(diplomatie discrète et pression politique) et doivent être employés mais leur dosage doit faire l'objet d'une attention particulière, selon les pays et les circonstances.

Dans une seconde partie, M. Barre met l'accent sur le « facteur déterminant pour la France et l'Europe » constitué par la préoccupation des droits de l'homme et souligne que « l'enjeu ultime de l'antagonisme Est-Ouest, c'est l'âme de l'Europe ».

Il explique : « Quels que soient les progrès qui peuvent être accomplis en matière de développement ou dans le domaine des échanges économiques, il n'y aura pas de règlement véritable de la question européenne sans une évolution à l'Est vers plus de liberté et de dignité de la personne humaine. »

De l'Atlantique à l'Oural

Puis M. Barre recommande d'utiliser le processus d'« Helsinki », cadre juridique d'une entreprise visant à doter la grande Europe d'une sorte de Constitution de l'Atlantique à l'Oural.

Il note ensuite : « Prenons acte avec satisfaction des changements qui se produisent en Union soviétique. Il vaut mieux que Sakharov et Iosip Bagun aient retrouvé la liberté ! Mais il ne faut pas oublier tous les autres ni tout le reste. Il faut maintenir la pression morale pour que l'Union soviétique tienne ses engagements qu'elle a solennellement souscrits et signés à Helsinki, si son régime ne revient pas de lui-même vers le respect des droits de l'homme. »

Sur le plan des relations Nord-Sud, le député du Rhône observe que « c'est dans le tiers-monde que l'on trouve les blessures les plus poignantes du point de vue des droits de l'homme ». Aussi souhaite-t-il un développement du dialogue « avec les grands courants spirituels tels que l'islam », « un soutien déterminant aux nouvelles démocraties », et « une solidarité totale à l'égard des victimes de l'oppression », qu'elle se manifeste par l'action privée ou par l'action gouvernementale.

M. Barre met en garde contre toute autosatisfaction dans nos propres sociétés. « L'erreur des libéraux utopiques, par rapport aux libéraux critiques, déclare-t-il,

l'action des gouvernements sont, à ses yeux, complémentaires, car les Etats ne peuvent avoir « autant de latitude » que les personnes privées.

Mais ce qui frappe surtout dans la manière Barre d'aujourd'hui, c'est son aptitude à tenir des propos consensuels, qu'il se démarque des libéraux utopiques d'une part, coupables à ses yeux de contemner l'accessoire (plus ou moins d'Etat) et l'essentiel (la « ligne de partage ») est entre « les Etats de droit et les Etats despotiques », et des faux libéraux d'autre part, lorsqu'il s'agit de l'immigration.

Restera pour certains une déception : pas une fois M. Barre n'a évoqué le rôle que pourrait avoir l'Europe des Douze dans le combat pour les droits de l'homme. En revanche, il s'efforce d'accrocher l'idée que, face à une diplomatie parfois entravée par la collaboration, il incarne, lui, le long terme, s'inspire d'une éthique et affirme une cohérence.

ANNE CHAUSSEBOURG.

« M^{me} Dufour soutient M. Rocard. — M^{me} Georgina Dufour, ancien ministre socialiste des affaires sociales et de la solidarité nationale, a estimé, vendredi 20 mars, que si le président de la République décide de ne pas se représenter, Michel Rocard serait « le mieux placé pour représenter les socialistes ». M. Rocard « est prêt pour être candidat », a poursuivi le député du Gard, interrogé par Sud-Radio. « Il attend cette candidature depuis très longtemps (...) Il a une vraie qualité dans la constance et dans la régularité. Qu'un homme juste soit à sa place, c'est juste. Il me paraît être bien placé pour l'être. »

constate à croire que la ligne de partage fondamentale est celle qui sépare l'Etat républicain de l'Etat despotique, alors que c'est celle qui sépare l'Etat de droit de l'Etat despotique ».

La tradition d'accueil

Il explique qu'en France l'Etat de droit devrait être renforcé pour tenir compte de trois défis : celui des progrès scientifiques et techniques, celui des « risques des déséquilibres sociaux dus à la présence d'une population étrangère nombreuse et durablement touchée par la crise économique ». Sur ce point, il précise : « La France se doit à elle-même de ne se permettre aucun écart à l'égard de sa tradition d'accueil, de générosité et d'humanité. A ceux qui plaident pour une limitation de l'immigration, nous devons dire que c'est justement dans la mesure où notre pays traite dignement et loyalement les étrangers venus vivre sur son sol dans la légalité que la nation sera rigoureuse à l'encontre des immigrants illégaux pour s'exercer. A ceux qui regretteraient cette rigueur, nous pourrions alors faire remarquer que le refus des tricheurs de l'immigration demeure la meilleure façon de protéger la tranquillité et l'intégration des étrangers au statut régulier. »

Pour le troisième défi, à savoir le terrorisme, M. Barre indique : « Aucune faiblesse n'est acceptable à l'égard du terrorisme. La justice française a récemment montré que la raison d'Etat ne saurait, en ce qui la concerne, prévaloir sur l'Etat de droit. L'opinion française en a conçu dans ses profondeurs beaucoup de fierté ! »

(Suite de la première page.)

Il fallait pour cela que la gauche succède à la droite et les gauchistes aux socialistes. Le cercle est bouclé. En 1988, les projets détaillés ne feront plus recette : on n'attendra plus que les élections 101, 110 ou 120 propositions.

La collaboration achève de mettre en place ce désarmement idéologique. Par principe, elle étend les zones de consensus et elle brouille les antagonismes : si on dissèque chaque zizanie, on s'habitue plus encore à la collaboration quotidienne entre des pouvoirs hostiles, entre les chefs de file de familles politiques opposées. Le président et son actuel premier ministre peuvent parfaitement se trouver en situation de concurrence dans la course à l'Elysée l'année prochaine. Dans ces conditions, comment la bataille ne serait-elle pas plus personnelle que programmatique, plus tactique que politique ?

Et en fait, une preuve, le débat entre Raymond Barre et Michel Rocard organisé par l'« Expansion » la fournira : même si Michel Rocard y ressemble plus à un bariste de gauche que Raymond Barre à un rocardien de droite, les convergences sont impressionnantes. Les jugements sur les hommes déparagèrent donc les candidats plutôt que les fidélités aux partis qui les soutiennent.

Deux candidatures, il est vrai, ne s'inscrivent pas dans cette logique : celle d'André Lajoinie et celle de Jean-Marie Le Pen. Elles récusent, l'une et l'autre, la société politique mixte où le consensus digère les conflits. Mais justement, leurs champions n'ont aucune chance de se qualifier pour le second tour : ils expriment des contestations, des frustrations, des revendications, ils n'incarnent aucune culture de gouvernement, aucune capacité gestionnaire. L'un refuse les lois de l'économie de marché, l'autre celles de la société civile. Or à l'épreuve de la crise, les citoyens recherchent des hommes de pouvoir et non de protestation : ils veulent des conseils, pas des tribuns. Pour devenir le président de 1988, il faudra incar-

La pièce toujours rejouée

Plus que jamais, l'expression magique « droits de l'homme » fait recette. M. Raymond Barre tenait forum et de fait — les lois de la vie politique étant ce qu'elles sont — meeting sur le sujet le 20 mars à Toulouse. Les groupes de recherche et autres cercles de réflexion d'une partie de la droite, drapés dans la toge du libéralisme, disaient sans fin le sujet à titre principal ou au fil de leurs analyses et prospectives globales.

Ce fut le cas des « Etats généraux du libéralisme » le 16 mars (Le Monde du 18 mars). La Fondation pour la démocratie, proche de l'actuelle majorité et en particulier de son aile libérale, réunissait, le 17 mars au Sénat, un séminaire à l'intitulé perplexe : « Droits de l'homme ou droits du citoyen ? ».

Lorsqu'il se réclamait de la pensée « nationale ou libérale », c'est-à-dire quand leur déclamation empruntait des références et arguments à la contre-gauche culturelle engendrée il y a une dizaine d'années par l'extrême droite, d'autres clubs (tel le Club de l'Horloge) dénonçaient en toute occasion « le détournement des droits de l'homme » qu'accomplirait perpétuellement la gauche socialiste ou « néo-socialiste ».

Cette gauche, ainsi bousculée depuis quelque temps dans ce qui paraissait l'un des bastions inébranlables de son propre système de références, se défend comme elle peut, contre-attaque timidement. Quand elle ne demeure pas interdite — on se souvient de la fin de l'épisode de l'enseignement privé en juin 1984 — lors des assauts les plus violents menés contre elle au nom des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

An vrai, si la pièce des droits de l'homme s'enrichit régulièrement d'actes nouveaux, elle se rejoue à l'identique — péripéties et contradictions — depuis l'acte fondateur de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789. Rare sinon unique exemple d'un texte « sacré » — comme le disait devant la Fondation pour la démocratie M. Jean-Marie Denon, professeur à l'Ecole polytechnique, qui a écrit par l'histoire et non par la religion.

La question régulièrement posée depuis près de deux siècles (et singulièrement depuis cinquante ans) a été très intensément résumée au

cours du grand débat de l'Assemblée nationale constituante, en mai-juin 1789, au cours de la discussion du premier projet de Constitution d'après-guerre, qui devait être repoussé par référendum.

Ce projet avait prévu une nouvelle déclaration, dont les termes et le principe même demeurent liés à de longs et passionnants échanges. Fallait-il remplacer ou seulement compléter la Déclaration de 1789 ? Deux conceptions sous-tendaient ce dilemme. « L'une, déclarait René Capitant, tend à affirmer que les droits de l'homme ont une valeur objective, qu'ils représentent des vérités permanentes et éternelles (...) Je suis de cette école. Je ne sors pas lorsque j'entends parler des immortels principes (...) Mais (...) d'autres hommes (...) ont, au contraire, mis en avant une conception purement relative des droits de l'homme. » En Edouard Hirsch, ajoutait les constituants : « Complétez. Ne déterminez pas. »

Cette interrogation avait déjà agité en 1936 la toute-puissante (à l'époque) Ligue des droits de l'homme. La thèse de son célèbre président Victor Basch, assassiné par les miliciens pendant l'Occupation : réformer le texte de 1789, sans le supprimer, avait fini par l'emporter.

Nouveaux enjeux

De 1975 à 1977, une commission spéciale de l'Assemblée nationale, présidée par M. Edgar Faure, s'attaqua à la tâche prosaïque de concilier des propositions venues de tous les horizons politiques pour élaborer une proposition de loi constitutionnelle sur les libertés et les droits de l'homme, vouée à compléter la Déclaration de 1789. Le préambule de la Constitution d'octobre 1946 était parvenu tant bien que mal à reprendre en guise de compromis certaines innovations de la Déclaration contenues dans le projet révisé d'avril 1946. Mais la commission de M. Faure ne parvint qu'à une synthèse du plus petit commun dénominateur, qui fut rejetée par les communistes de gauche, les socialistes, dont M. François Mitterrand, le qualifiant de texte « sans grande portée » et « creux ». Cette proposi-

tion demeura sans suite. Enfin, en faisant explicitement référence à la Déclaration de 1789 (à laquelle renvoie le préambule de la Constitution de 1958) et en appuyant quelques-unes de ses décisions sur tel ou tel de ses articles, le Conseil constitutionnel a régulièrement fait ressurgir la controverse : peut-on encore se référer à la Déclaration de 1789 en cette fin de vingtième siècle ?

Peut-on faire mieux aujourd'hui, s'il y a lieu ? L'interrogation, sous-jacente, n'apparaît pas toujours au premier plan pour plusieurs raisons. Les enjeux politiques (bénéfices et/ou récupérations) des multiples interventions, sélectives ou automatiques, de quelques associations, parfois concurrentes, dans de nombreux pays où ne règne pas ou plus la démocratie telle que la concevaient les démocraties occidentales, en sont une. Les querelles portent alors sur l'appropriation de la légitimité des définitions de la pédagogie des droits de l'homme et des interventions en leur nom.

Sur un autre plan, les évolutions permanentes et toujours accélérées des découvertes scientifiques et médicales et de certaines de leurs applications rendent encore plus mouvant le terrain déjà tourmenté des droits de l'homme.

Enfin, la magie de la référence aux droits de l'homme ne s'accommodent pas facilement d'une confrontation avec l'évolution juridique et politique de « droits sociaux et économiques » (qu'est-ce que le droit au travail, à la santé ?) surgis, il y a un siècle environ, en Occident. A quoi riment aujourd'hui les droits de l'homme et du citoyen dans ces sociétés, qu'un disciple de Michel Foucault, M. François Ewald, a qualifiées, dans son livre *L'Etat-providence*, d'« assurances sociales » ?

Fascination de la « plus-value » politique, volonté inquiète ou désespérée de ne pas abandonner aux mouvements éphémères et instables de la « société civile » les grandes batailles concrètes ou imaginaires des « droits de l'homme » : autant d'explications de la « hantise » de cette valeur hautement spéculative mais si difficile à appréhender, alors même que la France s'apprête à célébrer avec éclat le 200^e anniversaire de sa naissance officielle.

MICHEL KAJMAN.

Une élection charismatique

ner une synthèse républicaine et posséder un charisme.

Exprimer ce recentrage sociologique et psychologique postule donc une image personnelle « interclassiste » et « transpartisan » : pour aspirer au second tour, il faut être porteur d'une légitimité plus large que celle d'un groupe social ou d'une formation politique. Plus la communauté nationale éclate en corporatismes et en antagonismes catégoriels, plus les présidents éligibles doivent incarner une démarche globalisante. François Mitterrand le fait, qui symbolise à la fois le socialisme, la République, et une forme d'humanisme. Jacques Chirac aussi, qui apparaît en héritier d'un gaullisme très pragmatique — c'est-à-dire en pompidou-

lien — et en premier ministre ; Raymond Barre aussi, qui mêle un style d'homme d'Etat à un tempérament gaullien et des références personalistes ; Michel Rocard, enfin, qui personnifie une social-démocratie modérée, syndicaliste et ouverte. En 1987, la campagne des grands candidats doit apparaître plus civile que militaire ; nul ne saurait faire figure de vainqueur sans exorciser le spectre d'une société d'exclusion.

Quant aux ingrédients de cet ascendant mystérieux sur les autres qui s'appelle le charisme, nul n'en possède la recette secrète, mais il y faut de l'autorité, un verbe, une réputation d'envergure, du prestige, une capacité à fabriquer de l'émotion, de l'admiration, à défaut du res-

pect. Cette fois-ci, le charisme devra répondre à des demandes spécifiques comme le besoin de protection, d'union, de clarification, de décision, provoqué par la crise et perceptible dans les sondages. Pour être cofavari, il faut avoir vocation à rassurer les Français, à les rassembler, à formuler les sentiments collectifs. Un mode de sélection implicite plus que conscient qui se déroulera avant tout, émission après émission, séquence après séquence, image après image, dans le seul grand théâtre politique de France : la télévision. Tant il est vrai que l'élection charismatique postule la démocratie cathodique.

ALAIN DUHAMEL.

EN BREF

● PS : Les fausses cartes des Bouches-du-Rhône. — Les instances nationales du PS ont finalement tranché dans l'affaire des fausses cartes de la fédération des Bouches-du-Rhône, sans pour autant satisfaire les deux camps en présence. Le nombre de cartes du PS dans cette fédération était passé de 10 500 à 18 640 en un an. Pour le congrès fédéral, qui se tient dimanche 22 mars à Istres, le nombre de cartes déclarées par la fédération a été validé par la commission de contrôle ad hoc présidée par M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national, chargé des fédérations. Mais ce chiffre a été ramené à 14 621 pour le congrès national de Lille.

Les Bouches-du-Rhône n'auront donc que soixante-dix députés au congrès, au lieu des soixante-dix-huit qui en auraient fait la fédération la mieux représentée du pays. Pour une fois d'accord, « défrayistes » et « postistes » dénoncent le caractère « arbitraire » de cette décision.

● Les rénovateurs du PCF : « Révision fraternelle » entre le Sud et le Bretagne. — Au terme de sa réunion du 14 mars, à Montpellier, la « coordination des communistes rénovateurs du sud de la France » a proposé de remettre aux « trois cents communistes bretons » les cartes du

parti que la fédération du Finistère n'a pas renouvelées (le Monde du 15 janvier). Devant « une mesure administrative inacceptable », la coordination rénovatrice affirme militer « pour l'autonomie des organisations locales et régionales du parti dans le cadre de ses responsabilités nationales ». Elle propose donc aux cellules du parti « qui le désirent majoritairement » de lui transmettre les cartes qui seront remises aux communistes bretons « au cours d'une réunion fraternelle ».

● Toulouse : appel pour un PCF rénové. — Conquérant sympathisant ou ancien adhérent du PCF venant de lancer à Toulouse « un appel pour un Parti communiste rénové ». Les signataires, dont certains ont quitté le PCF en 1979, dénoncent « les replis sectaires et les volte-face politiciennes » du Parti communiste, « aujourd'hui en voie de liquidation ». Dans leur manifeste ces « hors-parti » estiment encore que « le fonctionnement interne du PCF, le dogmatisme et l'attitude suicidaire de la direction actuelle sont des éléments majeurs de son déclin et de son divorce d'avec la société française ».

Selon l'un des membres du groupe, il n'est pas question pour

l'instant de constituer un PCF bis, mais de jeter des ponts en direction des rénovateurs qui, de l'intérieur, tentent de faire bouger l'institution. — (Corresp.)

● Le Front national ne votera pas la confiance au gouvernement. — M. Le Pen a déclaré, le vendredi 20 mars à l'issue d'une réunion de son groupe, que « à moins que M. Chirac et son gouvernement n'apportent des propositions plus positives que celles qui sont suggérées ou esquissées », le Front national ne lui accordera pas ses voix le 2 avril prochain.

Le président du Front national a d'autre part « regretté » que le gouvernement ait retiré de l'ordre du jour de la prochaine session le projet de loi portant réforme du code de la nationalité. M. Le Pen a aussi contesté le principe du recours préalable à une commission rassemblant des autorités morales puisque « seul le Parlement est l'interprète de la volonté nationale ». Ce comportement indique clairement, selon M. Le Pen, que désormais « nous allons redescendre mollement vers l'élection présidentielle » et que « le chef du gouvernement-candidat ne sollicitera aucun effort qui soit de nature à troubler son électoral potentiel ».

هناك صوت الأمل

Politique

Elections régionales en Haute-Corse

Indifférence sur fond de terrorisme

AJACCIO
De notre correspondant

Cette campagne électorale se déroule dans un climat détestable où la plus grande partie de la classe politique, plutôt médiocrement d'ailleurs, sur la musique « militante » écrite par le FLNC. Le mot est de M. Vincent Carloti, maire d'Aleria, qui figure en quatrième position sur la liste socialiste. Il caractérise assez bien la campagne au terme de laquelle ont quinze mille électeurs inscrits éligibles, dimanche 22 mars, à la proportionnelle, les trente-trois conseillers de la Haute-Corse.

De fait, les leaders des sept listes en présence — à l'exception des nationalistes — ont rivalisé de zèle pour flétrir le terrorisme, aidés en cela par l'organisation clandestine, qui, durant ces trois dernières semaines, a multiplié les attentats en diversifiant les cibles. La Corse a d'ailleurs connu, dans la nuit de vendredi à samedi, une nouvelle nuit bleue : banques, postes, perceptions ont été visées à Ajaccio, à Bastia et à Corte. Une stratégie sur laquelle on ne peut manquer de s'interroger, les bombes ne faisant pas, généralement, gagner des voix, même si elles peuvent favoriser le parti de l'ordre.

La dénonciation du terrorisme et l'invitation pressante au gouvernement de tout mettre en œuvre pour le réduire ont ainsi pris le pas sur le débat économique et social. Et, l'esprit de clocher ne perdant jamais ses droits, M. Paul Giscobbi (MRG) et M. Jean Colonna (RPR-CNI) ont également fait valoir que le siège de la région doit être transféré d'Ajaccio (où un vote massif, 47 voix contre 11, l'avait installé en janvier 1983) à Corte. Une proposition qualifiée de démagogique par

M. Jean Baggioni (UDF) et accueillie sans grande faveur par M. Jean-Baptiste Biaggi (FN).

Autre curiosité de la campagne : la droite, majoritaire à une voix près à l'Assemblée de Corse ne s'est guère prévalu d'un bilan qu'elle qualifie de très favorable pendant la campagne de 1986. Il est vrai que le projet de statut fiscal et le plan de développement énergétique adoptés en mars 1986 ont été en avril 1986 n'ont pas plus trouvé grâce aux yeux du gouvernement Chirac qu'ils n'en avaient trouvé aux yeux du gouvernement Fabius. Les promesses, a fait remarquer M. Michel Stefani (PCF) n'engagent que ceux qui les répètent. Au total la campagne s'est déroulée dans l'indifférence.

A gauche, deux sièges seulement polarisent l'attention, ceux que détiennent les communistes rénovateurs MM. Jean-Jacques Padovani et Vincent Duriani, qui ont renoncé. Ces sièges devraient, en toute hypothèse, revenir à la gauche.

A droite, la fusion des listes Jean Colonna (RPR) et Joseph Chiarelli (CNI) avec leurs onze sortants — au nombre desquels sept médecins — n'est pas considérée comme ayant provoqué une plus grande mobilisation qu'en 1986. Du côté de l'UDF, où M. Jean Baggioni a une nouvelle fois intégré quelques élus RPR sur la liste, la question est de savoir si le renouveau de M. Emile Arrighi de Casanova (qui a conduit en 1986) sera ou non un facteur d'affaiblissement.

Bref, on s'interroge aussi sur le point de savoir si les nationalistes conserveront leurs trois sièges, ou bien s'ils subiront les conséquences de la vague d'attentats de février-mars.

PAUL SILVANI

M. Bardin (PS) nouveau président du conseil général de la Nièvre

DIJON
De notre correspondant

M. Bernard Bardin, député et maire (PS) de Clamecy, a été élu, vendredi matin 20 mars, à la présidence du conseil général de la Nièvre par vingt-deux voix et dix bulletins blancs. Il succède à ce poste au docteur Berrier, décédé le 18 décembre dernier à l'âge de soixante et onze ans, qui avait lui-même succédé en juin 1981 à M. François Mitterrand, que sa démission à la présidence de la République, le 10 mai, avait amené à renoncer à ce fauteuil, qu'il occupait sans discontinuer depuis mars 1954.

L'ambassadeur des Etats-Unis en France visite les Antilles

L'ambassadeur des Etats-Unis en France, M. Joe Rogers, effectue depuis le 17 mars un déplacement officiel qualifié de « visite de routine ». Il rencontre les responsables de l'administration française, manifestant ainsi une fois de plus l'importance que Washington accorde à la présence française dans la mer Caraïbe, comme élément de stabilité dans une région considérée comme fragile. Il n'entre pas dans les buts du voyage de M. Rogers d'examiner la situation nouvelle créée dans cette région depuis 1985 par le « Plan Reagan pour la Caraïbe » (Caribbean Basin Initiative).

Le premier ambassadeur des Etats-Unis à visiter les Antilles françaises depuis la déclaration d'indépendance de 1776 avait été M. Galbraith en juillet 1984. M. Galbraith commençait systématiquement ses déplacements par « la Martinique et la Guadeloupe, c'est la France », ajoutant que la présence française y était « définitive, avec l'aide américaine si nécessaire ». Aujourd'hui, de telles affirmations n'ont pas paru nécessaires au successeur de M. Galbraith. — (Corresp.)

La cohabitation n'est pas un vain mot à Nevers. Et, dans ce conseil général, où le subtil équilibre parisien n'est pourtant nullement une obligation, la courtoisie et les échanges de bons procédés ne manquent pas de surprendre vendredi matin des observateurs bourgeois habitués à des campagnes électorales érudites, sinon très constructives, dans d'autres conseils généraux et au conseil régional.

Seize conseillers généraux PS, trois communistes et trois divers gauche : la majorité de gauche est confortable, dans une assemblée ne comportant que trente-deux membres. Mais les dix opposants de droite du « Groupe des élus nivernois » n'en ont pas moins demandé et obtenu qu'aux deux postes de membres du bureau, dont ils devaient se contenter jusqu'ici, soit aujourd'hui une vice-présidence. Bien sûr ce ne fut que la sixième sur six. Mais assorti tout de même de la promesse d'un président de commission en plus, en juin prochain, lorsque celles-ci seront renouvelées.

Au cours des suspensions de séance, dans les couloirs, on évoquait la visite, samedi 14 mars, de M. François Mitterrand, venu inaugurer la Foire commerciale de Nevers et dont les quotidiens locaux avaient scrupuleusement rapporté les propos unilatéraux. Une voix encore très écoutée en pays nivernois. Et si bien entendue par les sympathisants, comme par les opposants, que les passions se sont effacées au moment de ce vote.

D. G.

[Né le 2 août 1934 à Corvo (Névre), M. Pierre Bardin, instituteur, est élu conseiller municipal de Clamecy (Névre), en 1971, et nommé adjoint au maire l'année suivante. Il dirige cette municipalité depuis les élections municipales de 1977. Conseiller général du canton de Clamecy en 1976, il est vice-président du conseil général de la Nièvre depuis 1981. Elu député dans la troisième circonscription (Châteauneuf-Château) en 1981, il retrouve son siège à l'Assemblée nationale en 1986, figurant en deuxième position sur la liste socialiste conduite par M. Pierre Bérégovoy.]

Le débat sur la censure divise le gouvernement

Après les mesures d'interdiction

L'interdiction des magazines publiés par la Société française de revue et les éditions de la Fortune, les menaces qui pèsent sur les publications du groupe Filipacchi et la revue le Gai Pied ont provoqué un mini-séisme politique. En l'espace de vingt-quatre heures, l'ensemble des formations politiques ont fait connaître leurs positions. Le Front national et le RPR sont les seuls à approuver les initiatives du ministre de l'Intérieur, tandis que le Parti socialiste dénonce le « retour à l'ordre moral » et que libéraux et barbares prennent explicitement

leurs distances vis-à-vis de mesures jugées choquantes. Le président de la République, lui-même, est intervenu dans le débat : « Je suis contre toute forme de censure », a-t-il déclaré à Rennes, où il inaugurerait un réseau câblé. Je suis fermement en phase avec tous ceux qui aiment la liberté. A chacun de se déterminer. »

La polémique a certes été amplifiée par l'ouverture, au même moment, du Salon du livre, qui mobilise toute l'attention. Elle n'en a pas moins ramené au sein du gouvernement un vrai débat sur l'équilibre entre libertés publiques et ordre moral, débat qui couve depuis les manifestations étudiantes de l'automne dernier. M. François Léotard ne s'y est pas trompé. Le ministre de la culture et de la communication s'est empressé d'affirmer que les mesures du ministre de l'Intérieur seraient « rapportées » mais aussi que la législation était « inadaptée » et qu'il fallait la changer. M. Léotard a donc l'intention d'étudier un projet de loi retirant au pouvoir administratif le soin de contrôler la moralité des publications pour le confier au pouvoir judiciaire.

Au ministère de l'Intérieur, M. Charles Pasqua n'est pas sur la même longueur d'onde. Certes, il fait mine de reculer en rendant obligatoire la consultation d'une commission avant toute décision administrative, mais cette commission « chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence », qui dépend du ministère de la justice, fait partie du dispositif de la loi du 16 juillet 1949. Composée de représentants des ministères, du Parlement, de l'édition et d'associations, elle se réunit tous les trois mois et a déjà réclamé nombre de six cent vingt et une interdictions prononcées entre 1982 et 1986. Il semble même qu'elle se soit penchée lors de sa dernière réunion, le 14 janvier, sur les publications du groupe Filipacchi et qu'elle ait recommandé au ministre de l'Intérieur les trois interdictions majeures : ventes aux mineurs, affichage et publicité. Interdictions qui

condamnent une publication à la mort économique en empêchant sa distribution par le réseau des NMPP.

Enfin, le ministre de la culture et de la communication estime que cette commission n'est pas un contre-pouvoir réel contre les excès des décisions administratives et maintient sa volonté d'aboutir à une réglementation plus libérale.

Dans les milieux de l'édition comme chez les ministres libéraux, on se dit, en effet, convaincu que toute l'affaire n'est que le produit d'un inquiétant dérapage administratif. En décembre dernier, la mairie de Paris avait déjà mené une première offensive contre l'affichage en kiosques d'une série de publicités de messageries téléphoniques « roses » et de la revue Privé (le Monde du 3 janvier). Le concessionnaire de l'affichage, la société AAP, liée par contrat avec la Ville, avait retiré les affiches. Mais les publicités ont continué à fleurir sur d'autres murs. L'affaire passe donc au ministère de l'Intérieur où l'on découvre que le moyen le plus efficace de s'opposer à la publicité et à l'affichage est d'appliquer dans toute sa rigueur la vieille loi de 1949 qui s'applique surtout, jusqu'à présent, à empêcher l'importation de revues pornographiques étrangères. Des lettres circulaires sont alors envoyées aux éditeurs des publications les plus « voyantes » avec, d'ailleurs, un certain nombre d'erreurs dans leur identification.

Cette pure logique administrative conduit à un triple dérapage. D'abord, elle confond des publications de contenus très différents (quel rapport entre le Gai Pied, l'Echo des savanes et Privé ?). Ensuite, elle entraîne, derrière l'interdiction d'affichage, des mesures qui compromettent l'avenir des maisons d'édition et des imprimeries qui leur sont liées. Enfin, elle laisse de côté les messageries téléphoniques, qui étaient pourtant les premières visées par les foudres de la mairie de Paris et les plaintes du public.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

M. Mitterrand est contre « toute forme de censure »

En déplacement à Rennes, vendredi 20 mars, le président de la République a été interrogé sur les récentes décisions du ministre de l'Intérieur. Sa profession de foi est sans appel : « Je suis contre toute forme de censure. » Annoté, M. Mitterrand insiste que, sur ce sujet, « tout a été dit », et qu'il y a discussion « y compris entre les membres du gouvernement ». Et comme on lui demande s'il est donc « en phase » avec les ministres « libéraux » qui l'accompagnent, MM. Alain Madelin et Gérard Longuet, la réponse vient, naturelle : « Je suis fermement en phase avec tous ceux qui aiment la liberté. A chacun de se déterminer. »

« Le maire de Paris n'a rien demandé »

Interrogé sur la campagne de moralisation actuellement en cours lors de la conférence de presse mensuelle à l'Hôtel de Ville, vendredi 20 mars, M. Jacques Chirac a donné sa position. A propos des mesures prises par M. Charles Pasqua : « Le maire de Paris n'a rien demandé au ministre de l'Intérieur, ce qui ne veut pas dire qu'il le désavoue », déclare M. Chirac. Si une loi-titre de l'Assemblée nationale, il n'est pas moins légitime de prendre en considération la réaction de ceux qui sont choqués par l'étalage de cette expression.

Au sujet des affiches cédées qui sont placardées sur les kiosques à journaux de la capitale, M. Chirac a ajouté : « C'est à la suite de nombreuses protestations des Parisiens que la Ville a demandé aux publicitaires de rendre cet affichage moins provocant. Cela a été fait. »

(Publicité)

LIBERTÉ POUR LES RADIOS LOCALES Alerte !

Après la télé, la bande FM. La Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) s'apprête, dans le plus grand secret, à partager le « gâteau » de la bande FM. Le bulldozer de l'argent, du conformisme, de l'uniformisation, est en marche. Aux gros, les bonnes places et le confort d'écoute ; tant pis pour tous les autres. Les radios locales, les radios de pays, les radios libres, sont en danger de mort. Pourtant, des millions d'auditeurs les écoutent : sans elles, « bonjour les dégâts » pour le pluralisme.

TRANSPARENCE DES TRAVAUX DE LA C.N.C.L. ! LIBERTÉ POUR LES RADIOS LOCALES !

Radio Montluçon-Bourbonnais (03), Agora FM (06), Radio Provence Culture, Radio Utopie, Radio Sprint (13), Radio Jordanne (15), Radio Fil à soie (30), Radio Mon Pats (31), Radio Forum (33), Radio Quinquin (59), Radio Bellevue (69), Radio Progresse, Radio Prévert, Radio Alpa (72), Radio Alligre (75), Radio Meaux (77), Radio Lafleur (80), Radio Sprint Sorgues (84), Radio Luttes (87), Radio Stollishe, Radio Triage (89), Top-Essonne (91), 92 Radio (92), TSF (93), Radio Soleil (94), Collines FM (95)

Pour s'associer à cet appel, contacter :

92 Radio, tél. : 16 (1) 47-76-42-24

ou

Radio Sprint, tél. : 16 91-33-09-90

PARIS/SYDNEY

ou Melbourne
Prix aller-retour
sur vols réguliers
Mars-Oct. 87

9200

REPUBLIQUE TOURS

*Vols soumis à certaines conditions d'utilisation (vols réguliers, Départ vers Adana, Brisbane, Perth, Auckland, Christchurch, New Zealand)

Tél. : 1-43-65-33-30
1, rue de la République
75001 Paris

Société

Les révélations d'un Père jésuite

Malik Oussekin voulait devenir prêtre

Malik Oussekin voulait se convertir au catholicisme et devenir prêtre, a révélé, vendredi 20 mars, à l'AFP, le Père jésuite Bertrand Desjober, dont le témoignage doit paraître dans un livre publié prochainement. Selon le Père Desjober, Malik et lui-même ont eu un entretien d'une heure, le jeudi 4 décembre, entre 18 heures et 19 heures (moins de deux jours avant sa mort), au cours duquel le jeune homme lui a fait part de son intention de devenir prêtre catholique.

Le jeune homme et le Père jésuite devaient se revoir le mercredi suivant. Le rendez-vous était fixé à 18 heures. Dans son livre, *Des jeunes aujourd'hui*, M. Roger Bouffé, enseignant à Paris-VIII, rapporte les propos du Père jésuite selon lesquels « le rendez-vous est toujours inscrit sur [son] agenda ». Malik Oussekin, de confession musulmane, était entré en contact avec le Père Desjober par le biais du service national des vocations, qui s'occupe des jeunes gens voulant devenir prêtres. Le Père Desjober a expliqué que, étant ami d'un des étudiants dans le diocèse de l'arrondissement, il a été contacté par Malik Oussekin, qui y habitait également.

« Qu'il me rende mon Evangile »

Malik Oussekin voulait « consacrer sa vie à Dieu », ajoute le Père jésuite. « Bien que de tradition musulmane, il avait choisi la religion catholique car Malik était français et voulait consacrer sa vie dans ce pays où le catholicisme est la religion dominante. »

Le Père Desjober affirme : « Malik était chez moi au moment

de la manifestation étudiante aux Invalides. » « Je ne le vois pas comme un garçon violent. Ce qui agissait l'Université n'était pas son affaire et il ne galopait pas après les manifestants, sinon il n'aurait pas été chez moi à ce moment-là. » Interrogé sur les réactions de Malik de M. Robert Pandrand, ministre de la Sécurité, propos qui ont suscité une vive controverse, le Père jésuite se borne à dire : « Qu'il me rende mon Evangile. » Il explique : « J'avais remis un Evangile à Malik. On ne l'a pas retrouvé dans ses affaires, j'en connais qu'il l'avait sur lui le jour de sa mort. Il est peut-être sous scellés. »

Le Père Desjober a tenu à avoir « l'autorisation de la famille » pour faire état de cette visite. « C'est une affaire privée, je n'avais pas de raison de le crier sur les toits », ajoute le prêtre, qui a rencontré la famille du jeune homme avant de se décider à parler.

Le Père Desjober confirme tous les propos rapportés dans le livre de M. Bouffé, dont il a pris le soin de relire les épreuves. Cet ouvrage sera en vente à partir de mardi à l'université de Saint-Denis, et une partie de la recette servira à l'organisation des Etats généraux étudiants (27, 28, 29 mars), qui seront placés sous le signe du souvenir de Malik Oussekin.

● **PRÉCISION.** — M^{me} Fatima Oussekin, une des sœurs de Malik Oussekin, dont l'hebdomadaire *l'Express* affirme qu'elle est prostituée, envisage de porter plainte en diffamation, sans demander la saisie du journal, nous indique M^{me} Dardaville, conseil de la famille Oussekin.

L'enquête sur Action directe

« Joëlle Crépét n'a pas demandé à bénéficier de la loi sur les repentis » affirme M. Marcel Lemonde

« Joëlle Crépét n'a pas demandé à bénéficier de la loi Chalandon sur les repentis. De toute façon, elle ne remplissait pas les conditions nécessaires », a affirmé, vendredi 20 mars à Lyon, M. Marcel Lemonde, chargé de l'instruction du dossier Action directe Lyon. Cette mise au point fait suite aux informations selon lesquelles la militante d'Action directe avait volontairement communiqué aux policiers l'endroit où étaient dissimulés les 11 kilos de toiles, découverts mercredi au cinquante-deuxième étage de la tour Montparnasse à Paris.

En revanche, c'est de manière « fortuite » que Joëlle Crépét a donné, par inadvertance, « d'une manière toute naturelle » une information qui a permis aux policiers de

localiser les explosifs. La jeune femme était en effet entendue comme « témoin », au début de la semaine, par les policiers de Versailles dans le cours de l'enquête sur l'assassinat du général René Audran, le 25 janvier 1985 à La Celle-Saint-Cloud. Cette information a été immédiatement exploitée par les policiers.

De plus, Joëlle Crépét qui est détenue depuis le 30 mars 1986 n'a eu, depuis cette date, aucun contact avec des militants d'Action directe, ce qui laisserait entendre que les explosifs avaient été placés à la tour Montparnasse avant son arrestation, donc avant l'attentat commis contre la brigade de répression du banditisme à Paris, le 9 juillet 1986.

A la quatrième réunion de la commission de contrôle

La purge des informations d'Interpol

La commission de contrôle des fichiers d'Interpol, qui s'est réunie pour la quatrième fois, le jeudi 19 et vendredi 20 mars, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) a adopté notamment « un avis favorable sur le projet de règlement relatif à la purge des informations de police enregistrées par le secrétariat général d'Interpol », qui entrera en vigueur, le 6 avril.

Dans un communiqué publié vendredi, la commission précise qu'elle a procédé « à l'examen d'un certain nombre de demandes immanentes de particuliers et à des vérifications d'office dans certains fichiers détenus par Interpol ».

Cette commission, qui s'est réunie pour la première fois en janvier 1986, remplit une triple mission : exercer un contrôle général sur les fichiers de l'organisation, mettre la liste des fichiers à la disposition des résidents ou ressortissants d'un Etat membre (cent trente-huit pays membres) et vérifier, à leur demande, que des informations à caractère personnel, éventuellement détenues par l'organisation à leur sujet, répondent bien aux conditions fixées par l'accord passé entre Interpol et le gouvernement français.

Préside par M. Robert Biever (Luxembourg), la commission comprend M. Jacques Fauvet, président de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL), M. Markus Peter (Suisse), M. Robert Van Hove (Belgique) et M. Georg Wiesel (RFA).

Médecine

Une nouvelle carte sanitaire

M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé, a annoncé, vendredi 20 mars, qu'elle a décidé « d'élargir les possibilités » d'installation en France des équipements de médecine nucléaire. Par ailleurs, devant le congrès international sur la recherche en imagerie médicale, M^{me} Barzach a indiqué que la carte sanitaire allait à cette fin « être radicalement révisée dans les semaines qui viennent ». « La France souffre d'un retard insupportable dans ce domaine, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé », a-t-elle ajouté. Ces mesures concernent en particulier les appareils à résonance magnétique nucléaire (RMN) et les scanners.

Paris

Baisse

de la délinquance

Le nombre de crimes et délits commis à Paris est passé de 350 000 en 1985 à 317 000 en 1986, soit une baisse de 9,5 %. C'est ce qu'a constaté le comité parisien de sécurité et de prévention de la délinquance qui s'est réuni le 20 mars à l'hôtel de Villa. Cette évolution est conforme à celle

RELIGIONS

Jean-Paul II invite l'Eglise de France à se rapprocher des intellectuels et des savants

ROME de notre envoyé spécial

Officiellement, il n'a pas été question de biélique dans les conversations, vendredi 20 mars, entre le pape et les trois évêques de la région Rhône-Alpes en visite ad limina au Vatican (1). En revanche, les discours que leur a adressés Jean-Paul II ont été à toute l'Eglise de France pour qu'elle soit plus proche des milieux scientifiques et intellectuels.

Comme pour dissiper le malaise créé parmi les chercheurs et les médecins par la récente instruction sur la procréation artificielle, le pape a tenu à souligner « la recherche passionnée » des savants. « Bon nombre d'entre eux s'honorent, a-t-il ajouté, en admettant la nécessité de respecter des critères moraux pour une pratique humaine de la science. »

REPÈRES

Pollution

Premières normes européennes pour les moteurs diesel

Les ministres de l'environnement des Douze, réunis à Bruxelles les 19 et 20 mars, ont adopté les premières normes communautaires visant à réduire la pollution par les poids lourds. A compter du 1^{er} avril 1988, pour les véhicules d'un modèle nouveau, et du 1^{er} octobre 1990, pour tous les véhicules produits, les émissions d'oxyde d'azote dans les gaz d'échappement devront être réduites de 20 %. Les Douze n'ont pu se mettre d'accord sur un calendrier de réduction des émissions produites par les centrales thermiques et les chaudières industrielles, qui sont pourtant beaucoup plus polluantes que les véhicules à moteur. — (AFP).

Pollution

Premières normes européennes pour les moteurs diesel

Le ministre de l'environnement de la région apostolique Centre-Est regroupe les diocèses de Lyon, Chambéry, Grenoble, Annecy, Asti, Valence, Clermont-Ferrand, Le Puy, Viviers et Belley.

Les pré-retraités du football

Le règlement de la Ligue nationale de football (LNF) autorise les clubs à posséder vingt joueurs professionnels sous contrat. Il n'est plus question de réduire cet effectif à dix-sept. Au grand soulagement de l'Union nationale des footballeurs professionnels (UNFP) qui redoutait « un accroissement du chômage ». Les problèmes d'emploi sont en effet de plus en plus aigus dans le football français.

Ancien international junior et espoir, Laurent Piniarski a vingt-cinq ans. L'âge de la pleine maturité pour la plupart des footballeurs. Lui, est déjà un « professionnel », un « has been » du ballon rond. Honnête défenseur du SCO d'Angers (deuxième division), il a longtemps espéré un renouvellement de son contrat professionnel arrivé à expiration en juin dernier. Longue attente. A l'automne, il s'est retrouvé à Champagnole, dans le Jura, où le club local, qui évolue en division d'honneur régionale, lui a procuré un emploi dans une grande surface.

Aujourd'hui, il tente d'oublier ses illusions bées en se préparant un avenir de chauffeur-livreur. Son itinéraire est certes classique mais d'ordinaire réservé aux joueurs en fin de carrière. Un statut promotionnel dans un club amateur de troisième ou quatrième division leur permet généralement de préparer en douceur leur reconversion. Le cas de Laurent Piniarski, forcé à la retraite en pleine force de l'âge, est exemplaire d'un marché de l'emploi saturé par l'efflux des

jeunes issus des centres de formation.

Encouragés par les instances du football, ces centres fonctionnent aujourd'hui à plein régime, abritant trente-cinq pensionnaires chacun et déversant chaque saison de jeunes talents sur un marché très étroit : quarante-neuf clubs professionnels emploient environ sept cent trente joueurs professionnels, et une trentaine de semi-professionnels évoluent dans neuf clubs dits indépendants. « Les victimes de cette nouvelle concurrence sont les joueurs de niveau moyen qui arrivent au terme de leur premier contrat professionnel et qui souhaitent légitimement une réévaluation de leurs conditions », explique René Charrier, ancien gardien de but international, aujourd'hui parvenu à l'UNFP. Or les clubs préfèrent se tourner vers les jeunes stagiaires, moins exigeants, moins chers, réservant l'essentiel de leur budget à l'acquisition de quelques vedettes. »

Une sélection plus sévère

Officiellement, il n'y a pas de chômage dans le profession, mais les reconversions sont plus précoces et les carrières raccourcies. Le syndicat des joueurs professionnels fournit aux clubs la liste à jour des joueurs libres, ce qui permet de suggérer des noms et, surtout, conseille ses adhérents dans leur démarche. L'été dernier, il n'a pas manqué d'ouvrage. Les meilleurs joueurs avaient été recrutés avant même l'ouverture des transferts, et l'essentiel des transactions s'est

réglé en quinze jours. Restaient les autres, le gros du contingent, les anonymes qui ont passé leurs vacances et le temps de la Coupe du monde perdus à leur téléphone.

Moussa Bazaz par exemple. En fin de contrat à Rennes où — incompétibilité d'humour avec le public et l'entraîneur — il n'avait guère joué comme titulaire les deux dernières saisons, ce solide arrière latéral de vingt-neuf ans avait finalement eu, début juillet, « un bon contact avec Besançon », c'est-à-dire un accord sur des bases révisées de 50 % à la baisse par rapport à sa situation à Rennes. « Mais, dit-il, cela arrangeait tout le monde ». Et puis, patates ! le club bisontin dépose son bilan. Nouvelle galère jusqu'à la mi-octobre, peuplée de réponses évasives. Après huit ans de professionnalisme, Moussa Bazaz a finalement dû renoncer. Il joue à Epinal, en quatrième division, travaille chez un marchand de vin en piochant ses cours pour devenir entraîneur...

« A la reprise du championnat, une trentaine de professionnels n'avaient pas encore trouvé de club », se souvient René Charrier, alors que d'habitude une petite dizaine seulement était dans ce cas. A la fin de la période des transferts, dix joueurs étaient encore sur le carreau. L'UNFP s'attend à des années difficiles.

« La sélection devrait être plus sévère à l'entrée des centres de formation », estime René Charrier. On sait que, sur une douzaine de garçons entrant dans un centre de formation à l'âge de seize ans, un ou deux seulement seront professionnels. Beaucoup d'efforts, de privations, de sacrifices pour une

carrière incertaine. C'est pourquoi le syndicat des joueurs professionnels a entrepris une action en direction des jeunes aspirants et de leurs parents pour leur faire prendre conscience « des leçons et des pièges de ce beau métier ».

L'UNFP se trouve confortée dans sa conviction par les propos récents d'Henri Michel, le directeur technique national du football, partisan de développer la qualité de la formation plutôt que la quantité. En effet, les problèmes d'effectif risquent de se multiplier dans l'avenir. Le football a de plus en plus de mal à résister aux pressions de la CEE qui souhaitent voir le traité de Rome sur la libre circulation de travailleurs en Europe appliqué aux entreprises du ballon rond. A défaut d'être entièrement libéré, le nombre des joueurs étrangers autorisés par équipe pourrait bientôt passer de deux à trois, voire cinq. Une réforme qui pénaliserait la France, pays de football traditionnellement plus importateur qu'exportateur de main-d'œuvre.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

● **Coupe de France.** — Toulouse et Auxerre se sont qualifiés, vendredi 20 mars, pour les seizièmes de finale en battant respectivement Toulon (2-0) à Montpellier et Niort (2-0) à Tours.

● **Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe.** — Les Girondins de Bordeaux rencontreront Lokomotiv Leipzig (RDA) en demi-finale de la Coupe des coupes le 8 avril à Bordeaux et le 22 avril à Leipzig. L'autre demi-finale opposera Saragossa à l'Ajax d'Amsterdam.

ÉDUCATION

La FEN renforce ses positions dans le second degré

Les organisations de la mouvance laïque, FEN chez les enseignants et l'UNFP chez les personnels administratifs, renforcent leurs positions dans les établissements scolaires du second degré. Telle est la principale indication fournie par les résultats des élections aux conseils d'administration des collèges, lycées et lycées professionnels, qui ont eu lieu en novembre dernier. Ils n'ont toujours pas été publiés par l'éducation nationale mais viennent d'être rendus publics par la FEN.

Chez les enseignants, la FEN progresse de 1,52 % par rapport à l'année précédente (36,80 % des voix contre 35,28 %) et réalise son meilleur score dans les lycées. Cette progression s'effectue principalement au détriment des listes

dites d'union, divers et de non-syndiqués.

Les fluctuations sont beaucoup moins nettes chez les autres syndicats, qui maintiennent à peu près leurs positions, aussi bien ceux qui sont proches de la gauche (SGEN-CFDT : 6,76 %, soit -0,24 %, et FO 1,77 %, soit +0,23 %), que de la majorité (SNALC-CSEN : -2,93 %, soit +0,06 %, et CNGA : 0,15 %, soit -0,10 %). Le Syndicat national des collèges (SNC), présent presque uniquement dans le premier cycle, obtient 1,72 % (-0,12 %) ; quant à la CGT, elle reste stable globalement mais progresse dans les lycées professionnels (+1,41 %) où se trouve la quasi-totalité de son implantation.

Chez les parents d'élèves, la Fédération des conseils de parents (FCPE) conforte sa première place avec 57,08 % des voix. C'est la seule fédération qui progresse (0,64 %). Sa rivale, la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEP) rassemble 31,05 % des voix (-0,30 %), tandis que les autonomes de l'UNAPE obtiennent 2,22 % (-0,10 %) et la FNAPE 0,22 %. Enfin, les associations locales et groupements de parents réunissent 8,02 % des voix.

M. Georges Lespinaud président de l'Institut polytechnique de Grenoble

Grenoble. — M. Georges Lespinaud a été élu, le 19 mars, président de l'Institut national polytechnique de Grenoble (INPG).

Agé de quarante-huit ans, ancien élève de Polytechnique, M. Lespinaud enseigne à l'Ecole nationale supérieure d'hydraulique et de mécanique de Grenoble — une des sept écoles d'ingénieurs de l'INPG — depuis 1972. Spécialiste de mécanique des fluides, il a dirigé l'Institut de mécanique de Grenoble, fut vice-président de l'INPG de 1977 à 1980 et conseiller chargé des écoles d'ingénieurs au ministère de l'éducation nationale de 1982 à 1986. — (Corresp.)

M. BERNARD BOSSON invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Bernard Bosson, ministre délégué aux affaires européennes, sera l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde ». Le grand jury RTL-le Monde, le dimanche 22 mars, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Bosson, maire d'Annecy depuis 1983, a été député UDF-CDS de Haute-Savoie le 16 mars 1986. Secrétaire d'Etat aux collectivités locales, puis ministre délégué aux affaires européennes depuis le mois d'août, répondra aux questions d'André Fournier et de Bernard Brignollet de Monde et de Gilles Leclerc et de Jacques Escouffé de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

إلى أن لا

THÉÂTRE

Bob Wilson à Berlin

Le miracle des lumières

A Berlin, Bob Wilson renoue avec son univers personnel, désormais familier. Et en plus, ses personnages parlent.

A Berlin, la Schaubühne présente le nouveau spectacle de Bob Wilson, *Death Destruction and Detroit*, seconde partie (le Monde daté 1^{er} 2 mars). Depuis *Civil War*, mega-projet mondial commencé en 1983, dont il a réalisé trois parties sur six, ce qui est déjà un exploit, Bob Wilson a beaucoup travaillé, mais comme metteur en scène de théâtre et d'opéra. En 1985, il a remporté à New-York, avec une distribution américaine, les *Fenêtres d'or*, l'un de ses plus beaux spectacles, créé à Munich en 1982. Depuis *Civil War*, en fait, il n'avait pas eu la possibilité ni le temps, sans doute, de poursuivre son œuvre personnelle, cette forêt de fantasmagories qui, depuis le *Regard du monde*, se déploie sur les scènes d'Europe, laissant ses traces indélébiles dans la mémoire des spectateurs. Et des hommes de théâtre aussi.

Le *Regard du monde*, c'était en 1971 à Nancy. Depuis, toute une génération veut connaître, découvrir le magicien silencieux au visage d'éternel adolescent. Un public jeune, qui paraît plutôt branché, envahit la salle de la Schaubühne, chacun sur son tabouret mal conmode, dépouillé de dossier, car il

fait pouvoir se tourner. Le spectacle se passe autour des spectateurs. Les murs de la salle sont recouverts d'une toile représentant un mur carrelé blanc, qui se lève, découvre des tableaux purement wilsoniens — univers candide et féroce dans lequel une expression comme « les deux pieds sur terre » n'a strictement aucun sens. Un monde d'obliques, de flottations aériennes, aquatiques, dans des lumières miraculeuses.

Ce sont les lumières qui font naître les couleurs, donnent aux corps une légèreté translucide, des formes instables — les personnages qui défilent, reproduisant les mêmes gestes sacroscandés, semblent toujours au bord d'une métamorphose. Une jeune fille-vieillard, une panthère-mariage, une immense coiffe de jouets. La valise d'une femme en noir qui s'affole s'ouvre et laisse échapper des objets indéfinissables. La robe rouge d'une femme blonde aux poutres saillantes se sculpte contre un mur gris. Un mandarin barbu de lances harangue la foule du haut d'un mur, et plus tard roquera comiquement parmi des couples d'élégants dansants en blanc. D'un mur à l'autre, deux femmes coiffées d'une tresse qui tombe jusqu'à terre se font face, s'adressent des mots gamines. L'une lave, l'autre frotte l'un contre l'autre deux contrastes, et les bruits sont démesurément amplifiés. Tout au long du spectacle, un barbu rigolard en costume étriqué gambade d'un tableau à l'autre...

Si l'ambiance poétique de Bob Wilson s'adresse plus ceux qui le connaissent, ses tentatives comiques ont de quoi surprendre — ainsi cette scène de cabaret où un travesti mime une opération sur un homme couinant comme un bébé, et lui donne à manger ses viscères. Avec le style clean, ça donne un côté potiche de bonne famille qui est une audace.

Bob Wilson, souvent, imagine ses spectacles à partir de personnalités mythiques. Cette fois, il s'est inspiré de Kafka, d'où les interventions plutôt naïves d'un humour noir, soulignant l'absurde, pour le moins déconcertant. Ce n'est ni Woody Allen ni Mel Brooks. C'est peut-être le début d'une chose : la volonté de quitter le hiératisme, l'omnipotence absolue des premiers spectacles, leur imagerie merveilleuse. Mais l'image aujourd'hui est tellement présente partout que son pouvoir est amoindri. De plus, Bob Wilson nous a souvent entraînés dans le temps défilé du rêve, sans avant ni après, sans notion de durée, et les heures ne comptaient plus. Mais, dès que l'on frôle un tant soit peu le temps réel, la durée se fait sentir, les répétitions de gestes vivent à l'effet systématique. On se lasse.

Il y a pourtant dans DDD quelques choses d'important : sinon des personnages avec une identité, du moins des gens avec une continuité et qui monologuent. Un jour peut-être, ils dialogueront... COLETTE GODARD.

MUSIQUE

Concert Weber, Bruckner, à Pleyel

Révélation de Claus-Peter Flor

Un jeune chef de trente-quatre ans révèle des qualités exceptionnelles et conquiert en même temps le public... et l'Orchestre de Paris.

Il a un nom poétique, trente-quatre ans, de grands yeux vifs, gourmands, un gabarit moyen, comme Semyon Bychkov, et probablement le même talent exceptionnel. Originaire de Leipzig, il a triomphé aux concours de Katowice et de Copenhague, et dirige maintenant l'Orchestre symphonique de Berlin-Est.

C'est Claus-Peter Flor qui vient de remporter un brillant succès à la tête de l'Orchestre de Paris (1), où il remplaçait Bernard Haitink, malade, dans un programme original : la *Première Symphonie* de

Weber, que presque personne ne connaît, puis l'immense *Septième Symphonie* de Bruckner.

Dès l'allegrissimo de Weber, gai et calmant d'un Weber de vingt ans, on était conquis par cette bonne grâce et ce feu quasi mortuaire dans un développement fougueux, mais exempt de raideur ou de sécheresse. Et dans l'andante, belle scène d'opéra romantique sans parole, comme il a su faire sonner la flûte et le hautbois on la « conjuration » des cors, très à l'extérieur, à la manière de grands chanteurs !

Ses gestes sont simples, précis, dépourvus d'exhibitionnisme, les bras merveilleusement indépendants (ce test quasi absolu des chefs d'orchestre) ; la batte très lisible et souple soulève les figures libres de la main gauche, qui module les phrases, pèse les accents, au milligramme près.

On attendait la *Septième Symphonie* de Bruckner pour être sûr.

Ce fut la justesse même : les longues mélodies se déployaient dans toute leur majesté, irrésistibles sans être trop tendues ; on était porté par cette musique, jouée dans un tempo parfait, sans aucun sentiment de longueur ni de frustration, passant d'un épisode à l'autre comme dans un grand poème contemplatif, avec des moments sublimes. Telle, vers la fin de l'allegrissimo initial, l'interprétation du *molto maestoso*, qui coupe brusquement une joyeuse cavalcade, comme un homme qui, tout à coup, rentre en lui-même et s'agenouille pour prier. Ou bien dans l'adagio, l'étrangement grandiose du crescendo qui monte jusqu'au paroxysme, symbolisant la gloire de Wagner dont Bruckner venait d'apprendre la mort. Et encore, les puissantes chevauchées lyriques et sauvages du scherzo, ou les amoncellements de thèmes dans la bataille épique du final.

Tout rayonnait de lumière, et l'on avait le sentiment que pas une note n'était perdue. Plus beau que jamais, l'Orchestre de Paris semblait totalement conquis par son jeune chef.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Ce programme sera rejoué samedi 21 mars, salle Pleyel, à 21 h.

(1) Il avait fait ses débuts à Paris avec le Nouvel Orchestre philharmonique, en décembre 1985.

Mort de la cantatrice Rita Streich

L'âge d'or du chant mozartien

La soprano allemande Rita Streich est morte à Vienne, vendredi 20 mars, des suites d'une longue maladie. Elle était âgée de soixante-six ans.

La célèbre soprano coloratur, mozartienne piquante ou ingénue, infatigable Reine de la nuit, avait renoncé à la scène en 1970. Mais elle enseignait toujours, et supervisait régulièrement en récital, y compris à Paris l'an dernier. Sa voix avait toujours la même agilité et la même pureté.

Elle était née en Sibirie où son père, prisonnier de guerre, était interné. Sa mère était russe. Mais c'est en Sibirie, à Aumy, en 1943, qu'elle devait incarner pour la première fois Zerkine dans *Ariane à Naxos*, de Richard Strauss. Elle avait travaillé avec Maria Jovanka (cousine de ce même rôle de Zerkine), à la demande de Strauss, et d'une autre célèbre Reine de la nuit, Erna Berger. Formée à la meilleure école, elle eut à cœur d'enseigner à son tour, en Autriche, en RFA — plus particulièrement après 1974, au conservatoire d'Essen, et en France. Grande perfectionniste, professe-

sionnelle incontestée, travailleuse inextinguible, elle symbolisa avec quelques autres (Schwarzkopf, Pataki, Seefried ou Stich-Randell, avec laquelle elle avait très souvent chanté à Aix), l'âge d'or du chant mozartien.

Mais Rita Streich ne chantait pas que Mozart et Strauss. Un coffret de six disques (DG) paru en 1984 et, hélas ! déjà épuisé, permettait de la retrouver dans Verdi, Meyerbeer, Puccini, Bizet, Offenbach ou Johann Strauss (une *Chauve-Souris*, dirigée par Karajan, reste d'ailleurs disponible chez EMI, ainsi qu'une *Ariane à Naxos*, de Richard Strauss, où elle figure dans son rôle idéal) ; c'est à l'Oiseau de *Siège* qu'elle prêtait sa voix, à l'âge de dix-huit ans, lorsque Furtwängler la dirigea pour la première fois, et c'est peut-être dans les lieder qu'elle sut au mieux exploiter la sûreté de son style, la souplesse de son phrasé, son intelligence des textes pleins de malice. Car cette diva avait beaucoup d'humour et chantait volontiers, paraît-il, des negro spirituals en privé, ce qui n'est pas si fréquent chez les mozartiennes... ANNE REY.

Les chanteurs annulent

Ruggero Raimondi n'assurera pas la création de *la Forêt*, de Rolf Liebermann, le 11 avril au Grand Théâtre de Genève. Deux jours avant que débutent les répétitions, le baryton italien a en effet fait savoir que son rôle ne correspondait pas à sa voix. La partition lui avait été expédiée dès juillet 1986. La direction de l'établissement genevois a donc décidé de porter l'affaire devant les tribunaux et a fait appel au Français Jean-Philippe Courtis pour assurer le rôle.

La mezzo américaine Frederica von Stade a, d'autre part, également déclaré forfait pour le rôle d'Octavian dans *le Chevalier à la rose*, de Richard Strauss, dont les représentations débutent le 24 mars à Monte-Carlo, et qui ne sera pas dirigé, comme prévu, par Lawrence Foster mais par le Tchèque Jirí Kout.

NOTES

Lionel Richie à Bercy

Birmingham, le lundi 16 mars. Lionel Richie domine le coup d'envoi de sa première tournée européenne en solo. Et en grande pompe. Le public est âgé et middle-class, comme on dit là-bas. Conforme, en somme, à l'idée que l'on se fait de ce crooner bon teint, champion de la grande consommation standardisée à l'américaine. Partout en Europe, les plus grandes salles affichent complet. Même en France, où Richie est pourtant moins populaire, il a fallu ajouter un second concert au Palais omnisports de Bercy.

Aux Etats-Unis, Lionel Richie est une institution. Neuf fois numéro un (un record), dont deux avec son ancien groupe, les Commodores. *We Are the World*, l'hymne multi-ethnique de *USA for Africa*, c'est lui (pour moitié avec Michael Jackson) la clôture des Jeux olympiques de Los Angeles en 1984, lui aussi. Les Grammy Awards (équivalent musical des Oscars) pour le meilleur producteur et le meilleur album en 1985, lui encore. En quatre ans d'exercice solo et trois albums, il a vendu pas loin de trente millions de disques.

On l'attendait mollasson, sirupeux, Lionel Richie. On le découvre tout-à-coup — en dépit d'un passage à vide pendant la série de slows — avec une rythmique à la dynamite et des guitares hard-rock. Il n'est pas le d'extérieur toutes les formations de funk américaines, les Commodores en tête — qui effectuent actuellement une tournée sans succès. A. W.

★ Samedi 21 mars, à 20 heures, à Bercy. Discographie chez Tamla Motown, dist. RCA-Arista.

Un nouvel éclairage pour la Victoire de Samothrace

Quelque chose a changé du côté du grand escalier du Louvre qui mène aux salles de peinture, là où la Victoire de Samothrace a été placée à la fin du siècle dernier. La lumière qui l'éclairait, lui caressait le corps sans plus rien cacher de sa draperie ourlée et sans lui faire d'ombre projetée. Une lumière qui lui vient comme avant par les coupes vitrées, mais derrière lesquelles de nouveaux projecteurs ont été installés par les soins d'Electra de France.

Un dispositif sophistiqué permet de programmer la modulation de cet éclairage en fonction de l'ensevelissement extérieur et de la fréquentation des lieux. On a multiplié les projecteurs — rien moins que soixante-huit, soit trois fois plus qu'avant — pour essayer de corriger cette fâcheuse coloration verte qui plonge parfois la statue dans une ambiance d'outre-tombe. Le seul remède à ce mal persistant de remplacer les verres des coupes par d'autres, qu'on ne trouve qu'en Allemagne. Cette opération de mécénat — première en son genre au Louvre — pourrait donc en amener une autre. G. S.

Les danses de Jean-Marc Matos au Centre Georges-Pompidou

Tout se passe devant un décor fixe — un butoir de gare — dans un espace blanc coupé d'une diagonale que les danseurs empruntent comme une voie de large circulation. Si l'on oublie l'ingénieur Jean-Marc Matos et son discours informatif, si l'on s'en tient à la seule chorégraphie, on y voit l'expression d'un tempérament vif et prolifique, adepte des mouvements démultipliés et des parcours sans mystère. Au pilonnage de la musique de Scott Macleay répond l'accumulation des gestes prodigés par quatre danseurs en noir et rouge. Ils jouent les pistons de l'espace en alternance avec Jean-Marc Matos vêtu de vert électrique.

On peut s'amuser à chercher la source de leur danse fortement stylisée à partir du twist, du tai-chi ou de la course de garçons de café. On peut aussi regarder le spectacle comme un kaléidoscope composé de fragments abstraits aux arêtes coupées. Les filles bougent bien. Les costumes d'Elizabeth de Senneville sont gais. M. M.

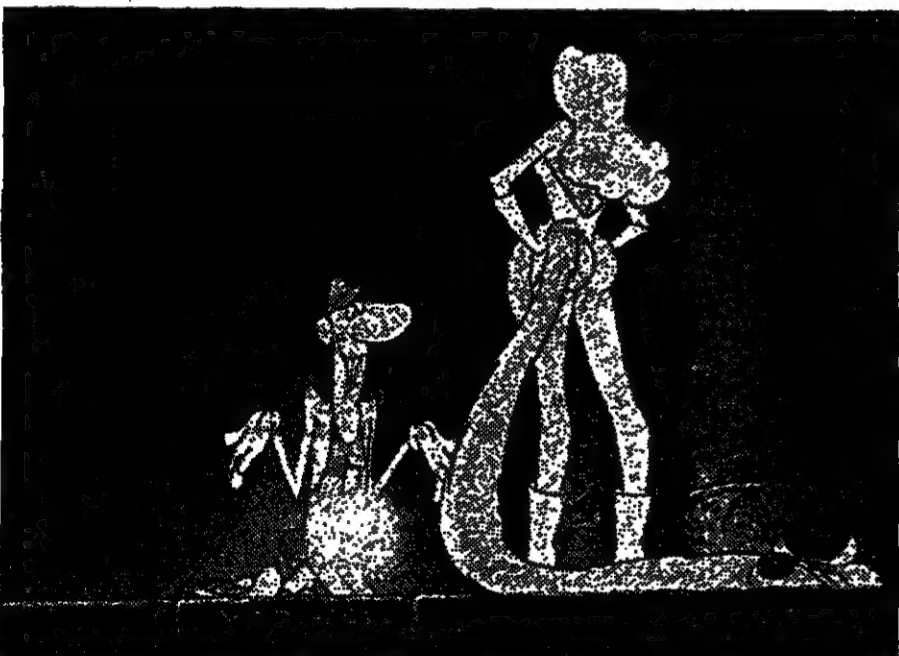
★ Centre Georges-Pompidou : 21 mars, 20 h 30, dimanche 22, 16 heures.

★ *L'Amoral* en 1 sur P. la soirée chorégraphique de Jean-Marc Matos, sans cesse par la Biennale du Val-de-Marne, le 28 mars à Ivry, le 3 avril à Villejuif, le 9 avril à Fontenay-sous-Bois.

CINÉMA

« Le Big Bang », de Picha

La bombe anatomique



Picha fête ses vingt-sept ans de carrière dans l'humour noir avec « un film froid sur la guerre froide ». Et une exposition.

L'avantage du dessin animé, a dû penser le grand Picha, ex-collaborateur d'Hara-Kiri, auteur de deux longs métrages, *la Honte de la jungle* et *le Chaton manquant*, est de partager au cinéma l'un des plus enviables privilèges du romancier : un budget infini. Ça ne coûte pas plus cher de montrer une longue partie de pétanque que les dévastations de la guerre mondiale avec des milliers de figurants étripés, des ruines énormes. En outre, les acteurs ne tombent jamais malades, ne reculent devant aucune cascade, aucun strip-tease. Rien n'est trop « hard ».

Après la troisième guerre mondiale, donc, ne restent plus sur notre pauvre globe ravagé que deux continents. L'un regroupe les Etats-Unis

et l'Union soviétique sous la bannière de l'URSS, où l'on ne compte que des milles péchés de leur postérieur ; l'autre est peuplé de femmes prêtes à guillotiner tout ce qui pendouille de suspect, Virginia. Entre eux, l'océan, la haine et quelques armes définitives. Le tsar de l'URSS n'a qu'une idée, expédier sa grosse pièce à Virginia. La cinéaste l'attend de pied ferme avec sa Big Mama capable d'absorber les engins les plus pétaradants. Quand le Bon Dieu décide de calmer ces agités, il n'a sous la main qu'un vieux super-héros, Fred, un alibi dont les pouvoirs exceptionnels ne tiennent qu'à une ampolle de 60 watts vissée sur la tête en haut, à gauche de la ceinture de Jupiter.

Un casting sans faille : un cyclope, un type à six yeux, un autre à trois mâchoires, des clones de Hitler par milliers, des Walkyries aux reins blindés, un tyran octoplasme obsédé du rectum, comme Picha, d'ailleurs, dont les

fantasmes s'épanouissent dans une qualité des plus défectueuses, une raie des goudins à douze dents, en uniforme de kipo, cravache à la main, des menagères sèches et masquées qui vous ratissent d'un coup d'ascenseur, des surfeurs d'attaque dans le plus pur style canicallé « what-blanc-blanc » des Beach Boys, bref un beau linge.

On voit même des ballerines choir sur l'ennemi avec des grâces de parachutistes de l'Alcazar, couper des têtes avec le tranchant de leur tutu, et un défilé pancake du métro de l'ère post-atombique avec ses cochards, ses chaises à porteurs, dans un climat qui doit beaucoup à Tex Avery et au *Yellow Submarine* des Beatles.

Tout cela ne baigne pas dans une route Géraudienne, le croquis n'est pas loin de virer au graffiti paillard, mais la bonne humeur l'emporte en fin de compte, et le délire cocasse fait avaler bien des couleurs, obéissantes ou non. MICHEL BRAUDEAU.

L'armée des ombres

De l'humour dessiné au dessin animé, des premiers cartoons parus dans l'hebdomadaire satirique belge *Pen* aux cellulés de *Big Bang*, une rétrospective (1) drôle, instructive et bien nourrie invite à suivre les vingt-sept ans de carrière dans l'humour noir de Picha.

Réalisée durant trois années dans trois villes, par une armée de deux cents collaborateurs permanents, elle permet de voir de quelle redoutable machine de guerre est la création d'un long métrage d'animation. Du story board au model sheet, crayonné de silhouettes brouillonnées et bouillonnantes, visualisées sous toutes les faces, avec expression, attitudes, ébauches de mouvements et gros plans de détails, il a fallu que jaillissent quelque deux à trois mille croquis

de l'imagination de Picha pour donner corps aux quatre-vingts personnages originaux.

A quarante-cinq ans, Picha, après avoir pratiqué tous les genres, a su évoluer vers la création totale à gros budget tout en restant fidèle à la fureur harkienne de ses débuts. On retrouve la verve iconoclaste de ce Picha dans la bande dessinée dérivée du film (2) adaptée par son éternel complice Pierre Barthe.

PATRICK ROEGERS.

(1) Picha, *Big Bang*, Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin, Paris-4, jusqu'au 25 mai.

(2) Picha, *le Big Bang*, éditions Albin Michel, 49 francs.

POUR SALLES VOIR LIGNES PROGRAMME

LA COULEUR DE L'ARGENT

4 NOMINATIONS OSCARS 1987

«Un coup de maître» LE POINT

«Le premier Grand Film de cette année 1987» STUDIO

UN FILM DE MARTIN SCORSESE

la Couleur de l'Argent

Le Monde

REGIONS

LES BUDGETS POUR 1987

L'explosion fiscale

Le volume des budgets votés par les régions pour 1987 atteint 25,6 milliards de francs et augmente globalement de 18 % par rapport à 1986 (1). Une telle « explosion » ne peut que mécontenter le ministre de l'économie et des finances, qui, à chaque fois que l'occasion lui en est donnée, déclare qu'il faut faire preuve de modération dans les dépenses publiques et réduire les prélèvements obligatoires.

Qui plus est, alors que les recettes fiscales de l'Etat s'accroîtront l'an prochain — selon les prévisions — de 5,5 %, elles progresseront dans les régions de 23 %, soit quatre fois plus. La fiscalité directe (qui rapporte environ la moitié des recettes fiscales totales et qui est une taxe additionnelle aux impôts communaux et départementaux) augmentera, elle, de 35 %, et même de 42 % pour les seules régions de province. Quant aux impôts indirects, leur évolution est heureusement plus modérée : nulle pour les permis de conduire, elle atteint + 18 % pour les droits de mutation, et + 9 % pour les cartes grises.

Selon les régions (20 sur 22 en métropole sont présidées par des personnalités de la majorité), l'évolution est très contrastée, et il est impossible de classer, de manière homogène, d'un côté les régions dirigées par des personnalités RPR ou UDF qui seraient « modérées » et « obéissantes » aux exhortations du gouvernement, et de l'autre des régions dominées par les socialistes, qui auraient une attitude plus entrepreneuriale et audacieuse.

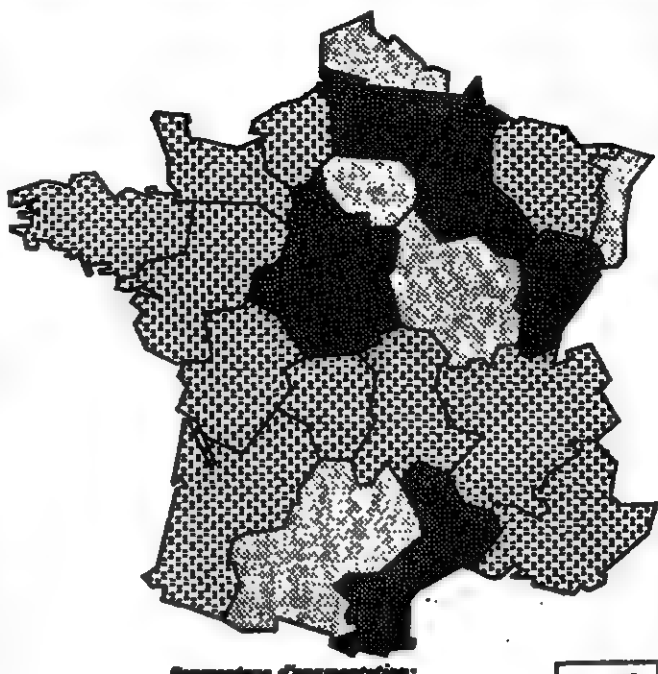
Ainsi, ce sont le Centre et la Picardie (toutes deux présidées par un homme de droite) qui, en 1987, augmentent le plus

leur budget et leur fiscalité ; en revanche l'Auvergne (M. Giscard d'Estaing) — 14 % pour le budget, Midi-Pyrénées (M. Domergue Baudis) — 7 %, et Franche-Comté (M. Edgar Faure) — 1 % marquent un temps d'arrêt. L'Île-de-France (président RPR) et la Bourgogne (UDF) réduisent leur fiscalité, ce qui n'est le cas ni du Languedoc-Roussillon (UDF) ni du Limousin (PS).

La Haute-Normandie (RPR) et la Basse-Normandie (UDF), Champagne-Ardenne (UDF) et Bretagne (RPR), Centre et Picardie, n'hésitent pas à demander à leur population un gros effort au chapitre des impôts directs, ce qui n'est pas le cas de la Bourgogne, du Nord-Pas-de-Calais (socialiste), de l'Île-de-France (RPR) ou de l'Alsace (UDF).

Quant aux emprunts (qui sont en définitive assimilés à une fiscalité déguisée et repoussée à plus tard), ils aussi tous les cas de figure se retrouvent sans qu'il soit possible de dresser une typologie des régions selon leur situation financière. Ainsi, la Franche-Comté et Midi-Pyrénées ne prévoient aucun emprunt en 1987 ; le Centre non plus, comme en 1986 d'ailleurs. Rhône-Alpes augmentera de 5,8 % le volume de ses emprunts, Nord-Pas-de-Calais de 91 %, la Lorraine de 121 %.

L'Etat a à la fois raison de mettre en garde les collectivités locales — et notamment les régions — contre une tendance à lever allègrement l'impôt (2) et à multiplier les domaines d'intervention financières. Il ne servirait à rien que, d'un côté, l'Etat sème pour lui-même le grain des dépenses budgétaires et que, de l'autre, communes, départements et régions



ouvrent les vannes. Le citoyen bénéficiaire des dépenses publiques et le contribuable (qui paye des impôts locaux ou des impôts nationaux) sont en définitive les mêmes Français.

Augmentation sur rapport à 1986 des recettes fiscales prévues dans les budgets régionaux 1987

Picardie	185,5%
Centre	55,8%
Languedoc-Roussillon	39,1%
Franche-Comté	34,3%
Champagne-Ardenne	32,9%
Ardennes	29,9%
Limousin	28,2%
Bretagne	27,9%
Basse-Normandie	23,9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	22,3%
Auvergne	21,9%
Haute-Normandie	20,4%
Alsace	19,9%
Charente	19,9%
Rhône-Alpes	18,9%
Pays de la Loire	18%
Lozère	16,8%
Aquitaine	15,6%
Île-de-France	13,8%
Midi-Pyrénées	13,6%
Alsace	13,6%
Nord-Pas-de-Calais	10%
Corse	9,7%
Bourgogne	9,7%
Corse	2,5%
Mayenne	2,5%
Métropole	23%

que la Cour des comptes ne se fait pas faute chaque année de rappeler. Ensuite, parce qu'il est dans la logique de la décentralisation que l'Etat se décharge d'un certain nombre de tâches, qu'il fait désormais assumer à sa place par les collectivités locales.

C'est le cas, par exemple, pour la construction, l'entretien et la gestion des lycées, pour lesquels les régions lancent cette année un ambitieux et coûteux plan de modernisation. C'est le cas aussi pour la plupart des grands équipements d'infrastructure (économiques, culturels, portuaires, routiers, touristiques) à propos desquels l'Etat tient à peu près ce langage aux collectivités locales : « J'accepte de financer à condition que vous suez vos muscles de l'argent ».

Toutes ces questions feront l'objet d'une réunion de tous les présidents de conseils généraux, de métropole et d'outre-mer, qu'organise M. Giscard d'Estaing, le 26 mars, à Clermont-Ferrand. Les travaux se dérouleront à huis clos. Un an après l'élection des conseils régionaux au suffrage universel et cinq ans après la promulgation de la loi Defferre sur la décentralisation, les « états généraux » de Clermont-Ferrand marqueront, en tout état de cause, un double anniversaire à signifier d'une pierre blanche.

FRANÇOIS GROBICHARD.

(1) L'an dernier, on avait enregistré déjà une augmentation de 30 % par rapport à 1985 !
(2) Dans une dizaine de régions, c'est sous la pression du Front national, dont les voix sont indispensables à la droite classique, que la majorité UDF-RPR a dû réviser en baisse les dépenses budgétaires et la pression fiscale par rapport aux projets initiaux de budget.

ALSACE

Mécénat

« Qui va aider les musées sans public ? » Cette question faussement naïve de Jan Hoet, directeur du Musée Van Hedengasse Kunst de Gand, n'a pas trouvé réponse lors du colloque sur les entreprises d'économie sociale et le mécénat organisé à Strasbourg jeudi 12 et vendredi 13 mars. La Fondation de l'économie sociale (FONDES) et la FNAC de Strasbourg ont suscité ainsi quatre débats successifs autour du mécénat.

Si les participants ont longuement évoqué le « retour d'investissement » attendu dans ces opérations culturelles qu'accompagnent, spontanément, patronnement ou partenariat des entreprises ou des mutuelles, ils se sont inquiétés aussi du désintérêt des mécènes pour la conservation ou la restauration du patrimoine historique.

En Italie, soulignait Gail de Gulchen, directeur adjoint de l'Institut pour la conservation et la restauration des biens culturels dans le monde (ICCROM), des entreprises se regroupent pour financer (et signer) la remise en état d'un monument ou d'une œuvre d'art. L'habitude n'est pas ancrée en France.

L'image du mécène riche et généreux est morte, a confirmé Roland Reicht, conservateur en chef des musées de Strasbourg. Aujourd'hui, le mécénat fait partie de la politique globale de communication d'une entreprise. Cela détermine les critères de ces choix. Par exemple, lorsqu'elle aide à conserver un monument, une entreprise veut ainsi insister sur son ancrage régional ou la pérennité de ses produits, commentait Rémy Filimlin, directeur adjoint de la publicité aux *Dernières Nouvelles d'Alsace*. Mais comment alors se risquer sur des créateurs artistiques, mais sur la chance qu'on donne à des inconnus ? répondait M. Bertrand Viard, chargé de la communication à Sari-Seer, qui ajoutait « c'est à l'entreprise d'avoir du talent ».

AQUITAINE

Un pont sur l'estuaire

Les régions Aquitaine et Poitou-Charentes ont réussi à se mettre d'accord sur le projet d'un pont sur l'estuaire de la Gironde. M. Jacques Chaban-Delmas et Louis Fruchard,

les présidents des deux régions, viennent d'officialiser cet accord, mettant ainsi un terme à plus d'une décennie d'incertitudes et de polémiques.

Les Charentais, qui redoutaient les effets négatifs d'un tel ouvrage sur leur trafic portuaire La Rochelle, étaient les moins favorables à sa construction sur la Gironde. M. Jacques Chaban-Delmas leur a promis qu'il prendrait fait et cause auprès de l'Etat pour une mise à quatre voies de la RN 10 entre Poitiers et Bordeaux.

Le pont de 10,5 kilomètres franchira la Gironde entre Meschers (Charente-Maritime) et Talais (Gironde). Financé par des fonds privés, il sera à péage. Une arche de 400 à 500 mètres de long permettra aux navires qui remontent l'estuaire de passer. Son coût est estimé à 1,1 milliard de francs hors taxes.

CENTRE

Palais à Tours

L'arrivée du TGV en 1990 à Tours a conduit la municipalité à presser le pas pour prévoir l'implantation d'un palais des congrès qui était réclamé depuis plusieurs

années. Le projet prévoit la construction d'un bâtiment de 6 000 mètres carrés au sol face à la place de la gare, à l'emplacement d'un hôtel qui va être rasé.

Cette place de la gare va être entièrement réaménagée et on trouvera dans son sous-sol sept cent cinquante places de parking. Sept cents autres places seront disponibles en site au-dessus de la nouvelle gare routière, le long de la marquise de la gare.

Le palais des congrès comprendra une salle principale de deux mille places. Il coûtera 150 millions de francs, dont 69 millions pour le palais lui-même. Le financement de l'Etat et de la région n'est pour l'instant pas prévu.

LIMOUSIN

Priorité aux routes

Jacques Chiras a reçu, le 3 mars à Matignon, une délégation de la région Limousin. Président du conseil régional, Robert Savy (PS) était accompagné de représentants des groupes socialistes, communistes et RPR et de Jean Charbonnier, président du comité économique et social et du comité régional d'expansion. Objet de l'entretien : le développement routier, dossier numéro un de la région.

Le Limousin est la seule région de la France continentale pour laquelle n'est programmée aucune liaison autoroutière, et les lenteurs de l'aménagement de la RN 20 (Paris-Toulouse) creusent l'écart entre le centre de la France et les axes aujourd'hui desservis par autoroute et par TGV.

Ces revendications seront examinées à la mi-avril, lors de la prochaine réunion du CIAT (comité interministériel d'aménagement du territoire), laquelle sera pour une grande part consacrée à l'étude des problèmes routiers du Massif Central. Le premier ministre a indiqué que l'Etat était prêt à rajouter cent millions de francs à ses dotations budgétaires pour les routes limousines, « à condition que la région consente elle-même un effort financier significatif pour l'amélioration de son réseau routier ». Le conseil régional limousin a déjà décidé d'inscrire une réserve de quarante millions de francs d'autorisations de programme pour cela.

NORD-PAS-DE-CALAIS

La région la plus jeune

Quelque 1 287 000 gars et filles de moins de vingt ans ont été recensés en 1986 dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais,

ce qui représente 32,5 % de la population des deux départements. Selon le Centre de documentation et d'information de l'assurance (CDIA), la moyenne nationale n'est que de 28,8 %. Le Nord-Pas-de-Calais est ainsi la région la plus « jeune » de France, devant le Pays de la Loire (31,9 %) et la Picardie (31,7 %). Les pays les moins « jeunes » sont le Midi-Pyrénées (25,7 %) et le Limousin (23,6 %).

PAYS DE LA LOIRE

Laval et l'industrie

Première en France à avoir créé, il y a dix ans, une maison de l'industrie, la chambre de commerce et d'industrie de la Mayenne a signé une convention de partenariat avec la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette.

Aujourd'hui, la chambre consultative de Laval a le projet d'associer d'autres forces vives du département pour créer un nouvel espace d'animation et de promotion conçu pour les décideurs économiques et pour le grand public.

Outils de travail pour les uns, vitrine des atouts du département pour les autres, cet espace sera doté de moyens modernes de communication, avec l'assistance technique de la Cité de La Villette.

PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR

Zygofolis pour Nice

Nice aura, en juillet 1987, son parc de loisirs : il couvrira 24 hectares, dont 10 hectares d'espaces verts. Réalisés à 14 kilomètres du centre-ville, sur la colline de Crémant, il s'appellera Zygofolis.

Une équipe de professionnels des Aménagements Landis, américains pour la plupart, a travaillé pendant trois ans au projet qui se présente comme le premier « parc actif », par opposition à d'autres dont les visiteurs sont seulement spectateurs.

Toboggans, funiculaire, métro aérien, rivière, piscine à vagues, bar aquatique, seront accessibles par des sentiers et des espaces plantés de 4 000 arbres.

Coût de l'investissement : 250 millions de francs, dont 150 apportés par des investisseurs institutionnels : Caisse des dépôts, Paribas, Société générale, Sodexho, Jean Lafabre, Crédit national et Avenir tourisme.

La ville a concédé à la SPAN (Société du parc d'attractions de Nice), qui groupe l'ensemble des partenaires, un bail emphytéotique qui prévoit un « droit d'entrée » de 6 millions de francs et une redevance annuelle de 2 % du chiffre d'affaires à partir de la sixième année.

MARSEILLE. — Pour la première fois, une convention de jumelage a été passée entre une université — Aix-Marseille-I — et une entreprise de communication — Le Provençal. Par cette convention, les signataires s'engagent à favoriser le développement de leurs relations : l'université « apportera son concours au Provençal pour l'examen des problèmes de communication qui peuvent se poser à un journal régional de cette taille », et, en retour, le Provençal offrira aux étudiants la possibilité d'obtenir toutes les informations nécessaires sur les techniques modernes de saisie des textes, de composition et d'impression mises en œuvre dans la presse. La convention a été conclue pour un an et est renouvelable.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Alexis Rodière, Chantelle de Matha, Michel Viala, Gérard Leclercq, Georges Cantala.

TÉLÉMATIQUE ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Banques boudées

La France serait-elle sous-développée en matière d'information ? « Oui », répond Philippe Boyer, président du réseau Eotek, producteur d'une banque de données axée sur le développement et l'environnement local et disposant de 110 000 documents sur les départements et les communes. « Le développement des mentalités, l'habitude du centralisme, la crainte des ordinateurs, la réticence à payer de l'information, tout ceci ralentit la pénétration des banques de données. Dans le contexte de l'aménagement du territoire, nous estimons notre clientèle à un peu moins de 100 000 personnes. Si, intellectuellement, beaucoup admettent un intérêt aux banques de données, peu ont le réflexe de les utiliser systématiquement ».

On estime, pour la seule banque Eotek, à un millier de personnes seulement le nombre de clients réguliers ou épisodiques chaque année, soit un total de 2 000 heures de connexion.

Autre raison de ces réserves : la difficulté de dialoguer avec ces nouveaux instruments. Des procédures compliquées, des mots de passe, des codes à répétition,

bref, autant d'obstacles pour qui n'est pas documentaliste. Mais le minitel est en train de tout changer.

C'est un des principaux constats émis après l'opération de promotion financée par le ministère de l'environnement et lancée en octobre dernier avec deux autres banques elles aussi tournées vers l'aménagement du territoire, Urbamet pour l'urbanisme et Résagri pour l'agriculture (le Monde du 17 décembre 1986).

Cinq mille personnes initiées

5 000 personnes — dont 90 % n'avaient jamais interrogé une banque de données — ont été initiées au cours de 110 manifestations dans 51 départements. Grâce au minitel, la banque de données bibliographiques ne fait plus peur. « Ce nous oblige à préparer une version de notre banque munie d'un mode d'interrogation simplifié à celui de l'annuaire électronique ou à celui d'un catalogue électronique de vente par correspondance », précise Philippe Boyer.

Des élus, des employés de bureaux d'études, des personnels de l'adminis-

tration, des responsables de services techniques, des étudiants et leurs professeurs ont constitué 75 % de l'audience de cette campagne de sensibilisation. Pour eux, tout un apprentissage a été développé à cette occasion, à commencer par le vocabulaire et le planotage sur clavier.

Autre conséquence, indirecte mais bénéfique pour les organisateurs : des personnes invitées se sont rendu compte qu'elles pouvaient non seulement consulter ces outils, mais aussi faire partie du réseau de correspondants qui enrichissent régulièrement le fond documentaire de la banque.

Ce fut la première opération conjointe de ce genre en France, entre plusieurs banques il est vrai, plus complémentaires que concurrentes. Mais pourquoi des banques de données axées sur le marketing, la médecine, l'océanographie ou le commerce international n'useraient-elles pas d'un moyen similaire pour se faire connaître, pour faire connaître les banques de données et aussi... pour enrichir leurs mémoires ?

NICOLAS ROUSSEAU

الاحد الثاني

Les mesures sur la protection sociale

M. Chirac cherche l'appui des professions de santé

En choisissant de donner les premières informations sur les « états généraux de la protection sociale » au cours des assises du Centre national des professions de santé (1) et en répondant à plusieurs de leurs demandes, M. Jacques Chirac a, vendredi 20 mars, voulu obtenir l'appui des professionnels de santé pour le plan de rationalisation de l'assurance-maladie décidé par le gouvernement.

En effet, le premier ministre a annoncé que « le grand débat national des états généraux de la protection sociale » doit être lancé avant l'été, mais, sans doute, si nous voulons aller au fond des choses, ce processus de l'autonomie, et qu'il appartienne au gouvernement aussi à l'ensemble des composantes politiques, économiques et sociales de la protection sociale ». Signe que le gouvernement a choisi de faire des « états généraux » une opération à plusieurs volets, avec notamment un objectif politique.

Dans ce débat, le premier ministre a annoncé que les professionnels de santé seraient « partie prenante ». Mais, dans l'immédiat, il sollicite leur participation au plan de « rationalisation de l'assurance-maladie » : les mesures prises « supposent une implication active de tous les professionnels de santé, au premier chef des médecins, mais pas seulement d'eux. Vous avez tous une responsabilité première : prescripteurs, dispensateurs de soins, distributeurs de médicaments... Il vous appartient à tous de tout mettre en œuvre pour assurer la bonne application du plan », a dit M. Chirac, précisant : « A vous d'expliquer à vos patients les raisons de la réalité et les limites à la fois de votre art (...) et des possibilités de la collectivité ».

Pour obtenir cet appui, le premier ministre a fait valoir que « l'avenir

du système de soins à la française », et « le devenir de l'exercice libéral » des professions de santé en dépend. Mais il a aussi donné satisfaction à certaines revendications des libéraux, notamment des médecins, qui se plaignent de la concurrence des établissements publics (hôpitaux, centres de santé, SAMU). Dénonçant « la concurrence souvent biaisée qui est faite par des organismes dépendant de la collectivité publique ou des régimes de protection sociale », il a affirmé : « La collectivité publique doit se désengager des secteurs où elle est intervenue abusivement. Arrêtons les empiétements et retirons vite la main de la menace est la plus immédiate : l'organisation des urgences, la prévention sanitaire, les alternatives à l'hospitalisation... Les libéraux eux-mêmes se disputent certaines de ces tâches, le premier ministre a invité à « trouver des compromis rationnels ».

Plus concrètement, M. Chirac a promis d'améliorer la protection sociale des « conjoints-collaborateurs » des professions libérales — notamment des médecins — en déposant à la prochaine session un projet de loi qui leur permettra de « se constituer des droits propres à la retraite (comme c'est déjà le cas pour les commerçants, par exemple) cumulables avec ceux dont ils pourraient bénéficier dans d'autres régimes ».

Bref, aux pharmaciens, M. Chirac a assuré que « le gouvernement défendra notre système de distribution pharmaceutique et qu'il ne remettra pas en cause la distribution de la parapharmacie », alors que des projets antérieurs envisageaient la suppression du monopole des officines sur ce point et la vente de médicaments dans les grandes surfaces.

(1) Celui-ci réunit 21 organisations syndicales, affirmant représenter 250 000 adhérents.

Six fédérations de fonctionnaires adressent une mise en garde à M. de Charette

Six fédérations de fonctionnaires sur sept, la FEN, FO, la CFDT, la CFTC, la CGC et la Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF), ont adressé, le vendredi 20 mars, une mise en garde à M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique. Dans un communiqué commun rédigé à l'issue d'une réunion au siège de la FEN, elles ont constaté qu'elles n'avaient reçu « aucune réponse » à leur lettre du 15 février au ministre.

Dans cette lettre, envoyée après l'échec des négociations salariales pour 1987, elles demandaient à M. de Charette « d'engager une discussion de fond sur la politique salariale dans la fonction publique », et « de leur faire connaître les mesures particulières qu'il compte prendre, notamment dans le domaine des salaires et des moyens salariaux et de la mutualisation des pensions ».

Dans l'immédiat, les six fédérations, qui avaient été récemment toutes regrouper par M. de Charette, ont décidé de « suspendre » leur participation aux trois groupes de travail créés en novembre 1986 sur la modernisation de la fonction publique. Elles lancent, par ailleurs, un ultimatum aux pouvoirs publics : « Si, à l'occasion du conseil supérieur du 26 mars, le ministre de la

fonction publique ne pouvait apporter des réponses claires au problème posé, les six organisations appellent l'ensemble des fonctionnaires à se mobiliser en vue d'une action d'ampleur nationale au cours du deuxième trimestre 1987. »

● Progression de la CGT à Peugeot-Sochaux. — La CGT a encore progressé sur l'échelle de délégués du personnel de Peugeot-Sochaux, gagnant près d'un point et demi dans le premier collège (ouvrier), passant de 47,14 % à 48,81 % des suffrages exprimés, au détriment de la plupart des autres syndicats (CFDT, CFTC, CSI) et grâce à une plus forte participation (66,3 % de votants et 80,2 % d'abstention). Dans le deuxième collège (employés, techniciens, agents de maîtrise et cadres), la CGT reste majoritaire avec 52,07 % des suffrages exprimés, mais elle a perdu plus de 1,6 point au profit de la CGT et de la CFDT. Résultats : premier collège, 17 347 inscrits, 13 914 exprimés, CGT 48,81 %, CFDT 18,14 %, FO 15,07 %, CFTC 9,2 %, CSI 7,95 %. Deuxième collège : 5 451 inscrits, 4 732 exprimés, CGC 52,07 %, CFDT 16,01 %, FO 15 %, CGT 9,42 %, CFTC 6,34 %, CSI 4,08 %.

● Prix : + 0,4 % en Grande-Bretagne. — En Grande-Bretagne, les prix de détail ont augmenté de 0,4 % en février. Ce pourcentage est le même qu'en janvier dernier.

Le taux d'inflation sur douze mois s'est ainsi maintenu au niveau de janvier, soit 3,9 %, alors qu'il atteignait 5,1 % un an auparavant. Le chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson, a déclaré que le rythme annuel de hausse des prix dépasserait 4,5 % dans le courant de l'été pour retomber à 4 % en fin d'année.

D'autre part, l'économie britannique a enregistré en 1986 une croissance de 2,6 % contre 3,4 % l'année précédente. En 1985, le PIB avait bénéficié du rattrapage qui avait suivi la longue grève des mineurs de 1984.

Retard dans les investissements, défaut de marketing

Le prêt-à-porter français en perte de vitesse

Les professionnels français du prêt-à-porter ont mauvaise réputation. Ils ne savent pas exporter, livrent avec retard et n'ont aucune aptitude pour cette activité clé qu'est le marketing. Les Allemands et les Italiens ont collé au poteau, en Europe et aux États-Unis, les fabricants de l'Hexagone.

Une production qui stagne, des exportations languissantes, des importations en constante augmentation sont autant de sujets de préoccupation pour le prêt-à-porter français. Les statistiques officielles sont en effet accablantes. Dans le secteur de l'habillement, la production française est en plein marasme. En 1978, elle atteignait 142 244 tonnes ; en 1984, 120 611 tonnes ; en 1986, elle sera à peine supérieure à 107 300 tonnes (1). Les exportations ont connu une certaine progression entre 1978 (25 930 tonnes) et 1980 (30 600 tonnes), mais n'ont cessé de régresser depuis lors pour atteindre 27 617 tonnes en 1986. Le bon résultat de l'année 1985 (31 623 tonnes) n'est dû qu'à une fluctuation du dollar, qui n'a pu enrayer la chute des exportations l'année suivante. La balance commerciale a été en 1986 déficitaire de 1,8 milliard de francs. Les exportations n'ont augmenté que de 0,5 % alors que les importations croissent de 17 %. En 1985, la France était déficitaire de 74 millions de francs.

Mais ce sont les chiffres des importations qui apportent la preuve du déclin français. Elles ont passé de 43 504 tonnes en 1978 à 81 945 tonnes en 1985 (94 800 tonnes sont prévues pour 1986). Le taux moyen des importations a donc progressé de 7,2 % depuis 1978. Une étude plus fine des statistiques démontre que, sur un marché élargi, les points de consommation (en 1982, après la relance décidée par le gouvernement socialiste ; en 1986, grâce au contre-choc pétrolier) ont été assurés grâce aux importations, la production française diminuant dans le même temps. Ainsi, la balance commerciale (tonnes en volume) était déficitaire de 17 574 tonnes en 1978, de 51 387 tonnes en 1982 et atteignait 67 000 tonnes en 1986.

Les causes de cette mauvaise santé sont multiples. Les industriels français ont investi trop tard. Ils ont été distancés, entre 1978 et 1982, pendant que leurs principaux concurrents, notamment les Allemands et les Italiens, ont investi à l'étranger mais aussi formé leur personnel, organisé leurs salons.

Une adaptation désormais urgente

En France, ce n'est qu'à partir de 1980 qu'un effort fut fait : « Entre 1980 et 1984, 170 millions de prêts participatifs ont été distribués, et le Comité interprofessionnel de réadaptation des industries textiles et de l'habillement a partagé pour sa part 403 millions de francs de subventions entre 1981 et 1983 » (2). Seconde raison : les Français ont visé « la mauvaise cible », afin de créer rapidement des usines qui leur permettraient de ne faire connaître, puis d'exporter, ils ont opté pour une mode « exotique ». C'est « un style qui plaît aux jeunes, mais c'est une population marginale en régression et peu solvable », déclare un spécialiste. Pendant ce temps, l'Allemagne et le Japon ont adopté une mode internationale, qui s'adressait à une population plus âgée (trente-quarante-cinq ans), en définitive plus nombreuse et surtout plus riche. De plus, « les fabricants croient encore que la notoriété de la France est telle que les étrangers vont se déplaier, les faire venir », affirme Alain Manonhian, fort de sa réussite à l'exportation.

Dernier argument enfin : les prix pratiqués par les Français ne sont pas compétitifs. Grâce à la délocalisation, c'est-à-dire à la sous-traitance à des usines implantées à l'étranger, les prix de revient ont baissé, mais le coût de développement ou le main-d'œuvre est peu élevé, les pays d'Europe du Nord et les États-Unis sont parvenus à diminuer leurs prix de revient. L'Allemagne, par exemple, délocalise en moyenne le quart de sa pro-

Cette sévère condamnation devient unanime. Les acheteurs s'affirment, on le chuchote dans les Salons étrangers, où les Français sont mal représentés. Les industriels, qui ont misé sur l'exportation, n'hésitent pas eux-mêmes à condamner leurs confrères. Quant aux pouvoirs publics, ils ne cachent pas leur inquiétude.

Il leur faut sans retard leurs commandes ; enfin, il leur faudra faire preuve de leur sens du marketing. Ce salon aura lieu aux Tuileries, du 21 au 25 mars, avec l'aide du ministère de l'Industrie.

Mais une telle initiative sera-t-elle suffisante ? Malgré la multiplication des manifestations, les Français restent mal connus et mal aimés. L'institut supérieur de la mode n'est qu'un ses balbutiements. Le soutien aux jeunes créateurs laisse à désirer et aucune formation initiale digne de ce nom n'est inscrite au programme de l'éducation nationale. La France est-elle en train de perdre l'un de ses fleurons ?

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(1) Les statistiques peuvent être données en valeur ou en volume. Les chiffres en volume sont considérés comme plus fiables par les experts car ils ne sont pas soumis aux multiples aléas des parités monétaires. Les fabricants de mode préfèrent donner des chiffres en valeur : une chemise fabriquée à Hongkong pèse moins lourd dans les statistiques qu'une chemise signée Pierre Cardin. Quant aux données de l'année 1986, elles ne sont encore qu'imprévues.

(2) Stratégies et performances dans les industries de la mode, Alain Tuloup, Edito, de l'Adido, 331 p.

Guerre de Salons

L'adaptation de l'industrie française est désormais urgente, d'autant que de plus en plus d'articles de prêt-à-porter sont désormais liés à la mode. Les acheteurs (c'est-à-dire les magasins) sont prudents. Ils continuent leurs rayons tard dans la saison, testent les modèles avant de commander des « réserves », dont ils attendent une livraison rapide. Or les grandes industries du prêt-à-porter n'ont pas la souplesse nécessaire pour répondre à ce type de demande. Les créateurs, eux, ne disposent pas toujours de moyens de production nécessaires. Quant aux PME, elles n'ont pas de structures spécialisées dans l'exportation et le marketing.

La Fédération française du prêt-à-porter féminin affirme avoir tiré son épingle du jeu, en dépit de cette dégradation généralisée. « Comment peut-on dire que nous ne savons pas exporter, alors que notre balance commerciale était bénéficiaire de 1,9 milliard de francs en 1986 », s'exclame M. Bernard Dancieux, secrétaire général du syndicat, en brandissant ses statistiques. Mais des statistiques plus fines viennent, là encore, pondérer cet enthousiasme. Pour les manteaux (exemple de vêtements de base, peu liés à la mode), la France répondait, en 1979, à 90 % de la demande intérieure ; elle aura perdu dix points en 1986. Pour le chemisier (exemple d'article de mode fréquemment renouvelé), les chiffres sont impitoyables : en 1978, les fabricants de l'Hexagone produisaient 55 % des robes vendues en France ; en 1986, à peine 40 %. Ce sont les importations de produits pour hommes, qui, avec un déficit de 2,9 milliards de francs (en augmentation de 20 %), expliquent ce mauvais score.

Certains ont décidé de réagir seuls. Ainsi, Carole Rohmer, une PME de trois cents personnes, va organiser elle-même ses propres manifestations. La Fédération aussi a décidé de se reprendre. Chaque saison, à compter de 1988, deux Salons seront organisés. Le premier sera spécialisé dans les grosses pièces de base, moins liées à la mode, et qui demandent un délai de livraison de six mois, et, afin de renforcer l'effet de synergie, il aura lieu en même temps que le Salon pour hommes (20 % des acheteurs sont communs). Un second Salon, plus tardif, sera réservé aux créateurs de mode.

Mais le retard des professionnels a été mis à profit par un organisateur privé, M. Jean-Pierre Fain, qui a sélectionné les meilleurs fabricants : « Ils doivent être français, précise M. Fain, créatifs, et pouvoir

A TRAVERS LES ENTREPRISES

La Banque de l'Union européenne s'associe avec deux banques soviétiques

La Banque de l'Union européenne (BUE) a signé un protocole de coopération bancaire pouvant déboucher sur la création d'une société mixte avec deux banques soviétiques (la banque d'Etat et la Banque pour le commerce extérieur), a annoncé l'établissement, vendredi 20 mars. Depuis l'adoption, le 1^{er} janvier, de la loi soviétique permettant désormais aux compagnies étrangères de créer des sociétés mixtes avec des partenaires soviétiques, c'est la première application concrète de cette réforme. Dans un premier temps, il ne s'agit que d'un accord de coopération. La BUE et sa maison mère, la Compagnie financière du crédit industriel et commercial (CFCI), ainsi que la Banque commerciale pour l'Europe du Nord (établissement soviétique de droit français) créeront avec leurs partenaires soviétiques un groupe de travail composé d'experts, afin de « promouvoir la constitution et d'aider au fonctionnement et au financement de sociétés de capitaux mixtes en URSS ». Dans une seconde phase est envisagée la création d'une société mixte, une vraie « banque d'affaires » franco-soviétique. Quelques heures plus tard, le Crédit lyonnais et la Banque commerciale pour l'Europe du Nord ont signé un protocole d'accord proche de celui de la BUE avec les deux mêmes banques soviétiques.

Semi-conducteurs : coup d'arrêt aux investissements nippons aux États-Unis

Nouvelle étape dans la guerre américano-japonaise dans les composants : selon le quotidien économique que Nihon Kogyo Shinbun, les cinq principaux fabricants nippons de semi-conducteurs vont vraisemblablement reporter tout nouvel investissement aux États-Unis. Ainsi Hitachi va retarder le début de la production dans son usine du Texas, tandis que Mitsubishi réviserait son calendrier pour son usine de Carolina du Nord. NEC abandonne, quant à lui, ses projets d'investissements dans les semi-conducteurs en 1987, et Fujitsu va vraisemblablement renoncer à construire une usine aux États-Unis. De même, Toshiba étudie le report des investissements destinés à accroître la production de son usine californienne. — (AFP.)

ETRI-Japon sous administration judiciaire

ETRI-Japon, filiale de la PME française ETRI SA, victime du piratage d'une entreprise japonaise, vient d'être placée sous administration judiciaire. Cette mesure intervient après le dépôt de bilan, le 10 mars dernier, de sa maison mère. Spécialisée dans les ventilateurs destinés à l'industrie électronique, ETRI-Japon affiche un passif cumulé de 1,9 milliard de yens, soit 78 millions de francs (voir le Monde Affaires du 21 mars 1986).

La SICADA rachète l'activité « viandes » de Caby

La SICADA (Société d'intérêt collectif agricole de l'Arménie) d'Ally-sur-Somme (Somme) rachète les activités de découpe et de régoles de viandes de la société Caby, à Saint-André, près de Lille (Nord). La SICADA (400 salariés, 550 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale du groupe Alliance (1200 salariés, 2,15 milliards de francs de chiffre d'affaires), est spécialisée dans la collecte du bétail, l'abattage, la découpe et la commercialisation de la viande. Le département « viandes » de Caby, qui emploie 44 salariés, a représenté, en 1986, le tiers des 650 millions de francs réalisés par l'ensemble de l'entreprise. Caby recense ses activités sur la charcuterie-salaisonnerie.

CGCT : modification de la proposition d'ATT

L'entreprise américaine ATT a modifié son offre de reprise de la CGCT (Compagnie générale de constructions téléphoniques) : la SAGEM et l'OFF (Omnium financier de Paris), vont se substituer aux cinq SICAV qui devaient participer au montage financier.

Le schéma financier initial prévoyait, rappelle-t-on, une prise de participation directe d'APT (la filiale commune d'ATT et de Philips) à hauteur de 20 %, le reste du capital (80 %) étant ventilé comme suit : 20 % pour la société française SAT, 20 % pour la Compagnie du Midi et 40 % pour cinq SICAV détenues par les banques Morgan et Neufville-Schlumberger-Mallet. Or la participation de ces SICAV posait un problème en raison des doutes planant sur leur nationalité (le Monde du 6 mars 1987).

Elles seront donc remplacées par la SAGEM (actionnaire de la SAT) pour 20 % et par l'OFF (société d'investissement du groupe Total) pour le même montant, indique-t-on auprès d'APT, aux Pays-Bas.

Le montage devrait donc se conformer strictement à la loi de privatisation, qui demande que la participation directe étrangère dans une entreprise à privatiser ne dépasse pas 20 %, et sa participation indirecte 40 %.

F. V.

Buhler à Rhône-Poulenc

Le brillant Buhler étincelle désormais sous pavillon néerlandais. Le groupe chimique Akzo d'Arnhem vient en effet de signer un accord de principe avec Rhône-Poulenc en vue de lui racheter toutes ses activités dans les produits d'entretien. Ces activités sont représentées, d'un côté par la filiale Buhler-Fontaine, qui sera intégralement absorbée ; de l'autre par une division de Rhodoc, qui sera cédée à Akzo. Cet ensemble industriel emploie cent soixante-dix personnes et réalise un chiffre d'affaires de 180 millions de francs. Il sera intégré à la branche produits de consommation d'Akzo (5,1 milliards de francs de chiffre d'affaires environ).

Sursis jusqu'au 27 avril pour les chantiers navals de La Rochelle

Le tribunal de commerce de La Rochelle a décidé, le 20 mars, de prolonger jusqu'au 27 avril la période d'observation, initialement fixée au 20 mars, avant de décider du sort des Ateliers et chantiers de La Rochelle-Pallice (ACRP) qui a déposé son bilan. Ces chantiers n'ont plus aucune construction en cours et sept cents des huit cent cinquante salariés sont en chômage technique. La construction d'un paquebot à voile, souhaitée par l'armateur havrais M. Jean-Marie Poylo, est toujours espérée, mais aucune commande ferme n'a été passée, et les chantiers ont été contraints de déposer leur bilan le 3 mars dernier. Le tribunal de commerce avait alors nommé un administrateur provisoire et déclaré la cessation de paiement.

VEBA privatisé le 23 mars

VEBA, quatrième groupe industriel d'Allemagne fédérale, sera intégralement privatisé à partir de lundi 23 mars, a annoncé, vendredi 20 mars, le ministre ouest-allemand des finances, M. Gerhard Stoltenberg. L'Etat fédéral va vendre sa participation de 25,55 % dans le capital du groupe pétrolier par l'intermédiaire d'un consortium bancaire (vingt-huit banques allemandes et trente-trois banques étrangères). Le cinquième de ce placement sera réservé aux investisseurs étrangers. Les 10,1 millions d'actions détenues par l'Etat fédéral seront vendues au prix de 250 DM l'action de 50 DM au nominal, prix très proche du dernier cours boursier (253 DM). Cette vente rapportera plus de 2,5 milliards de deutschemarks aux caisses de l'Etat fédéral.

Privatisation de la BTP

Le comité d'entreprise veut être informé

Le comité d'entreprise de la Banque de bâtiment et des travaux publics (BTP), dont l'offre publique de vente débute le 6 avril, veut d'intimer une action en référé contre son président, M. Alain Trepoux, et le ministre de la privatisation, M. Balladur. En vertu de l'article L.432-1 du code du travail, il existe, en effet, une obligation d'information et de consultation du comité d'entreprise « lors de la modification de l'organisation juridique de l'entreprise ».

Le comité d'entreprise, qui a « son opinion » sur le moyen d'acquiescer à la vente de la banque, entend donc connaître les propositions des représentants éventuels et leurs projets d'entreprise, assisté d'informateurs que M. Balladur a toujours refusé de fournir avant sa décision (quoique c'est lui qui désigne ce moyen dur). Le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris se prononcera, mercredi 25 mars, sur la recevabilité de cette action, qui pourrait, si elle était acceptée, retarder la privatisation de cette petite banque.

Accord définitif sur la dette mexicaine

Le Mexique et ses banques créancières ont officiellement signé, vendredi 20 mars à New-York, l'accord qui ouvre à ce pays 7,7 milliards de dollars de nouveaux crédits bancaires et rééchelonne 43,7 milliards de dollars de dettes. 5 milliards sur 7,7 sont accordés sur douze ans avec un délai de grâce de cinq ans. Cette signature met fin à près de neuf mois de tractations entre Mexico et les banques privées pour mettre en œuvre le plan d'assistance financière présenté en juillet 1986 par le Fonds monétaire international (FMI).

Ce plan, qui associe les banques privées et les créanciers officiels, représente un total de financement bancaire de 60 milliards de dollars, le plus important jamais réalisé, a précisé le Citibank, chef de file de plus de 400 banques privées créancières du Mexique.

Le Mexique, dont la dette avoisine les 100 milliards de dollars, a obtenu un taux d'intérêt plus faible que celui accordé à la plupart des autres pays. Sur l'ensemble des financements (crédits nouveaux et rééchelonnés), le taux d'intérêt annuel sera égal au Libor (London Inter Bank Offered Rate), soit

6,5 %, plus 13/16^e de parts, a indiqué la Citibank.

Le Mexique économisera ainsi environ 250 millions de dollars par an. Les accords de refinancement récemment passés par les banques commerciales avec d'autres pays endettés prévoient, pour la plupart, un taux d'intérêt supérieur d'un ou deux points au Libor.

● Prix : + 0,4 % en Grande-Bretagne. — En Grande-Bretagne, les prix de détail ont augmenté de 0,4 % en février. Ce pourcentage est le même qu'en janvier dernier.

Le taux d'inflation sur douze mois s'est ainsi maintenu au niveau de janvier, soit 3,9 %, alors qu'il atteignait 5,1 % un an auparavant. Le chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson, a déclaré que le rythme annuel de hausse des prix dépasserait 4,5 % dans le courant de l'été pour retomber à 4 % en fin d'année.

D'autre part, l'économie britannique a enregistré en 1986 une croissance de 2,6 % contre 3,4 % l'année précédente. En 1985, le PIB avait bénéficié du rattrapage qui avait suivi la longue grève des mineurs de 1984.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

LES géloulées de mars n'ont pas rafraîchi l'atmosphère rue Vivienne. Pour la seconde semaine consécutive, le marché s'est employé à consolider les positions conquises en début de mois. Mais alors que l'effacement de la baisse constitue le lot habituel de ce type de manœuvre, la résistance s'est organisée. Si bien organisée même qu'à l'issue d'un fort poussé avec ses plus hauts niveaux, la Bourse de Paris s'ajustait en l'espace de cinq séances un gain de 0,8 % environ.

La performance est jolies, survenant à la veille de l'échéance boursière mensuelle. La liquidation aura en effet lieu lundi prochain 23 mars. Sans être somptueuse, elle est de bonne qualité (+ 8 %) et porte aux alentours de 13 % la hausse enregistrée depuis le début de l'année. Dans les conditions qui ont précédé ces derniers jours sont les lambris, tout porte maintenant à croire que cette liquidation est déjà faite, on peut s'en fiant, et que la séance réservée à cet effet sera de pure forme.

Tous les professionnels se disaient très agréablement surpris de la tournure prise par les événements. La Bourse a-t-elle eu de la chance ? Ses anges gardiens ont, en tout cas, bien fait les choses. Les derniers indicateurs sur la marche de l'économie démontrent que la situation n'est pas si mauvaise que cela, avec pour fléchir, une réduction du déficit commercial, un indice des prix redressé (entre 0,1 % et 0,2 %) et, d'après la Banque de France, une activité industrielle plus soutenue et en voie d'amélioration. Certes, il n'y a pas de quoi se vanter. Mais autour de la corbeille, à force d'anticiper, on ne déteste pas de temps à autre entendre le son du violon. Et puis les entreprises françaises continuent à publier leurs résultats pour 1986. Sauf exception, dans la majorité des cas, les profits s'élevaient confortablement (+ 12 % pour l'Air liquide), parfois de façon spectaculaire, comme dans le cas de Minum (+ 80 %). Mais le marché a été très sensible aussi à la stabilité des changes. L'accord du Louvre n'est peut-être qu'un écran de fumée, mais il fonctionne. C'est tout ce qui

Une consolidation musclée

importe. Et dans ces conditions, l'espoir d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt rend. En fin de semaine, sur le marché obligataire, beaucoup tablent sur un geste de la Banque de France, qui, disaient-ils, pourrait à nouveau abaisser son taux d'intervention.

Il y avait déjà là de quoi rétenir l'attention des candidats au placement. L'actualité en a rajouté et s'est montrée généreuse. La politique dans la majorité sur l'argent, on nous, de relancer l'économie a littéralement étonné la Bourse, et la Rue de Rivoli a en beau démentir, l'idée a fait son chemin dans les traverses. « Elle n'est pas folle, disaient-ils, car il faudra bien présenter quelque chose aux élections présidentielles dans un an ». L'argument paraît irréfutable. Pour M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, c'est toujours « oui ». En revanche, rue Vivienne, certains sont prêts à prendre le pari contraire. « Ce ne serait pas la première fois qu'un ministre se dédit », entendaient-ils.

Est-ce pour cette raison ? Déjà assez actifs ces derniers temps, les investisseurs étrangers, surtout japonais, auraient-ils pris des précautions, ont procédé à de très gros achats. De leur côté, les organismes de placement collectif et les institutions ne sont pas restés inactifs. La fin du trimestre est proche et beaucoup souhaitent ne pas conserver trop de liquidités pour présenter des bilans de la meilleure qualité possible. De sorte que les ventes bénéficiaires effectuées en prévision de la liquidation ont été remarquées, bien absorbées. Paris, il est vrai, bénéficie, comme New-York, d'une aura très particulière. D'après les futures-rogues financiers, ce seront les deux places branchées de l'année. Pour l'instant, Wall Street est, c'est indéniable,

et il n'est pas impossible, en plus, que l'effet de contagion ait joué avec la pluie de records tombée de l'autre côté de l'océan.

Les analystes français travaillant sur graphiques sont, eux, très optimistes pour notre marché. Vu le tracé des courbes et la tournure prise par les événements cette semaine, quelques-uns sont formels : la Bourse va entrer dans une nouvelle phase de hausse. Ne serait-ce pas plutôt d'expansion ? D'après les dernières statistiques de la chambre syndicale des agents de change, l'activité sous les lambris s'est encore fortement accrue pour les deux premiers mois de l'année avec un volume global de transactions atteignant 430 milliards de francs. La progression par rapport aux chiffres de la période correspondante de l'année écoulée est de 49,2 %. Le pompon est tenu par le second marché avec 257 % d'échanges en plus.

« C'est tout simplement étonnant », disent, étonnés, un vieux habitué. La preuve est administrée que la révolution est en marche quelque part entre la rue Vivienne et la rue Notre-Dame-des-Victoires. La réforme du statut des agents de change, annoncée la semaine dernière, ne constitue que la partie émergée de l'iceberg. On n'a, paraît-il, encore rien vu.

Des événements de la semaine, on retiendra la belle tenue du BTP FOPE surprise lancée par Epeba-Bertrand Fama sur Lachaire (1 EBF pour 4 Lachaire), semée-4-1, acceptée par l'Etat, et la montée en flèche de CSF, vedette-étouffée incontestée. L'action de la filiale du groupe Thomson s'est approchée à moins de 3 % de son plus haut niveau de toujours (1 765 F).

La rumeur assure que CSF serait chargé de bouffer d'électronique les sous-marins que l'Armée navale pourrait acheter à la France dans le cadre d'un contrat d'armement. La Bourse, elle, est boursée de dynamisme.

ANDRÉ DESSOT.

Semaine du 16 au 20 mars

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Au-dessus des 2 300

Tous les records ont été battus cette semaine à Wall Street et le marché, à la veille du week-end, s'est offert le luxe de franchir en beauté la fameuse barre psychologique des 2 300 points. Les « trois sorcières » tant redoutées, se sont, elles, enfuies sur leur balai. Les boursiers de New-York appellent les « trois sorcières » la triple échéance à terme survenant chaque trimestre (contrats sur options, indices et actions) et qui provoque à son déroulement une grande volatilité des cours. Cette fois, ces opérations se sont déroulées sans le moindre problème. Le sentiment sur « Big Board » était, il est vrai, sacrément hanté, grâce à la rumeur des puts de pétrole mais aussi à la rumeur imprévue des mines en chantier de logements (+ 2,6 %) en février. A la veille du week-end, journée des « trois sorcières », le Dow Jones s'élevait à 2 333,52, avec un gain de 13,95 points sur son niveau de la veille et de 74,86 points sur celui du 13 mars. L'activité hebdomadaire a porté sur 910,44 millions de titres contre 853,69 millions.

	Cours 13 mars	Cours 20 mars
Alcoa	43 3/4	44 3/4
AT&T	23 3/8	23 7/8
Boeing	52 1/4	52 1/2
Chrysler	38 1/4	38 1/4
Du Pont de Nemours	107 1/2	113 7/8
Eastman Kodak	75 1/8	77 1/4
Exxon	52 5/8	55 1/8
Ford	79 3/4	81 3/4
General Electric	105 1/8	107 1/4
General Motors	77 7/8	78 1/4
Goodyear	53 1/4	55
IBM	144 7/8	148 1/2
ITT	45 1/4	46 3/4
Mobil Oil	45 1/4	48 3/4
Pfizer	37 5/8	37 7/8
Schlumberger	37 5/8	38
Tesco	58 7/8	59 5/8
Union Carbide	28 7/8	28 3/4
USX	25	27 1/4
Westinghouse	42 3/8	43 1/2
Xerox Corp	72 5/8	74 1/2

LONDRES

Progrès

L'optimisme observé la semaine précédente n'est pas pour rien. Les marchés ont été très favorablement impressionnés par le budget de l'Etat présenté mardi par le chancelier de l'Echiquier, et également par la réduction des taux d'intérêt bancaires et hypothécaires. Les déclarations officielles pour la recherche pétrolière, ainsi que la hausse des prix du brut, ont contribué à la baisse des valeurs concernées.

Indice « FT » du 20 mars : industriel 1 598,9 (contre 1 583,97) ; moyen 1 562,4 (contre 1 548,1) ; fonds d'Etat, 92,04 (contre 89,87).

	Cours 13 mars	Cours 20 mars
Beecham	432	436
Bois	412	414
Brit. Petroleum	319	326
Charter	317	331
Commerzbank	382	419
De Beers (*)	10 25/32	11 1/4
Glaxo	15 9/16	15 3/4
Gr. Univ. Stores	18 5/8	18 1/2
Imp. Chemical	13 3/8	13 1/4
Shell	12 9/16	12 1/2
Unilever	25 1/4	25 3/8
Victrex	48 1/2	49 1/2
War Loan	39 1/4	40 1/2

(*) En dollars.

FRANCFORT

Au plus bas de l'année

Le moral au plus bas, le marché allemand a poursuivi sa descente aux enfers, et encore baissé de 3,9 %, pour arriver à son plus bas niveau de l'année. Les investisseurs redoutent que les importantes émissions d'actions prévues dans les prochains semaines ne pèsent encore sur les cours. D'autre part, le problème des indemnités à verser aux grands pharmaciens allemands aux hôpitaux atteints par le SIDA a fait très mauvaise impression. Enfin, la rumeur, démentie, que Deimler-Benz à son tour aurait perdu de l'argent dans des opérations de change, a encore ajouté au pessimisme ambiant. Indice de la Commerzbank du 20 mars : 1644,5 (contre 1711,7).

	Cours 13 mars	Cours 20 mars
AEG	312	294
BAWAG	259,10	247
Beier	305,00	285
Commerzbank	257	254,50
Deutschebank	630,00	605
Hochtief	259	250
Karstadt	413	396
Mannesmann	162,50	159
Siemens	671,50	625
Volkswagen	329,00	330,50

TOKYO

Au « top » niveau

Le Kabuto-Cho n'a rien perdu de son dynamisme et, malgré des ventes bénéficiaires, s'est maintenu à ses plus hauts niveaux, croquant même son plafond à la veille du week-end. Sony a été quelque peu affecté par l'annonce d'une baisse de 60 % de ses résultats (1^{er} novembre 1986-31 janvier 1987).

Indices du 21 mars : Nikkei : 21 657,67 (contre 21 497,95) ; indice général : 1 869,70 (contre 1 844,91).

	Cours 13 mars	Cours 20 mars
Akt	452	470
Bridgeport	730	730
Canon	900	857
Fuji Bank	2 640	2 730
Fujitsu	1 550	1 430
Hitachi	1 580	1 790
Mitsubishi Heavy	601	619
Sony Corp	3 360	3 150
Toyota Motors	1 830	1 770

Banques, assurances

sociétés d'investissement

	20-3-87	Diff.
Bell Equipement	489	- 21
Banque (Cie)	1 060	- 14
Catell	1 314	- 37
Chargem SA	1 520	- 18
CFP	1 209	- 3
CFI	610	+ 4
Eurofrance	3 150	+ 4
Héris (La)	779	+ 28
Imm. P. Mousses	420	+ 3
Locafiance	748	+ 32
Locobus	955	- 1
Midi	1 554	+ 10
Midland Bank	1 581	+ 8
OF	1 725	+ 6
Paris, de rém	853	- 7
Péribail	1 525	+ 65
Schneider	1 547	+ 44
UCB	545	- 44

Métallurgie

construction mécanique

	20-3-87	Diff.
Alpi	525	+ 7
Avions Dassault-B.	1 295	- 5
Chiers-Châtillon	83,50	- 1,35
FACOM	1 970	- 11
Fives LI	523	- 10
Maria Wende	551	+ 11
Penhoit	1 591	+ 56
Peugeot SA	1 455	+ 5
Poclain	37,20	- 1
Sagem	3 500	+ 100
Safran	882	- 3
Valéo	565	+ 19
Valloire	163,10	- 6

Les SDR en plein virage

Tout arrive à qui sait attendre. Depuis plusieurs mois les sociétés de développement régional, les SDR, étaient à la recherche d'une ouverture sur le marché obligataire pour lever des fonds dans de bonnes conditions. Le moment est, semble-t-il, venu. Elles s'approprient à présent, lundi 23 mars, trois emprunts groupés pour un montant total de 1,41 milliard de francs.

Pour les 19 SDR qui couvrent le territoire français, le refinancement de leur activité constitue à l'heure actuelle « le problème numéro un » reconnaît M. Daniel Granjon, le président de la Chambre syndicale des SDR. En effet, sur le front de l'activité, ces « institutions financières spécialisées » ont su amorcer le virage imposé par la révolution financière en cours. Spécialisées notamment dans la distribution de prêts bonifiés par l'Etat, elles ont naturellement souffert de la forte réduction de l'enveloppe de ces prêts depuis 1984. Les forces de vente des SDR ont su développer rapidement des produits nouveaux adaptés à la demande d'une clientèle qu'elles connaissent bien. Il y a trois ans, les prêts aidés représentaient les trois quarts des prêts à moyen et long terme distribués par les SDR, les prêts non bonifiés le quart restant. En 1986, la proportion était presque inversée : les SDR avaient placé 2 milliards de prêts bonifiés et 3,5 milliards de crédits non bonifiés. Un belle reconversion que les SDR sont bien déterminées à poursuivre cette année. Elles ne disposent plus en 1987 que d'une enveloppe de 1,5 milliard de prêts bonifiés. Dans la « commerce » des fonds propres, les SDR ont également su donner au bon moment un net coup d'accélérateur. Alors qu'elles engageaient jusqu'à présent environ 100 millions de francs par an, ce

sont près de 300 millions de francs qui ont été investis en 1986 en fonds propres dans des entreprises, généralement petites ou moyennes. « Près du tiers de nos participations nouvelles le sont dans des entreprises en création », ajoute, non sans quelque fierté, M. Daniel Granjon.

Les sociétés de développement régional se trouvent donc plongées désormais dans une vive concurrence avec les banques. « Le chef d'entreprise n'est plus captif, il nous faut lui proposer des taux intéressants, mais aussi un service de qualité », commente-t-on à la chambre syndicale. Cette concurrence n'est pas facile, dans la mesure où les banques justement sont également actionnaires des SDR (environ 25 % du capital en moyenne). Plutôt que d'une guerre ouverte, M. Granjon préconise « une stratégie de complémentarité des SDR et des banques ». Certaines interventions communes sur le financement à moyen terme des entreprises sont déjà réalisées.

La principale problématique reste donc pour les SDR, celui de leur refinancement. Elles ne disposent pas encore de tous les outils nécessaires pour intervenir opportunément sur les marchés de l'argent. M. Granjon souhaiterait en particulier doter Financier de moyens plus importants et en faire un véritable market maker (faiseur de marché) au service de l'ensemble des SDR. Déjà opérateur financier du groupe, « Financier doit passer à une vitesse supérieure », estime le président de la chambre syndicale. Si rien n'est fait, s'inquiète-t-il, « nous risquons de devenir des artisans sur un marché où travaillent des industriels ». Un appel qu'il adresse aussi aux présidents de ses 19 SDR.

E. T.

Matériel électrique

services publics

	20-3-87	Diff.
Alcatel	2 910	+ 175
Alstom-Atlantique	430	- 5,50
Crouzet	343	- 19
Défense des Eaux	1 492	+ 6
IBM	925	+ 23
M&A Pannay	1 740	+ 40
Intertronic	399,50	+ 6
Lagrang	5 550	+ 10
Lyonnais	1 023	+ 130
Maz	2 581	+ 121
Mertin-Ger	2 684	+ 122
Mourea Leroy-Somer	568	+ 8,90
Motrol	115,40	+ 8,90
PM Labinal	531	+ 3
Radiotechnique	1 600	+ 12
Schneider	241	+ 6
SEB	1 560	+ 19
Siemens	2 095	- 90
Sigaux	691	- 24
Télécom. Electrique	3 528	+ 100
Thomson-CSF	1 710	+ 120

Valeurs diverses

	20-3-87	Diff.
Aacor	453	+ 5
Agence Hertz	2 130	+ 60
Ajourné	2 560	- 10
Bic	850	- 20
Bouygues	1 560	+ 20
CGIP	1 566	+ 27
Club Méditerranée	685	- 2
Emile	3 550	- 70
Eurom	140	- 9
Eurom	3 257	+ 30
Eurom	720	+ 19
L'Air liquide	4 300	+ 55
Navigation Miro	1 200	+ 35
Nord	217	+ 610
Praxair	3 595	+ 155
Saint-Gobain	445	- 7
Sand	885	- 13
Sis Roussel	1 351	- 43

Pétroles

	20-3-87	Diff.
Elf-Aquitaine	342	- 3
Eno	477	- 23
Exxon	511	+ 2
France	348	- 7
Petrofina	1 641	+ 21
Pétrole	1 530	- 9
Primagaz	818	- 22
Raffinage	163,00	inch
Royal Dutch	713	+ 24
Soparap	1 533	+ 4
Total	478	+ 5,50

Valeurs à revenu fixe

ou indexés

	20-3-87	Diff.
41/2 % 1973	1 525	- 25
7 % 1973	7 895	- 140
10/30 % 1975	101,85	+ 0,25
PRB 10/4 % 1976	102,50	+ 0,10
8/20 % 1977	123,50	+ 0,50
10 % 1978	103,45	+ 0,25
9/30 % 1978	102,50	+ 0,50
9 % 1979	101	+ 0,40
10/30 % 1979	105,40	+ 0,50
13/30 % 1980	103	+ 0,13
16/30 % 1981	103,75	+ 0,19
16/30 % 1982	119,05	+ 0,43
15/15 % 1982	115,50	+ 0,20
CNE 3 %	4 228	- 15
CNE 5 %	101,50	+ 0,05
CNE 5 000 F	101,50	+ 0,10
CNE 5 000 F	101,50	+ 0,10
CNT 5 000 F	101,20	+ 0,08

Alimentation

	20-3-87	Diff.
Bighe-Say	723	+ 44
Biscuits	2 770	+ 40
BSN	5 620	+ 10
Carrefour	3 860	+ 62
Cafés	2 340	+ 6
Carrefour	3 860	+ 62
Guyonnet & Gaud	870	+ 20
Leclerc	1 750	- 30
Martell	1 661	- 37
Mont-Thierry	408	- 18
Ulys	1 220	+ 33
Occidentale (Gie)	1 251	- 18
Oliva-Caly	180	- 2,30
Perrier-Ricard	1 071	- 23
Ulys	1 220	+ 33
St-Louis-Bouillon	1 148	- 38
Châ	1 205	- 35
S.S. Sanguin	900	+ 51
Source Perrier	400	+ 18
Veve Chiquet	4 500	+ 50

Filatures, textiles, magasins

	20-3-87	Diff.
André Rouffier	288,50	- 7,50
Agache (Fia)	1 865	+ 30
BFV	631	+ 5
CFAO	2 090	- 13
Dumas-Serviposte	2 700	+ 25
Darty	536	- 8
DMC	705	+ 10
Galeries Lafayette	1 220	+ 33
La Redoute	2 940	+ 50
Nouveaux Galeries	740	+ 12
Parfums	733	+ 18
SCOA	116	- 0,80

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 20 mars 1987

COURS	ÉCHÉANCES			
	Mars 87	Juin 87	Sept. 87	Déc. 87
Frontier	100,40	100,25	100,35	100,20
+ haut	100,50	100,25	100,35	100,20
+ bas	100,35	100,10	100,20	100,10
Dernier	100,40	100,25	100,35	100,20
Compensation	100,40	100,25	100,35	100,20

Nombre de contrats : 17 458.</

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 L'assassinat en Italie du général Giorgieri revendiqué.	6 Les droits de l'homme dans la précampagne présidentielle.	8 Les révélations d'un Père jésuite : Malik Oussakine voulait devenir prêtre.	9 Le nouveau spectacle de Bob Wilson à Berlin.	13 Le prêt-à-porter français en perte de vitesse.	Carnet 11 Météorologie 11 Mots croisés 11 Spectacles 10	● Le mystérieux fi d'Ariane. ● Sondage : doit-on carrer la presse ? ● La Saison des 100000 livres. Actualité, Immobilier, Médias, Bourse, Télémarketing, Sorties. 36-15 Tapez LEMONDE
4 La condamnation en Afrique du Sud d'un coopérant français.	7 Le débat sur la censure divise le gouvernement.	— Sports : footballeurs au chômage.	— Big Bang, le dessin animé de Picha.	14 La revue des valeurs.	RÉGIONS 12 Les budgets des régions pour 1987.	
— L'Australie renforce son dispositif de contrôle du Pacifique sud.	DATES 2 Il y a trente ans, les trains de Rome.			15 Crédits, changes et grands marchés.		

Le président de la République à Rennes

M. Mitterrand joue cohabitation et différence

Rennes
de notre envoyé spécial

La cohabitation, ça marche ! Au moins lors des déplacements officiels du chef de l'Etat. A Rennes, le vendredi 20 mars, pour l'inauguration du réseau câblé de la ville, cela ressemblait même à un mariage consommé... pour qui ne voulait pas y regarder de trop près.

Tradition et décorum républicain sont fidèlement respectés : le maire socialiste, M. Edmond Hervé, et le leader centriste de « son » opposition, le député UDF, Yves Fréville, sont là en compagnie des deux ministres concernés, MM. Alain Madelin et Gérard Longuet, pour accueillir le président de la République. Derrière eux, l'ancien ministre socialiste des PTT, l'ancien et le nouveau président de la mission câble, les deux députés rivaux des Yvelines, MM. Bernard Schreiner et Michel Péricard ; une brochette de hauts fonctionnaires naviguant entre leurs maîtres d'hier et ceux d'aujourd'hui.

Les quelques « accros » passent presque inaperçus : cet ancien responsable des PTT chassé par M. Longuet qui se tient fermement éloigné de celui qui l'a privé de travail ; le ministre de l'Industrie et le conseiller de l'Elysée pour les affaires industrielles, qui ne se connaissent pas, sont présentés l'un à l'autre par des journalistes, et se tournent immédiatement le dos. Surtout il y a cette arrivée du président de la République au cris de « Mitterrand, tiens bon ! » scandés par la petite foule qui l'attend, cris qui doivent résonner curieusement aux oreilles du duo ministériel.

Mais le chef de l'Etat fait comme si de rien n'était. Il entraîne M. Madelin pour visiter les stands ; il appelle « mes chers ministres » pour discuter avec les journalistes lors de la petite réception qui suit les discours ; il bavarde même avec l'un et l'autre de l'imposante réalisation qu'il vient d'inaugurer.

Que pourraient-ils trouver à redire au discours présidentiel, tous ces hommes qui ont été, qui sont, qui seront peut-être, les plus farouches opposants de M. Mitterrand ? Les plus francs reconnaissent qu'ils auraient pu eux-mêmes le prononcer. C'est vrai, le chef de l'Etat parle comme un responsable au-dessus de la mêlée, vantant les mérites d'une réussite de la technologie française, s'offrant même le luxe de constater que si lui est l'incarnation de la faiblesse de la production française de programme, « mes chers ministres qui ne s'entendent y ont déjà réfléchi, je le sais ».

Le chef de l'Etat a rencontré les parents de Jean-Paul Kauffmann

M. François Mitterrand a rencontré à Rennes les parents de Jean-Paul Kauffmann, qui habitent en Ile-de-France. Le protocole n'avait prévu que deux à trois minutes d'entretien, mais le président de la République, qui avait déjà vu deux fois le père et la mère du journaliste retenu en otage, leur a accordé vingt-cinq minutes d'entretien. Ils l'ont interrogé sur le contentieux Eurodiff, sur sa volonté d'accorder éventuellement sa grâce à Anis Nacache, sur le soutien de la France à l'Irak. M. et Mme Kauffmann se sont montrés très discrets sur les réponses du chef de l'Etat, tout en se déclarant « très touchés » du temps qu'il leur avait accordé. Ils ont quand même expliqué qu'ils n'avaient pas « appris grand-chose de nouveau », si ce n'est qu'un émissaire allait partir prochainement à Beyrouth pour s'entretenir avec des responsables locaux du sort de leur fils.

A l'écouter attentivement, le président de la République en profite pourtant pour glisser — discrètement — son message. La continuité de l'Etat d'abord, « souvent mise à mal, ou que l'on prétend rompre et qui ne l'est pas en ce qui concerne l'essentiel ». Exemples à l'appui : le soutien au développement de la Bretagne, le câblage de Rennes dont les travaux ont débuté en 1973, qui a été décidé en 1985 et mis en route en 1987. La nécessaire alliance de l'Etat, c'est-à-dire de la puissance publique, dont provient « forcément l'initiative » pour lancer de nouvelles techniques, des collectivités, à qui la décentralisation a donné les moyens d'agir, et de l'initiative privée ; là encore le câblage de Rennes est un bon exemple.

Pour une Europe audiovisuelle

Puis vient l'insistance sur l'importance de ses propres réalisations : l'autorisation des radios locales, l'ouverture de la télévision au secteur privé, c'est lui ; il ne faut pas l'oublier : « comme président de la République, j'ai incité le gouvernement à élargir ces espaces de liberté » et ainsi à revenir « sur la conception ancienne du monopole de l'Etat ».

Des mises en garde — plus ou moins allusives — au gouvernement aussi. Ces nouvelles radios, ces nouvelles télévisions, « si elles appartiennent aux mêmes mains, aux mêmes groupes, ce serait contraire à l'esprit démocratique qui a présidé à ma décision ». Car il « faut que chacun de ceux qui en a les moyens — je ne parle pas seulement de moyens d'argent, ce serait trop triste — mais de talents, de capacités, puissent s'exprimer ».

L'important c'est en effet « la pluralité », mais attention « il ne faut pas que le pluralisme naturel soit

La Fédération nationale des anciens combattants d'Algérie, Maroc et Tunisie (FNACA) et la fin de la guerre d'Algérie. — La FNACA se félicite du succès remporté par les cérémonies organisées à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie, 19 mars 1982. Selon elle, à Paris, ce sont deux mille porte-drapeaux et douze mille anciens combattants d'Afrique du Nord qui ont rendu hommage aux trente mille militaires français tombés durant la guerre d'Algérie et les combats du Maroc et de la Tunisie. A travers tout le pays, les trois mille cinq cent trente comités locaux de la FNACA ont également organisé une cérémonie. La FNACA « regrette la non-participation du premier ministre qui tout en s'étant fait représenter, a par ses instructions, interdit la présence des autorités civiles et militaires sous prétexte que le gouvernement a décidé de retarder la date du 21 juin 1987 pour commémorer la fin des événements d'Algérie », date sans aucune signification historique.

ISLANDE
geysers
et volcans

avec votre voiture à partir du car ferry «Norröna» de la Smyril Line
Votre agent de voyages ou agent général : Voyages AGREPA
42, rue Etienne-Marcel
75002 Paris. Tél. 45.38.81.50

BACCALAUREAT TOUTES SERIES DE FRANÇAIS EPREUVE DE FRANÇAIS BREVET

PAQUES

- Révision intensive.
- 60 heures de cours.
- Professeurs agrégés, certifiés, membres des jurys de ces examens.

INSTITUT PORT-ROYAL - Enseignement secondaire privé
Membre de la Fédération de l'enseignement privé
5, rue de la Santé, 75013 PARIS - Tél. 43-36-48-00

qualité conflictuelle : c'est un des terrains où se joue le sort de la démocratie ».

Face aux questions des journalistes, M. Mitterrand est encore plus précis : le nouveau paysage audiovisuel va-t-il permettre ce pluralisme ? « Ça devrait être cela, bien entendu, mais si plus y en a, plus c'est la même chose... ». La privatisation de TF 1 ? « Le champ était assez vaste pour créer des télévisions privées sans qu'elle soit nécessaire ». La CNCL ? « J'en pense beaucoup de choses... Allez, bonsoir ».

Prononcer un discours est aussi l'occasion de parler de l'avenir, donc, dans son esprit, de l'Europe. Face à l'envahissement des images américaines et japonaises « je souhaite comme une sorte d'Europe audiovisuelle ». Car « si la France est notre patrie, l'Europe est notre avenir. Si nous tournons le dos à notre avenir que deviendra notre patrie » ?

Les inaugurations de la V^e République ne sont pas celles de la VI^e, car le président de la République en profite toujours pour faire entendre — lui aussi — sa différence.

THIERRY BRÉHER.

Après la conférence de presse de M. Reagan

Téhéran annonce son propre rapport sur l'« Irangate »

Le président Reagan a fait un sans faute à l'occasion de sa conférence de presse du jeudi 19 mars, essentiellement consacrée à l'« Irangate », estimant la plupart des observateurs. Il n'a certes apporté aucun élément nouveau, mais il est apparu plus décontracté et plus au fait des dossiers que lors de sa conférence de presse du 19 novembre, qui avait produit une très mauvaise impression.

Le sénateur démocrate de Géorgie, M. Sam Nunn, considéré comme l'« expert » en matière de défense, a déclaré, vendredi, que la prestation du président avait été « un succès ». La presse américaine comme les milieux politiques ont donc salué la bonne « performance » de M. Reagan. Les capitales étrangères ont également salué l'Union soviétique n'a pas commenté la partie « Irangate » du discours.

Mais l'affaire des ventes d'armes à l'Irak risque de rebondir. Le président iranien, M. Ali Khamenei, a, en effet, déclaré vendredi 20 mars que l'Iran publierait son propre rapport sur les ventes d'armes américaines à Téhéran. Cela afin de révéler au monde l'étendue des mensonges proférés par les Etats-Unis.

Par ailleurs, la Maison Blanche a indiqué vendredi que le vice-président George Bush avait bien exprimé des réserves sur les ventes

TCHAD

Les troupes gouvernementales ont détruit deux colonnes libyennes

De source militaire française à Paris, on confirmait, vendredi 20 mars, les informations de l'état-major tchadien faisant état d'une victoire des forces de N'Djamena sur l'armée libyenne au sud de Ouadi-Doum (le Monde du 21 mars). On indiquait que les combats avaient commencé mercredi soir. Les hommes de M. Hissène Habré ont intercepté à Bi-Kara une colonne libyenne qui descendait de Ouadi-Doum vers Fada, dans l'ennemi. Une seconde colonne s'est portée vainement au secours de la première, et les deux ont été détruites.

Toujours de source française, il y a eu du côté libyen « entre cinq cents et huit cents tués ou disparus ». Vingt chars de fabrication soviétique T-55 ont été détruits ainsi qu'un avion de type Marchetti. On ne donne pas à Paris de bilan précis des pertes libyennes, laissant sans doute ce soin aux autorités de N'Djamena.

On parle à Paris de « victoire significative » remportée par M. Hissène Habré très au nord du dispositif d'appui Epervier. Mais on souligne que de telles actions loin des bases arrière comportent aussi des risques qu'il ne faudrait pas prendre à la légère dans l'euphorie de ce succès.

Une septième personne est recherchée pour l'espionnage de la fusée Ariane

Le maître d'œuvre de l'affaire d'espionnage sur la fusée Ariane, pour laquelle six personnes sont inculpées, est-il Pierre Verrier, ingénieur polytechnicien, qui travaillait à l'INSEE de Rouen comme chef de service, et dont l'épouse, Mme Ladhila Varygine, est d'origine soviétique ?

C'est ce qui était affirmé, vendredi 20 mars à Paris, de source informée, alors que le père

de l'inculpé affirme que son fils est victime d'une « vengeance passionnelle ».

Une septième personne était activement recherchée : il s'agit de M. Serge Notheaux, dont la femme, d'origine roumaine, Antonella Manole (inculpée), travaillait à l'INSEE de Rouen, tout comme M. Pierre Verrier. Contre-maître au chômage, M. Notheaux était trésorier de l'association Normandie-Rouennaise, dont sa femme était la présidente.

On indique au siège de l'INSEE que les informations statistiques recueillies par l'Institut sur l'activité des entreprises ne sont guère à même d'intéresser une puissance étrangère. Cependant, les enquêteurs estiment que M. Verrier a pu avoir accès à des rapports contenant des données sensibles sur l'activité de la Société européenne de propulsion, qui fabrique les moteurs d'Ariane, et d'importantes fabrications pour la défense nationale. Il aurait été aidé dans l'interprétation de ces documents par M. Fleury, polytechnicien de la même promotion qui travaillait dans les services parisiens de l'INSEE. Il aurait pu bénéficier d'informations transmises par M. Jean-Michel Haury, qui a

travaillé à l'établissement de Vernon de la SEP pour le compte d'une société sous-traitante. La SEP indique que la nature des fonctions de M. Haury ne devait pas lui permettre d'avoir accès « à des informations sensibles ». Il a cependant été chargé de travaux de modifications sur certains bancs d'essais de Vernon, et il n'est pas exclu qu'il ait pu s'emparer de documents, de composants électroniques, d'échantillons de matériaux composites ou d'aciers spéciaux.

Les enquêteurs semblent penser que le réseau aurait travaillé pour la Roumanie et l'Union soviétique. Ce dernier pays a officiellement protesté, par un communiqué de son ambassade à Paris, contre les accusations portées contre lui, dénonçant « la nouvelle campagne de désinformation et de mensonges à l'adresse de l'URSS déployée dans des médias français » et repoussant « catégoriquement les assertions

mensongères qui visent au développement des relations avec l'URSS (...) et représentent une tentative de jeter de l'ombre sur un développement de la coopération entre l'URSS et la France, en particulier dans la question de l'exploration pacifique de l'espace cosmique ».

[Ce rapport n'est pas officiel. L'Union soviétique et la France ont développé depuis vingt ans une importante coopération dans le domaine spatial, dans laquelle l'apport français, essentiellement des appareillages expérimentaux d'une technologie supérieure à celle dont disposent les laboratoires soviétiques, reste quand même plus riche que la contribution soviétique. Un communiqué français, Jean-Louis Chénier, a été, en 1982, le premier Européen de l'ouest à partir dans l'espace. Il a rejoint l'équipage d'un vaisseau soviétique, et c'est depuis lors que la coopération franco-soviétique dans le domaine spatial a pris un véritable essor.]

A la veille des élections régionales

Une cinquantaine d'attentats ont été commis en Corse

A la veille des élections régionales partielles en Haute-Corse, une cinquantaine d'attentats — ce chiffre n'est que provisoire — ont été commis pendant la nuit du vendredi 20 au samedi 21 mars dans les deux départements de Corse, notamment à Bastia, Corte, Casanova-di-Venaco, Saint-Pierre-de-Venaco, L'Île-Rousse, Olmeta, Borgo, L'Île-Vecchie, Biguglia, Saint-Florent, Ponte-Leccia et Calvi (en total 41 attentats en Haute-Corse), à Ajaccio (limit) et Portofino (cinq).

Etablissements bancaires, bureaux de poste et perceptions semblent avoir été les cibles d'explosions. Des agences ont ainsi été touchées à Bastia (Banque populaire provençale et corse, La Hélin, Crédit lyonnais, plus une charge démolitrice à la Société générale), ainsi qu'à Portofino (Corse-du-Sud).

Cette opération concertée, effectuée entre 4 heures et 4 heures 30, a en général causé des dégâts peu importants : bris de vitres, de vitrines, portes arrachées, sauf à Olmeta (Haute-Corse), à dix-sept kilomètres au sud-ouest de Bastia, où la villa inoccupée d'un retraité d'origine continentale a été détruite. Aucune victime n'a été signalée.

(Lire page 6 notre reportage sur les élections en Haute-Corse.)

Deux personnes périssent dans un incendie à Paris

Deux personnes — dont l'identité n'a pas été révélée — ont péri et six sapeurs-pompiers ont été légèrement blessés au cours d'un incendie qui a éclaté vendredi 20 mars, dans l'après-midi un immeuble de six étages, 35, rue de la Chaussée d'Antin, à Paris (9^e). Le ministre s'est déclaré vers 14 h 45, selon un officier des sapeurs-pompiers, dans une chaufferie sous la cage d'escalier, côté rue Joubert, avant de se propager très rapidement dans les étages et gagner la façade située sur la rue de la Chaussée d'Antin.

Le numéro du « Monde » daté 21 mars 1987 a été tiré à 496 767 exemplaires.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde ÉCONOMIE

A C D E F G H

Le père de Pierre Verrier : « une vengeance passionnelle »

M. Jean Verrier, père de Pierre Verrier, nous a fait la déclaration suivante :

« Je ne crois pas du tout à la version présentée par les agences de presse. Mon fils n'a jamais été un espion. Il a en la malheur de se marier avec une Soviétique l'année dernière, mais ce n'est pas une raison suffisante pour en faire un chef d'espion ».

« Je suis persuadé et même certain qu'il s'agit d'une affaire montée à la suite d'une dénonciation calomnieuse qui a été faite contre mon fils et qui n'est ni plus ni moins qu'une vengeance passionnelle ».

« Maintenant, il est pris dans un engrenage policier dont il a du mal à se sortir. Je vais essayer de le voir la semaine prochaine. Je n'ai eu de ses relations avec son avocat. De toute façon, je mets en doute la valeur des informations qui ont été délivrées par la police. Cela me paraît une affaire grosse intentionnellement ».

Le contrat d'Eurodisneyland

12 milliards de francs et du travail pour trente mille personnes

Projet de la cohabitation, préparé par le gouvernement socialiste et son négociateur, M. Peyroutaud, alors président d'Indosuez, et poursuivi par M. Chirac et son négociateur, M. Jean-René Bernard. L'installation d'un Disneyland à 30 kilomètres à l'est de Paris, à Marne-la-Vallée, va enfin dépasser le stade des intentions. Avec la signature du contrat — seize mois après celle, le 18 décembre 1985, d'un échange de propositions — vont véritablement commencer des travaux qui coûteront 12 milliards de francs (le quart du tunnel sous la Manche) et devraient donner du travail à trente mille personnes. Expropriations, déclarations d'utilité publique, constructions de routes, d'une bretelle de RER, de lignes d'électricité d'em, permettront à une société privée (dont Walt Disney détient 16,64 % du capital et des intérêts européens 60 %) d'exploiter sur 1945 hectares le plus grand parc d'attractions d'Europe. Dix millions de visiteurs, dont 55 % d'étrangers, devraient s'y presser chaque année. L'ouverture de ce parc devrait avoir lieu, après quatre ans de travaux, en 1992.

Dans un communiqué diffusé samedi matin 21 mars, l'hôtel Marignan souligne que « le premier ministre avait notamment demandé au négociateur de veiller à la définition des garanties financières à apporter par le groupe Disney et à la prise en compte des cultures européennes et françaises dans la réalisation du projet ».